


BDIC

alternatives

1981 N° 41-42

non violentes



les travailleurs face à l'armement

QUELLE RECONVERSION ?

Une table ronde CFDT, MDPL, MAN et Mouvement de la Paix

41

8° P 6112

revue trimestrielle 15 F

une victoire de la non violence



Le 2 avril dernier, Christian Delorme, Directeur de notre revue, Jean Costil, pasteur et Hamid B., entreprenaient à Lyon une grève de la faim illimitée afin que cesse le scandale de l'expulsion des enfants d'immigrés. En effet, ces derniers temps, nombre de jeunes, faisant partie de ce qu'on a appelé la « seconde génération », étaient victimes de procédures arbitraires les obligeant à retourner dans leur « pays d'origine », pays dont ils ne connaissent, pour la plupart, ni la langue ni le mode de vie puisqu'ils ont vécu la quasi-totalité de leur existence en France. C'est pour ce peuple de près d'un million et demi de personnes, ce peuple des sans-droits par excellence, ce peuple que nous feignons de ne pas voir, que les grévistes de Lyon entendaient se battre et risquer leur vie.

Il n'était pourtant pas évident, en pleine campagne électorale pour les élections présidentielles, alors même que celle-ci avait débuté dans un climat d'hostilité à l'égard des immigrés, de réussir à alerter l'opinion et de parvenir à obtenir du gouvernement l'arrêt immédiat des expulsions. Pourtant, dès le début de la grève de la

faim, les déclarations de soutien se sont multipliées, tant en Algérie qu'en France. Un vaste mouvement de solidarité s'est progressivement constitué venant d'Eglises, de syndicats, de partis, de mouvements, d'associations en contact avec le monde de l'immigration, preuve, s'il en faut, que cette action soulevait un vrai problème : celui du respect des Droits de l'Homme dans notre pays. Ce large mouvement populaire, suscité par la grève de la faim de Lyon, est sans nul doute à l'origine du fait que, dès lors, plus personne n'a osé parler contre les immigrés au cours de la campagne électorale. Giscard d'Estaing lui-même qui, auparavant, allait disant que l'une des solutions au chômage était le retour des immigrés chez eux, s'est abstenu de telles déclarations. Quant à François Mitterrand, il s'est engagé très fermement en faveur des enfants d'immigrés.

Finalement, au vingt-neuvième jour de leur action, Christian Delorme, Jean Costil et Hamid B. décidaient de suspendre leur grève de la faim, le Ministère de l'Intérieur ayant accepté de surseoir aux expulsions pour une période de trois mois et de constituer



Christian DELORME.

parallèlement un groupe d'études sur ce problème comprenant le comité de négociation désigné par les grévistes. S'il ne s'agissait, là encore, que d'une victoire partielle, l'élection de François Mitterrand le 10 mai dernier à la Présidence de la République, compte tenu de ses engagements antérieurs, était la garantie d'une victoire totale. Mais il faut souligner aussi que l'un des aspects les plus positifs de cette action est que les jeunes « immigrés » eux-mêmes ont commencé à prendre la parole et qu'ils ne sont pas prêts à la rendre. Car, dans l'esprit des grévistes, il ne s'agissait pas d'agir pour eux, mais avec eux.

En collaboration avec le Collectif de soutien à la grève de la faim, **ALTERNATIVES NON-VIOLENTES** prépare un numéro hors série consacré à cette lutte et, plus généralement, à la grève de la faim, cette forme d'action particulière qui tend aujourd'hui à se multiplier dans différents pays et en diverses circonstances.

Éditorial

à quand une commission nationale "reconversion" ?

par Jacques SEMELIN

Reconvertir, c'est possible ! Et d'ailleurs, qui en douterait ? Depuis 1945, des reconversions ponctuelles d'usines d'armement ont été menées à bien en diverses circonstances et dans plusieurs pays. Si la reconversion pose vraiment un problème technique, c'est lorsqu'on l'envisage à une échelle nationale. Nous serions alors dans une hypothèse nouvelle : celle où un pays déciderait de renoncer à produire des armes en s'engageant dans un vaste programme de reconversion de son industrie militaire. Dans ce cas, le problème serait celui d'une restructuration générale de l'économie, laquelle suppose une planification globale conduite par l'Etat, les régions, les collectivités locales en concertation avec les organisations syndicales. Mais pour ce faire, il faudrait une volonté politique que l'on a peine à discerner, y compris, d'ailleurs, pour une reconversion limitée.

Cette volonté n'est certainement pas à rechercher du côté de la droite qui a su tirer avantage des ventes d'armes pour accroître ses profits et maintenir sa domination sur les peuples du Tiers-Monde. Venant justifier ce commerce, on connaît son sempiternel discours : « Les armes créent des emplois ». Or, rien n'est plus contestable que cette affirmation tellement répétée qu'elle est aujourd'hui

ancrée dans la conscience du plus grand nombre. Diverses études économiques tendent à montrer que les crédits affectés à l'armement créeraient beaucoup plus d'emplois s'ils étaient consacrés à la production de biens socialement utiles. Par ailleurs, d'autres travaux indiquent que la production d'armes est typiquement inflationniste. Il faut donc crier haut et fort que l'inflation et le chômage diminueraient sensiblement si des mesures de reconversion étaient prises.

L'ennui, dans cette affaire, est que la gauche tend à tenir le même discours que la droite. La gauche s'est peu interrogée — pour ne pas dire pas du tout — sur les liens étroits entre le développement du capitalisme et l'essor du complexe militaro-industriel ainsi que sur l'incompatibilité du socialisme autogestionnaire avec une économie militarisée. La finalité de la production, dans le cadre de l'autogestion, permet-elle vraiment d'y intégrer la production d'armes ?

Mais nous n'entendons donner de leçons à personne. Ce numéro a été précisément conçu pour en finir avec les attaques stériles du style : « Un boulon de plus de serré, c'est une vie écrasée ». Culpabiliser les travailleurs de l'armement ne peut

en aucune manière servir à résoudre le délicat problème de la reconversion. En premier lieu, c'est le dialogue avec eux — trop peu fréquent — qui est nécessaire. En ce sens, nous avons voulu donner la parole en priorité aux travailleurs de l'armement et à la narration de luttes dont ils ont été les acteurs. La table ronde, au centre de ce numéro, avec la CFDT, le Mouvement de la Paix, le MDPL et le MAN est l'expression même de la volonté de dialogue qui nous anime. Viennent ensuite des contributions plus « technocratiques » de personnes qui ne sont pas directement impliquées dans la production d'armes mais qui ont approfondi le problème depuis plusieurs années (1).

Il ressort de cet ensemble de contributions que nous ne pouvons plus nous contenter de poser l'équation sommaire : un bombardier = 75 hôpitaux. Si cette présentation a une certaine valeur pédagogique, elle a l'inconvénient majeur d'être sous-tendue par une argumentation sommaire sans rapport avec la complexité économique et politique du problème. La question de la reconversion ne se pose pas en soi mais en relation à d'autres données. Il ne suffit pas de dire que l'on peut reconvertir ; encore faut-il préciser pour quoi faire, selon quelle stratégie et dans quel contexte politique. C'est pourquoi la reconversion ne peut s'envisager qu'en fonction d'autres facteurs : le marché de l'emploi, la création de biens ou de services socialement utiles, un autre type de développement, de nouvelles relations avec le Tiers-Monde, une politique de défense différente, etc.

Ce dernier point nous apparaît suffisamment fondamental pour mériter qu'on s'y arrête. En effet, il est frappant de constater que la CFDT et la CGT n'envisagent actuellement la reconversion que dans l'hypothèse d'un désarmement général et contrôlé. Cette position, cohérente dans la logique militaire de la défense, n'en est pas moins utopique, chacun sachant que le désarmement universel n'est pas pour demain. De même, il est tout aussi vain d'envisager la reconversion dans le cadre d'un désarmement unilatéral de la France. Aussi, tant que le désarmement sera posé comme un préalable à la reconversion, il n'y aura jamais de reconversion. Ouvrir la brèche de la reconversion nécessite de

briser la conception militaire de la défense. Car le problème de la reconversion doit se poser simultanément avec celui de la transformation de notre outil de défense, c'est-à-dire, du passage progressif d'une défense armée à une défense populaire non-violente, bref, dans le cadre d'un transarmement. La « civilisation » de la production doit aller de pair avec la « civilisation » de la défense.

D'aucuns jugeront cette position tout aussi utopique. C'est pourtant la seule voie pour faire naître une politique de reconversion si l'on ne veut pas se payer de mots. Politique de reconversion qui ne fait pas l'impasse sur la nécessité de la sécurité tout en donnant à la défense d'autres moyens, ceux de la non-violence. C'est dans cette optique que nous pouvons envisager un plan global de reconversion. Il faudrait pour cela constituer une commission nationale Reconversion composée d'économistes, de syndicalistes, de responsables politiques en lien avec les travailleurs concernés dont l'objectif serait de proposer un plan alternatif à l'économie de guerre en prévoyant de nouveaux emplois pour toutes les catégories de travailleurs de l'armement.

Si l'on ne veut pas nous suivre jusque-là, il y a au moins un point où la gauche est prise à son propre discours : les ventes d'armes aux pays racistes et fascistes. Cette mesure figure dans les programmes du PS et du PC. Arrêter l'exportation d'armes à ces pays ne nuirait aucunement à la crédibilité de notre défense, ce qui évacue tout le débat désarmement-reconversion. Elle concerne pourtant 15 à 20 % de nos exportations d'armes, ce qui n'est pas négligeable et risque de mettre au chômage partiel les travailleurs concernés. Avec l'élection de François Mitterrand à la Présidence de la République, le 10 mai dernier, la Gauche tiendra-t-elle ses promesses sur ce point ? Car où sont les plans de reconversion pour parvenir à cet objectif, au demeurant très limité ?

(1) Notamment, nos amis belges qui ont eu une part active dans l'élaboration de ce dossier grâce à leur groupe « Reconversion » dont ils font ici même la présentation.

Les travailleurs et la reconversion

par Jo DJIVELEKIAN
Travailleur de l'armement

On peut définir la reconversion comme la **transformation des activités industrielles touchant aux armements en des activités civiles**. Constatons tout d'abord que le transfert à l'**inverse** s'effectue presque « naturellement » lorsqu'un pays entre en guerre : c'est la « mobilisation industrielle ». On sait que des usines ayant fait cette mutation... n'en sont jamais sorties ! Le temps de paix revenu, elles sont restées des entreprises militaires. Il en est ainsi de l'Usine Renault de Satory à l'origine du Centre AMX-APX. Ce transfert industriel du civil vers le militaire s'effectue sous la pression des événements ; le peuple et les travailleurs ne trouvent rien à y redire. Mais lorsque l'on examine la question du transfert du militaire vers le civil, le problème est bien évidemment différent. On se place dans une situation de non-guerre, dans un contexte socio-économique classique. Il faut examiner les conséquences sur l'emploi, quantitativement (compression des effectifs) et qualitativement (déqualification, sous-traitance, production accrue, etc.). Ainsi, pour raisonner sur la question des reconversions en France, il est indispensable de connaître les réalités socio-économiques du complexe militaro-industriel de notre pays.

Par ailleurs, il faut tenir compte d'une autre

réalité toute aussi essentielle : celle des tensions internationales. En effet, la concurrence internationale du marché de l'armement rebondit sur les événements militaires mondiaux. Par exemple, l'arrêt de la guerre du Vietnam a mis sur le marché des surplus américains qui ont vivement intéressé les pays du Tiers-Monde, leurs prix défiant toute concurrence. Cette opération s'est effectuée au détriment de la France notamment, gros fournisseur du Tiers-Monde (près de 90 % de nos exportations). Un autre exemple : jusqu'à ces dernières années, en Grande-Bretagne, les passages au pouvoir des Travailleurs ou des Conservateurs ont eu des conséquences directes sur la politique d'exportation d'armes de ce pays. Ainsi, une livraison d'armes à destination du Chili a été annulée par H. Wilson, lors de son retour au pouvoir. La France s'est empressée de reprendre le contrat. Comme, à ce niveau, la concurrence est serrée entre la France et l'Angleterre, c'est par de telles opérations que notre pays a repris la troisième place parmi les vendeurs d'armes du monde. Toutefois, notre médaille de bronze ne s'explique pas seulement de cette façon. Notamment, la France accorde une part budgétaire non négligeable à la **recherche militaire** lui permettant de mettre au point de nouvelles technologies d'armements.

Cependant, si les réalités économiques et internationales influent sur la manière de poser le problème de la reconversion, la reconversion exprime d'abord et avant tout une **volonté politique**. Vouloir reconvertir, c'est poser un acte politique de paix, à l'opposé de celui de Giscard d'Estaing qui profite du climat de tension pour « placer ses armements » et élargir sa zone d'influence. En tenant compte des retombées sur l'emploi, une telle reconversion est-elle possible ?

La « reconversion » selon la droite

Dès à présent, sous nos yeux, une forme de reconversion s'effectue à la faveur du grand chambardement de la crise. En effet, la volonté de la droite au pouvoir est de **réduire la capacité de production des arsenaux d'Etat pour transférer les commandes d'armement au secteur privé**. Cette redistribution du marché de l'armement est l'un des aspects de la politique gouvernementale tendant à démanteler le secteur public en **privatisant** ses activités (enseignement, santé, transports, énergie, communications, etc.). Pour ce qui concerne le secteur armement, on assiste depuis plus de vingt ans à la **fermeture progressive des arsenaux d'Etat** et, depuis la crise (1973-74), à la **militarisation de l'industrie civile**. Il s'agit bien là d'une reconversion à **double sens**, c'est-à-dire d'une restructuration économique, organisée par le pouvoir de droite à la solde des industriels lesquels ne s'embarrassent pas des conséquences humaines sur les travailleurs.

A cela, il faut ajouter le climat actuel de tensions internationales qui fournit des justifications faciles aux marchands de canons et aux industriels de l'armement. Car que voyons-nous ? L'Amérique latine qui se met à flamber, les dictatures militaires encouragées par l'élection de Reagan ; le Moyen-Orient, déjà handicapé par la question palestinienne, qui demeure au premier plan des luttes d'influence des pays riches pour le contrôle du pétrole ; l'Afrique, lourde de ses richesses minières, qui s'embourbe dans des conflits internes, téléguidés par ses anciens colonisateurs ou par les plus grands ; l'affaire d'Afghanistan ; l'Europe de l'Est elle-même qui est

menacée de déstabilisation en Pologne. **Tout court aujourd'hui à la militarisation de l'industrie** plutôt qu'à une reconversion quelconque au sens où nous l'entendons. Ainsi peut-on proclamer : « Pour assurer notre défense, armons-nous ! ». La droite cocardière n'a encore trouvé que ce « moyen » pour assurer une défense... dont on a vu l'efficacité en 1914-18 puis en 1939-45 ! Mais en attendant, cela arrange bien les affaires des industriels. Pour constater la puissance de ce « courant » — du potentiel industriel civil vers les marchés militaires — il suffit de voir que même nos camarades de Lip n'ont pu s'y soustraire (leur nouvelle entreprise fabriquant des systèmes d'horlogerie pour les fusées d'obus ou de roquettes). Dans le temps actuel, rejeter ces marchés, c'est mettre les travailleurs à la rue. Heureusement, les syndicats ne sont pas des rêveurs !

Ainsi, le contexte international ne lui étant pas favorable, faut-il pour autant ranger la reconversion dans les tiroirs ? Ce serait une grave erreur. Pour la simple raison que les reconversions, telles que nous les voulons, supposent un certain nombre de **conditions socio-économiques**, voire **juridiques**, et surtout une préparation des esprits nécessitant un débat avec les organisations syndicales, les partis de gauche et les travailleurs eux-mêmes.

A quelles conditions la reconversion est-elle acceptable par les travailleurs ?

Les fabrications d'armement concernent environ trois cent mille travailleurs des **secteurs privé, nationalisé et étatique**. Le secteur privé réalise actuellement 75 % des commandes, le nationalisé 13 % et l'étatique 12 %, en tenant compte de la sous-traitance (cf. notre encadré sur l'évolution de la production d'armement depuis 1945). Il faut donc que cette « civilisation » se réalise dans **tous les secteurs**, et non au détriment des uns et au profit des autres. Le pouvoir politique devrait être en mesure de donner cette garantie pour que quelque chose bouge durablement. Car seul, un pouvoir politique de la gauche autogestionnaire, avec une

EVOLUTION EN FRANCE DES FABRICATIONS D'ARMEMENTS DEPUIS 1945

1) DE 1945 A 1950-55 :

A la Libération, la seule capacité industrielle est tournée vers l'armement. Le potentiel du secteur privé est détruit ou manque de main-d'œuvre. Pour faire face aux besoins civils, le pouvoir politique incite et favorise les fabrications civiles dans les arsenaux (machines-outils, tracteurs, etc.). On diversifie. Dans le même temps, l'Etat aide le secteur privé à « repartir ». C'est la période de la reconstruction et les besoins sont énormes.

2) DE 1950-55 A 1973-74 :

On est en pleine guerre froide ; c'est le lancement de nouvelles générations d'armes (autopropulsion, électronique). Le potentiel industriel du secteur privé se modernise et des patrons partent à la conquête des marchés de l'armement. Pour leur part, les arsenaux d'Etat réclament des investissements pour se doter des technologies nouvelles. Ces crédits leur sont refusés mais accordés en sous-main aux trusts privés. Dans les années 60, lors de l'accession à l'indépendance des pays africains, on assiste à un développement très important des ventes d'armes françaises à l'étranger. L'industrie privée de l'armement va être en très forte croissance.

Conséquences de cette politique : le décret d'Allarde est appliqué plusieurs fois contre des établissements d'Etat qui veulent diversifier leur production vers des fabrications civiles. Fermeture d'arsenaux : Valence, Irigny, Le Havre, Châtelleraut, Lyon, etc. Nationalisation par « désétatisation » du Service des Poudres, lequel devient en 1972 Société Nationale des Poudres et Explosifs (SNPE).

3) DEPUIS LA CRISE DE 1973-74 :

Le chômage croissant et durable fait chuter la demande de biens de consommation. Le secteur privé accentue sa pression sur le marché de l'armement. Le pouvoir politique entend privatiser les services publics en supprimant toutes les sécurités de salaires et d'emplois, « mauvais exemples » pour les travailleurs sans statuts.

Parallèlement, la dégradation des relations internationales, exacerbée par la « crise », relance la course aux armements (accord SALT 2 en panne, affaire des euromissiles, bombe à neutrons, armes chimiques en Afghanistan, etc.).

Conséquences : le pouvoir giscardien des grandes banques, associées aux trusts militaro-industriels français (Hotchkiss-Brandt, Panhard-Thomson-CSF, Matra, etc.), accentue sa stratégie de privatisation de l'industrie d'armements. Il cherche à brouiller les cartes en utilisant le cadre européen pour réaliser des fabrications militaires en coproduction, notamment avec l'Allemagne (où tout le secteur armement est privé). Par le système de la sous-traitance, il modifie insidieusement la répartition du volume des commandes entre les trois secteurs français (étatique, nationalisé, privé).

Dès lors, le tableau ci-dessous n'a plus besoin de commentaires.

J. D.

	Chiffres livre blanc de la D.N. 1969	Chiffres rapport CFDT 1980
Secteur privé	55 %	75 %
Secteur nationalisé	22 %	13 %
Secteur étatique	23 %	12 %

LE « DECRET D'ALLARDE »

Le « Décret d'Allarde » a été voté par l'Assemblée constituante en 1791 dans le but d'instaurer la liberté du commerce et de l'industrie et aussi d'abolir le régime des corporations. Il est surtout connu par la création de la patente. Récemment, il a été opposé à certains arsenaux de la Délégation ministérielle pour l'Armement : vers 1968-1969, l'arsenal de Tarbes fut contraint à abandonner la fabrication et la commercialisation de machines-outils, car la structure de ses prix pouvait laisser croire à une concurrence déloyale vis-à-vis du secteur privé. Vers 1972, l'Arsenal de Brest, avant de pouvoir accepter des commandes de car-ferries pour les chemins de fer britanniques, dut apporter la preuve que les chantiers navals privés n'étaient pas intéressés.

Le principe invoqué est celui de la non-intervention administrative dans le domaine de l'industrie et du commerce. Il a été défini en 1930 par la Jurisprudence du Conseil d'Etat s'appuyant sur le décret d'Allarde. Bien que les attendus du Conseil d'Etat aient été quelque peu flous, et qu'ils aient surtout visé les actions industrielles et commerciales dites de « socialisme municipal » hasardées pendant et après la première guerre mondiale par certaines communes, il s'est toujours imposé pour limiter et souvent empêcher toute action de diversification entreprise par les établissements relevant de l'Etat, et cela parfois en opposition avec d'autres textes. C'est ainsi qu'en 1953, un arrêt du Conseil d'Etat interdisait au Service des Poudres la fabrication et la vente de cartouches de chasse, malgré la loi du 13 fructidor an V instituant le monopole des Poudres. Cet arrêt a été l'une des causes de la Réforme des Poudres de 1971 créant une Société Nationale des Poudres et Explosifs pour laquelle ces contraintes ne jouent plus.

L'application de ce principe de non-intervention n'est cependant pas automatique, elle ne peut résulter que d'un jugement provoqué par le recours d'un tiers et l'intervention administrative est admise lorsqu'une loi — ou dans certains cas la jurisprudence — l'autorise. C'est ainsi que :

— l'enquête préalable, mentionnée plus haut, menée par l'Arsenal de Brest, au sujet de ses car-

ferries, n'était qu'une précaution : l'Arsenal pourrait construire et vendre des bâtiments de commerce aussi longtemps que la chambre syndicale ou un chantier naval particulier ne l'attaque pas en contentieux.

Enfin, la jurisprudence reconnaît des exceptions au principe de non-intervention, soit lorsque l'initiative privée est insuffisante ou défailante, soit pour des motifs d'hygiène, de sécurité ou de santé, soit pour des raisons économiques.

On voit donc que si la position du Conseil d'Etat est parfois marquée d'une certaine souplesse et même d'un certain flou, les Arsenaux n'ont guère la possibilité d'échapper au recours des organismes professionnels dont la vigilance à leur égard est constante, surtout depuis les initiatives de Tarbes. Il faudrait une loi spéciale et très explicite pour mettre nos arsenaux à l'abri du décret d'Allarde, toujours menaçant, bien que vieux de près de deux cents ans, et visant d'ailleurs un autre objectif.

ARTICLE 7 DU DECRET D'ALLARDE (loi des 2-17 mars 1791)

A compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce, ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon, mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une patente, d'en acquitter le prix suivant les taux ci-après déterminés, et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits.

Sont exceptés de l'obligation de se pourvoir de patentes :

1) les fonctionnaires publics exerçant des fonctions gratuites, ou salariés par le Trésor Public, pourvu néanmoins qu'ils n'exercent point d'autres professions étrangères à leurs fonctions ;

2) Les cultivateurs occupés aux exploitations rurales ; etc.

Source : C.F.D.T.-Défense Nationale, 1980.

volonté affirmée dont on discerne à peine les balbutiements — même parmi les syndicalistes —, est susceptible de mettre en œuvre une reconversion acceptable par les travailleurs.

Ceci étant, la question posée se ramène à celle-ci : comment opérer progressivement une transformation des objectifs d'activités tout en conservant le nombre d'emplois avec garantie de classification et de salaire des travailleurs concernés ? Le problème est que les trois secteurs juridiques (étatique, nationalisé, privé) sont caractérisés par des statuts de personnels aux garanties très différentes, notamment face aux risques de licenciement :

- le secteur étatique est, à cet égard, le mieux pourvu ;

- le secteur nationalisé a des garanties encore notables ;

- le secteur privé présente une multitude de situations allant jusqu'à une absence totale de sécurité d'emploi (intérimaires nombreux).

Puisqu'il faudra mener une action frontale dans ces diverses situations, une **coordination** s'impose, respectant les différents intérêts de ces travailleurs. Qui est mieux placé que les syndicats pour en débattre avec les partis de gauche, les travailleurs ayant été consultés ?

Une autre condition pour le passage progressif du militaire vers le civil est la **diversification des productions**. En d'autres termes, il faut permettre aux arsenaux de fabriquer des produits civils, même en faible quantité. Et par la suite, il sera possible de faire croître ce type de production au détriment de l'armement. Ce qui suppose une condition technique : les activités visées devront faire appel aux mêmes technologies que celles utilisées couramment dans l'entreprise en question. Aux yeux des travailleurs, cette **continuité** est un atout de crédibilité de nature à les rassurer sur leur avenir.

Autre nécessité, **juridique** celle-là : abroger le décret d'Allarde, datant de 1791, qui interdit aux arsenaux d'Etat d'exercer une activité civile (voir second encadré).

Les positions syndicales

La reconversion n'a pas encore été abordée parce que ce terme **n'est chargé que de menaces sur l'emploi** pour les travailleurs et leurs syndicats. Jusqu'ici, il signifie pour eux licenciements, ou au mieux, dégagement des cadres (pré-retraite). C'est pourquoi cette question **ne peut être abordée avec les travailleurs que dans un contexte politique sûr et avec des interlocuteurs qui ont fait, de longue date, la preuve de leur identité de classe**. Le mieux serait que les travailleurs eux-mêmes, connus pour leur passé de luttes syndicales et/ou politiques de gauche, soient entendus par les syndicats et les partis de gauche pour amorcer le processus.

Actuellement, sur le plan confédéral, la CGT a publié des déclarations sur les exportations d'armes, sans qu'on ait remarqué des reprises par la base. Au contraire, en 1971 à Toulouse, le syndicat CGT de la SNIAS a protesté contre un embargo sur les hélicoptères de combat qui réduisait leur emploi.

La CFDT a adopté, lors de son congrès confédéral de Nantes en 1973, un texte condamnant la politique militaire (conventionnelle et nucléaire) française mais, là aussi, très peu de reprises par la base. Des cas isolés ont fait avancer la question sur les exportations d'armes (présence d'un stand CFDT au Larzac en août 1974, etc.) mais le thème de la reconversion n'a pas été traité à fond, à ma connaissance (la fédération Défense Nationale de la CFDT a fait un effort de réflexion en ce domaine qui est apparu au récent Congrès de Cherbourg). Il le faudrait pourtant car les protagonistes syndicaux sont nombreux et inextricablement liés :

- à l'intérieur d'une même centrale syndicale, les travailleurs syndiqués des différents secteurs (privé, nationalisé, étatique) devraient réfléchir ensemble. Car en fait, **l'absence de cette concertation a pour résultat que ces différents groupes de travailleurs, au nom de la défense de l'emploi, font cause commune avec leur patron**. La seule concertation entre le secteur privé de la métallurgie et le secteur étatique n'est réalisée que pour surveiller l'application du décret du 22 mai 1951 alignant nos

LE DROIT AU TRAVAIL UTILE

PAR LA RECONVERSION DES INDUSTRIES D'ARMEMENT

Un ouvrage belge de la
« Concertation Paix et Développement »
diffusé par :

- MIR-IRG, 35, rue Van-Elewick
1050 - Bruxelles (300 FB + port)
- MAN, 20, rue du Dévidet 45200 Montargis
(55 F, port compris)

Edition revue
et augmentée

Editions Seuil, Points Politique n° 104

salaires ouvriers sur ceux de la métallurgie parisienne ;

— entre fédérations syndicales de chaque secteur CGT et CFDT, sans omettre FO qui représente une proportion notable de travailleurs de la Défense Nationale ;

— entre confédérations syndicales où les motivations d'ordre humanitaire et politique devraient dominer pour les inciter à abattre ces cloisonnements préjudiciables à la paix et au développement des peuples.

Le champ d'action des confédérations syndicales ne s'arrête pas là. Elles ont aussi à :

— instaurer des contacts avec les organisations syndicales des pays fabriquant et exportant des armes, européens en particulier, soit directement, soit par les fédérations internationales professionnelles (elles existent entre la France, l'Italie, la Belgique, la République fédérale allemande et la Grande-Bretagne pour la métallurgie, la chimie...) ;

— intervenir auprès des instances de leur confédération mondiale respective pour agir dans le même sens (la CFDT l'a fait auprès de la Confédération mondiale du Travail qui a voté un texte faisant suite à celui de Nantes, en septembre 1973, au Congrès d'Evian ; depuis, la CFDT a quitté la CMT) ;

— entreprendre à tous les niveaux le débat avec les instances politiques nationales et internationales dans chaque pays industrialisé en particulier, mais aussi au niveau du BIT, de l'ONU, de l'UNESCO. L'appui d'organismes qui font autorité en cette matière sur le plan international, comme le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), serait à souhaiter.

La reconversion est possible

par Michel LUCAS

SECRETAIRE DE LA FEDERATION
DES TRAVAILLEURS DE L'ETAT (C.G.T.) (*)

Dans le cadre d'un désarmement généralisé et équilibré, garantissant l'indépendance nationale comme le propose le document du Mouvement de la Paix « **Une voie française pour le désarmement** » et auquel notre Fédération des travailleurs de l'Etat (C.G.T.) souscrit pleinement, une question nous est parfois posée : le désarmement n'engendre-t-il pas des suppressions d'emplois ? A la limite, la course aux armements n'est-elle pas, tout compte fait, la moins mauvaise des solutions pour garantir l'emploi ? Autrement dit, les retombées sociales seraient-elles plus « avantageuses » ou moins mauvaises dans le cadre des fabrications d'armements que dans le cadre d'un désarmement ? Les travailleurs employés sur les fabrications d'armements sont-ils inéluctablement voués au chômage par la mise en œuvre d'un processus de désarmement, parce que les reconversions industrielles et professionnelles seraient difficiles, voire impossibles ?

Pour répondre, nous nous appuyons sur certaines données techniques avec l'objectif de « ba-

layer » ce faux argument. A vrai dire, cette idée a déjà reculé ; les explications que nous apportons et la confiance des travailleurs concernés dans leurs propres possibilités professionnelles et dans les capacités de leur outil industriel à faire autre chose ont permis un large rejet de cette idée.

En fait, comme on va le voir, c'est un argument « de bas étage » utilisé par les marchands de canons pour tenter de camoufler les profits énormes réalisés dans les marchés juteux que leur cède l'Etat ; il est aussi utilisé par le pouvoir pour justifier l'exportation d'armes aux pays racistes et fascistes, ou servir l'impérialisme. Bref : justifier la course aux armements.

Pour monter l'argument « l'emploi peut être garanti », il convient de partir d'un examen de réalités humaines et techniques actuelles.

Prendre la situation dans les arsenaux et établissements de la Défense nationale peut constituer un bon « prototype » pour ce travail.

Les éléments de réflexion que nous en tirons ne sont certes pas, dans toutes leurs dimensions,

(*) Intervention à la Rencontre Nationale sur le Désarmement, à l'initiative du Mouvement de la Paix (20-21 mai 1978).

valables pour tous les Etats du monde, ou tous les secteurs de fabrication d'armement, mais la démarche globale est sûrement pour une large part à retenir. D'ailleurs, nous avons relevé qu'un travail analogue a déjà été effectué dans d'autres pays, notamment en Angleterre (à noter au passage que la démarche syndicale, dans ce pays, est effectuée dans le cadre d'un désarmement unilatéral, ce que, pour notre part, nous rejetons catégoriquement).

La situation des arsenaux et des établissements d'Etat

Dans les arsenaux et établissements d'Etat sont employés environ 137 000 personnels civils, dont 92 000 ouvriers, 20 000 I.C.T. (Ingénieurs, Cadres et Techniciens) et 25 000 personnels administratifs.

Ils sont répartis en deux grands secteurs :

1) La D.G.A. (Délégation Générale pour l'Armement) qui groupe tous les établissements ayant un caractère industriel, c'est-à-dire les établissements productifs de matériels d'armements terrestres, navals et aéronautiques et également ceux qui sont spécialisés dans l'étude et les essais de ces armements.

2) La D.P.C. (Direction des Personnels Civils) qui, elle, groupe tous les établissements ayant un caractère non industriel, c'est-à-dire les établissements spécialisés dans l'entretien, la réparation, le stockage de ces matériels et également des établissements semi-productifs qui allient production et réparation, voire essais de ces matériels d'armements, de même que les services de santé, de l'intendance, des Essences...

Nous signalons également qu'une Société, la Société nationale des poudres et explosifs, regroupant les poudreries du ministère des Armées, a été créée en 1972. Elle est sous tutelle du ministère de la Défense et emploie un peu plus de six mille personnes.

Les compétences professionnelles de ces personnels et les équipements industriels ou d'intendance sont-ils liés aux fabrications d'armements au point d'être inutiles à toute autre fabrication ? Non !

La preuve a été largement faite de la possibilité d'utiliser les équipements à d'autres fins que les fabrications d'armements ; par exemple, un camion de transport n'est pas particulièrement équipé pour du transport d'armes, une grue ou un pont roulant non plus ; la plupart des ateliers, des machines-outils (surtout les plus modernes à commande numérique qui sont justement réputées universelles) peuvent très bien usiner n'importe quel matériel ; les bassins de carénage ou de constructions neuves peuvent très bien aussi recevoir n'importe quel cargo ou paquebot, etc. On pourrait multiplier les exemples.

Concernant le personnel, on peut raisonner de la même manière. Un soudeur, un tourneur, un tuyauteur, un mécanicien, un conducteur de Fenwick, un comptable ou un agent administratif, un chef d'atelier ou un technicien ont des compétences qu'ils peuvent mettre intégralement en œuvre sur d'autres fabrications à caractère industriel.

Ainsi, celui qui compte les paies n'a rien à apprendre de nouveau si, dans son établissement, on fabrique des tracteurs plutôt que des chars ; le soudeur soude, le tuyauteur fait des tuyaux...

La meilleure démonstration, c'est évidemment les réalisations civiles déjà faites. Elles sont nombreuses.

Les réalisations civiles

Après la guerre, dans le cadre de la relance économique pour l'indépendance, l'intérêt du pays et celui des travailleurs, sous l'impulsion de la CGT et des ministres communistes de la Défense, nos arsenaux et établissements d'Etat de toutes les branches, Air, Terre, Marine, ont réalisé des matériels à usage civil de première importance économique.

Par exemple, nous avons atteint une production mensuelle de trois cent quinze machines-outils (fer et bois), deux cents tracteurs, cent vingt batteuses, deux cents semoirs, deux cents wagons SNCF, trois cents compresseurs frigorifiques, deux cents moteurs diesel. Des péniches, des cargos, des remorqueurs ont été fabriqués dans les arsenaux de la marine, des moteurs d'avions dans les ateliers industriels de l'Air.

Dans de nombreux établissements une grande quantité d'autres matériels et de produits très divers s'ajoute à ces réalisations. Ainsi, vêtements de travail, matériels d'école, chaudières de locomotives, fusils de chasse, pièces de machines à coudre, etc.

Nos poudreries, qui sont actuellement en voie de liquidation et qui ont des installations de traitements et de transformations chimiques, ont fabriqué, à l'époque, des insecticides, des engrais, des objets en matière plastique, du coton azotique pour peinture, etc.

Ont été réalisés ces dernières années trois cars-ferries (trans-Manche) à Brest, un prototype de machine-outil à commande numérique à Tarbes (bradée à la CIT-ALCATEL qui l'a commercialisée et en tire des profits énormes), des pièces pour l'énergie nucléaire, du gros outillage pour forage de tunnels, des études de profil de coque pour gros pétroliers et des études de propulsion nucléaire pour gros bateaux de commerce...

Il est donc clair qu'aujourd'hui encore ces établissements industriels peuvent contribuer à des fabrications civiles dans des secteurs d'intérêt économique, nationaux ou régionaux.

Dans le secteur D.P.C., le plus gros des effectifs se trouve au service de l'armée de terre (quarante-deux milles personnes). La plupart de ces personnes travaillent à l'entretien des matériels du génie. Ils ont des compétences en grosse mécanique et dans l'hydraulique et trouveraient facilement à les exploiter dans l'entretien du matériel agricole, des gros engins de chantiers publics, etc.

Nos propositions

Dans ce sens et partant de cet acquis, notre fédération CGT a fait de multiples propositions. Récemment, nous sommes intervenus pour revendiquer la réalisation de remorqueurs de haute mer permettant des interventions éventuelles sur, par exemple, des pétroliers en panne. Nous en avons les capacités techniques, industrielles et humaines et personne, entre parenthèses, n'en contestera l'intérêt quand on mesure les ravages provoqués par l'échouage de « l'Amoco-Cadiz » en Bretagne.

Alors que notre trafic import-export par voie maritime n'est assuré qu'à 50 % par des navires français (dont plus de la moitié d'ailleurs est achetée à l'étranger), nous pourrions fabriquer des bâtiments de marine marchande.

Dans ce domaine d'ailleurs, les besoins de notre pays sont tels que l'ensemble des chantiers de construction navale pourraient garnir leurs carnets de commandes et assurer le plein emploi.

Dans le domaine de la machine-outil, des fabrications pourraient être développées.

La crise qui frappe ces secteurs n'a rien de fatal. La C.G.T. l'a analysé sur des bases de classe. Elle y oppose des solutions qui permettraient d'en sortir et d'assurer l'emploi.

D'autres activités civiles peuvent être confiées aux arsenaux et établissements, notamment dans les domaines de :

- la mécanique générale et la mécanique de précision ;
- l'instrumentation scientifique et technique ;
- la chaudronnerie chimique et nucléaire ;
- l'assistance technique au profit des industries locales ;
- l'entretien de la flotte aéronautique ;
- la construction de plates-formes pour travaux en mer, etc.

Comme on le voit, une large partie des effectifs du personnel et les équipements ont déjà concrètement fait la preuve de leur capacité de « reconversion » et les domaines dans lesquels ces établissements peuvent être utiles et d'intérêt national sont nombreux. Il serait même plus judicieux de parler d'adaptation plutôt que de reconversion.

Certes, quelques problèmes pourraient se poser (fabrication de bombes, de fusées, certains emplois dans le domaine expérimental) et le processus de désarmement ne pourra se faire du jour au lendemain ; mais, même rapidement, il laisserait sûrement le temps de les résoudre si **la volonté politique** y présidait universellement et si la France s'y inscrivait.

De plus, ces mesures que nous réclamons ne sont pas uniquement liées au cadre d'un désarmement, elles sont valables dès maintenant d'autant

qu'actuellement ce secteur est victime d'une baisse du plan de charge, ce qui entraîne des compressions d'effectifs de plusieurs milliers de personnels ; ce n'est pas que la France « désarme » mais les marchés sont cédés en plus grand nombre aux grandes sociétés nationales et multinationales.

En définitive, la course aux armements se traduit par des dépenses supplémentaires pour le pays, un développement du chômage et la remise en cause de l'indépendance nationale.

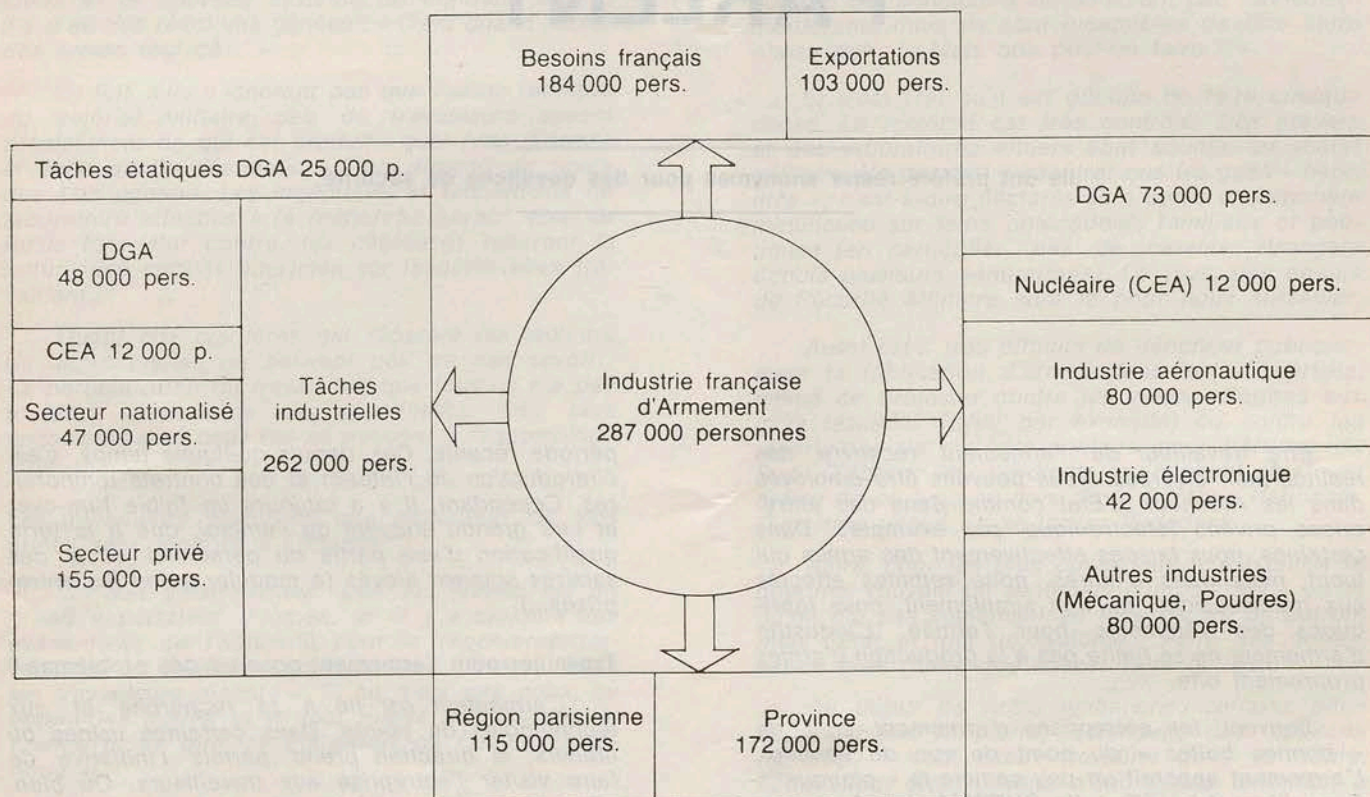
Pour stopper cela, la Fédération nationale des travailleurs de l'Etat (CGT) revendique avec force et immédiatement, pour les établissements et arsenaux, la priorité des fabrications, des études, de l'entretien et de la réparation des matériels de l'armement nécessaires à une Défense Nationale, et la nationalisation du secteur privé de fabrication d'armements.

LES EFFECTIFS DE L'INDUSTRIE D'ARMEMENT

L'industrie d'armement emploie 287 000 personnes (1), soit :

- 1,3 % de la population active,
- 5,5 % des effectifs de l'industrie.

Ces effectifs, qui ne tiennent pas compte des industries travaillant en amont et fournissant les matières premières et les produits semi-finis, se répartissent ainsi :



(1) données de 1978.
Source : SIRPA

DES TRAVAILLEURS DE L'ARMEMENT PARLENT

Ils ont préféré rester anonymes pour des questions de sécurité.

Etre travailleur de l'armement recouvre des réalités bien diverses. Nous pouvons être employés dans les Arsenaux d'Etat comme dans des entreprises privées (électronique par exemple). Dans certaines, nous faisons effectivement des armes qui tuent, mais dans d'autres, nous sommes affectés aux transmissions, ou tout simplement, nous fabriquons des vêtements pour l'armée. L'industrie d'armement ne se limite pas à la production d'armes proprement dite.

Souvent, les entreprises d'armement sont de « bonnes boîtes » du point de vue de l'emploi. L'armement apparaît un peu comme la « planque ». Dans l'industrie d'Etat (la SNECMA, les Arsenaux, la SNIAS), le boulot se transmet généralement de génération en génération, du moins jusqu'à une

période récente. Car, depuis quelques temps, c'est l'introduction de l'intérim et des contrats temporaires. Cependant, il y a toujours un faible turn-over et une grande stabilité de l'emploi, due à la forte qualification d'une partie du personnel et à des salaires souvent élevés (à moduler selon les entreprises...).

Travailler pour l'armement pose-t-il des problèmes ?

L'armement est lié à la recherche et aux technologies de pointe. Dans certaines usines ou ateliers, la direction prend parfois l'initiative de faire visiter l'entreprise aux travailleurs. Ou bien, elle expose le matériel fabriqué. En général, cela ne suscite aucune discussion, aucun débat sur la nature du produit. On enregistre plutôt des com-

mentaires sur l'évolution de la technologie. Lors d'une grève récente à la Thomson, les techniciens avaient mis la main sur un document d'information sur le missile Crotale. Les grévistes ne faisaient que des remarques techniques... Tout ceci pour dire que la réaction générale des travailleurs est plutôt la fierté de participer à la réalisation de matériels de qualité et de pointe. C'est la même chose à la SNECMA et à la SNIAS où le personnel est fier de travailler sur le Mirage 2000, l'Alpha-Jet ou le Puma. Toutefois, à la Thomson, lors d'une exposition dans laquelle on voyait clairement les chars et le nouveau système de conduite de tir, il y a eu des réactions gênées : « C'est quand même des armes tout ça... »

En fait, s'ils n'ignorent pas que l'usine fabrique du matériel militaire, peu de travailleurs savent précisément ce qui est produit : quel type d'armes et avec quelle destination. Tout dépend du poste que l'on occupe. Les ingénieurs et techniciens de laboratoire attachés à la recherche savent, eux, ce qu'ils font. Par contre, les câbleuses ignorent la nature des circuits imprimés sur lesquels elles travaillent...

Quant aux ouvrières qui réparent les moteurs de Jaguar, elles ne peuvent pas ne pas savoir... La parcellisation du travail fait que chacun n'a pas toujours conscience de sa finalité. Les plus conscients sont ceux qui se trouvent à l'assemblage final.

Les travailleurs savent-ils que beaucoup de nos armes sont vendues à l'étranger ?

On sait généralement que la France est un grand exportateur d'armes, et il y a toujours des événements de l'actualité pour le rappeler (interventions en Afrique, l'histoire avec l'Irak...). Mais les travailleurs disent : « Si ce n'est pas nous, ce seront les autres et il vaut mieux que ce soit la France plutôt que les Etats-Unis ou l'Union Soviétique ».

Par ailleurs, la plupart des gens croient à la Défense Nationale et à la nécessité d'une défense armée pour la France.

Quand vous essayez de poser le problème de la finalité du travail, que vous répond-on ?

D'abord : nous ne sommes pas responsables de ce que nous produisons. On ne nous demande pas notre avis. Le patron est le patron.

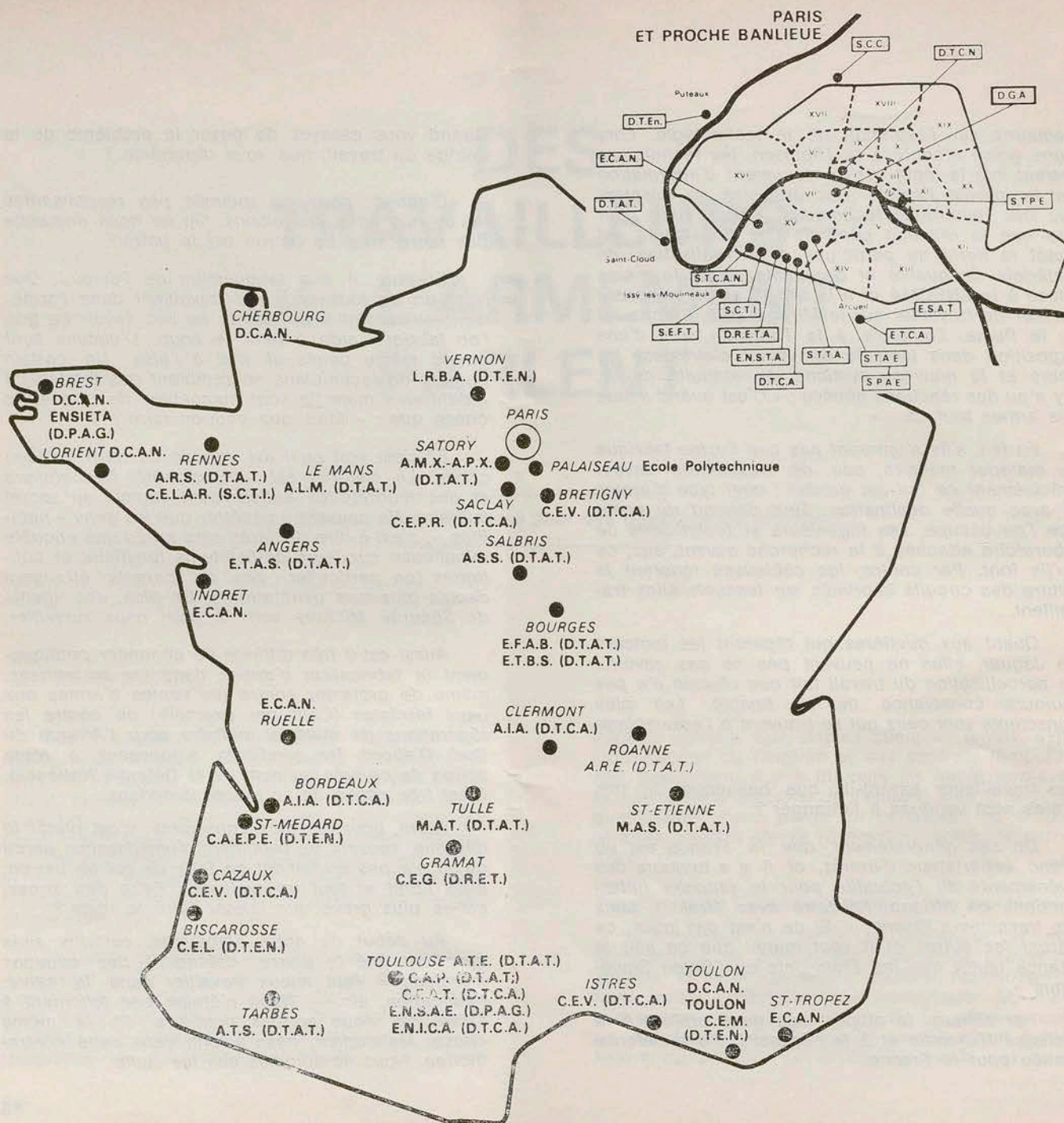
Et puis, il y a la question de l'emploi. Que ferait-on de tous ceux qui travaillent dans l'armement aujourd'hui ? Le fait de ne pas savoir ce que l'on fabrique aide à tenir le coup. D'aucuns sont quand même gênés et mal à l'aise. Un certain nombre de techniciens ne semblent pas totalement indifférents mais ils sont incapables de dire autre chose que : « Mais que peut-on faire ? ».

Et c'est vrai qu'il est difficile de faire quelque chose. Le matériel est très contrôlé. Des ateliers et des laboratoires entiers sont soumis au secret militaire. Ne peuvent y pénétrer que les gens « habilités », c'est-à-dire déclarés sûrs après une enquête minutieuse sur leurs antécédents familiaux et politiques (en particulier, pas de parents étrangers depuis plusieurs générations). De plus, des agents de Sécurité Militaire sont là pour nous surveiller.

Aussi est-il très difficile de dénoncer publiquement la fabrication d'armes dans les entreprises, même de protester contre les ventes d'armes aux pays fascistes (Chili par exemple) ou contre les réparations de matériel militaire pour l'Afrique du Sud. D'abord, les syndicats s'opposent à toute action de ce type au nom de la Défense Nationale. C'est très risqué de se lancer là-dedans.

Alors, pour les plus conscients, c'est plutôt la déprime, souvent un sentiment d'impuissance parce qu'on n'a pas seulement en face de soi un patron, mais l'Etat et tout un système... Faire des armes, est-ce plus grave que laisser faire le reste ?

Au début de notre embauche, certains amis nous ont jeté la pierre, défendant des opinions morales : « Vaut mieux travailler dans la santé, l'éducation, etc. ». Nous n'étions pas tellement à l'aise, car nous aurions peut-être dit la même chose. Maintenant, nous vivons dans cette contradiction. Nous ne sommes pas les seuls.



LES DIRECTIONS TECHNIQUES DE L'ARMEMENT

LES DIRECTIONS TECHNIQUES DIRECTION TECHNIQUE DES ARMEMENTS TERRESTRES (D.T.A.T.)

- L'administration centrale de Saint-Cloud **A/C**
- Le service central des commandes **SCC**
- Les établissements suivants :
 - Etablissement technique d'Angers **ETAS**
 - Etablissement technique de Bourges **ETBS**
 - Section d'études et fabrication des télécom. **SEFT**
- Les écoles supérieures de l'armement terrestre.
- Le groupement industriel des armements terrestres **GIAT** comprenant :
 - un service central ;
 - des établissements industriels :
 - Atelier de chargement de Salbris **ASS**
 - Manufacture nationale d'armes de Saint-Etienne **MAS**
 - Manufacture nationale d'armes de Tulle **MAT**
 - Atelier de fabrication du Mans **ALM**
 - Atelier de fabrication de Toulouse **ATE**
 - Atelier de construction de Rennes **ARS**
 - Atelier de construction de Roanne **ARE**
 - Atelier de construction de Tarbes **ATS**
 - Etablissement d'études et fabrications d'armements de Bourges **EFAB**
 - Etablissement d'armement AMX-APX.

DIRECTION TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS NAVALES (D.T.C.N.)

- L'administration centrale.
- Des arsenaux implantés dans des ports de la métropole.
(Direction des Constructions et Armes Navales - D.C.A.N.)
 - DCAN Cherbourg.
 - DCAN Brest.
 - DCAN Lorient.
 - DCAN Toulon.
- Des établissements hors des ports (E.C.A.N.) :
 - ECAN Indret.
 - ECAN Ruelle.
 - ECAN Saint-Tropez.
 - ECAN Paris.
- Des établissements implantés dans des ports Outre-Mer.
- Des établissements d'enseignement.

DIRECTION TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS AERONAUTIQUES (D.T.C.A.)

- L'administration centrale.
- Trois services techniques :
 - Service technique de l'aéronautique **STAé**
 - Service technique des télécom. de l'Air **STTA**
 - Service de la production aéronautique **SPAé**
- Des centres d'essais :
 - Le centre d'essais en vol **CEV**
 - Le centre d'essais des propulseurs **CEPr**
 - Le centre aéronautique de Toulouse **CEAT**
- Les établissements suivants :
 - Etablissement de gestion de personnels et de matériels aéronautiques **EPMAé**
 - Atelier industriel de l'aéronautique de Bordeaux **AIA**
 - Atelier industriel de l'aéronautique de Clermont-Fd **AIA**

DIRECTION TECHNIQUE DES ENGIN (D.T.En)

- L'administration centrale.
- Le service technique des poudres et explosifs **STPE**
- Le laboratoire de recherches balistiques et aérodynamiques de Vernon **LRBA**
- Les centres d'essais :
 - Le centre d'achèvement et d'essais des propulseurs et engins de Saint-Médard-en-Jalles **CAEPE**
 - Le centre d'essais des Landes (Biscarosse) **CEL**
 - Le centre d'essais de la Méditerranée (Toulon) **CEM**

DIRECTION DES RECHERCHES, ETUDES ET TECHNIQUES DE L'ARMEMENT (D.R.E.T.)

- L'administration centrale.
- Etablissement technique central de l'Armement **ETCA**
- Centre d'études de Gramat **CEG**

SERVICE CENTRAL DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'INFORMATIQUE (S.C.T.I.)

- Le service central.
 - Centre électronique de l'armement **CELAR**
 - Centre de calcul scientifique de l'armement **CCSA**
 - Centre d'études et de réalisation des télécommunications et de l'informatique **CERTI**

LIP 1973-1981 :

côté armements

par Michel JEANNINGROS
(travailleur de Lip)

L'objectif essentiel de l'interminable lutte des Lips de 1973 à 1981 — le plus long conflit de l'histoire ouvrière française — c'est d'abord et en permanence, la défense de l'emploi. A partir de l'été 1973, en raison de l'impact considérable des nouvelles formes offensives d'auto-défense adoptées par les travailleurs, le conflit dépasse largement le cadre de la région et trouve un écho certain bien au-delà des frontières de l'hexagone. N'est-il pas significatif que des Lips aient surgi tant en Belgique qu'au Québec, au Japon, en Espagne, voire au Danemark ? Autre constatation : si des sympathisants, syndicalistes, militants sont venus d'une centaine de pays à Palente, c'est bien pour mieux appréhender le phénomène Lip, largement connu, et mesurer la légendaire détermination des travailleurs.

A partir de ces rencontres extrêmement variées, des aspirations nouvelles apparaissent, au fil des mois, à la suite de débats souvent très riches ou de longues analyses, en commissions ou en collectifs internes : place des femmes dans le conflit et au travail, quel type de hiérarchie, rapport travail-salaire, quel type d'activité socialement utile privi-

légier et comment vivre autrement les emplois recréés. Tout naturellement, quelques Lips en viennent à s'interroger sur la finalité des productions d'armement qui assuraient du travail à deux cent vingt salariés en 1973 et encore à cent cinquante entre 1974 et 1976.

Depuis 1914...

Peut-être faut-il rappeler qu'en dehors des départements horlogerie, mécanique, machine-outil, Lip produit depuis la guerre de 1914 un certain nombre de composants d'armement, soit directement, soit comme sous-traitant d'entreprises spécialisées (Manurhin, Thomson, SNIAS, TRT, Dassault, Luchaire, Matra, etc.). Une large gamme de productions qui s'adapte à la conjoncture internationale : fusées pour bombes ou obus, contacteurs et minuteries à usage militaire, fusées chronométriques, gyroscopes, radio-compas, mécanismes spéciaux, télémètres, trajectomètres, retardateurs, déclencheurs d'explosifs, calculateurs mécaniques... Les guerres coloniales lui apportent de substantielles

commandes d'obus dès 1947. En 1953, Lip décroche un mirifique marché de 2 500 000 fusées « off-shore » destinées aux troupes du Pacte Atlantique ; une filiale est ouverte à Issoudun pour leur fabrication et leur montage et cela apporte de deux cents à près de neuf cents emplois à cette petite ville de l'Indre, pendant une dizaine d'années. Même encore en 1973, année du premier dépôt de bilan, le secteur équipement-armements, rapatrié à Besançon, est le seul à être bénéficiaire dans le budget (cf. la conférence de presse FGM-CFDT du 24 août 1973).

Lorsque les travailleurs décident le 18 juin 1973 de remettre en route certaines activités pour la survie, la question des secteurs à privilégier n'est pas vraiment débattue. Il importe d'aller vite et de frapper l'opinion en remettant en route deux chaînes d'horlogerie et ce, pour arracher une solution aux Pouvoirs publics et au patronat. Dans de petits groupes informels, on évoque bien durant l'automne 1973, surtout après la descente de deux cents Lips à La Blaquière, sur le Larzac, l'idée d'une éventuelle transformation de l'atelier d'armement, mais on ne va pas plus loin. Avec peine, la question fut évoquée par une minorité à l'intérieur de la section syndicale CFDT, mais l'objectif immédiat est de retrouver un emploi pour chaque Lip et un débat sur le fond est repoussé à plus tard. Jamais durant cette première phase du conflit le problème de l'armement n'est vraiment débattu en assemblée générale : tous les militants syndicaux savent que ce serait aller trop vite et que cela pourrait entraîner de vives réactions d'une partie du personnel, surtout de ceux affectés à cette division et à la mécanique. Résumons en disant que c'est le temps de la découverte pour une ou deux dizaines de Lips, moralement motivés, et guère plus.

Pendant la relance industrielle, dès l'automne 1974, une minorité de représentants CFDT au Comité d'entreprise demande à Claude Neuschwander d'envisager, dans la mesure du possible, à moyen terme, un remplacement des fabrications à usage militaire par des produits utiles à la vie. Une première recherche permet progressivement de juxtaposer à côté des fabrications traditionnelles une trentaine d'emplois dans le briquet de luxe, les

boutons compte-tours, l'Eurosignal... Las, les nouvelles difficultés de Lip stoppent le processus de reconversion à peine amorcé.

En avril 1976, confrontés à un nouveau dépôt de bilan, l'ensemble des Lips revendique pour tous « le droit de vivre et de travailler au pays ». Dans le manifeste « Lip 76, une industrie, une région en danger » (p. 21), l'objectif de départ est clairement redéfini : « Les travailleurs essaient de continuer une certaine activité concrétisée par la poursuite de la fabrication à l'horlogerie et à l'armement ». Cette simple phrase résume bien la mentalité générale et l'attitude unitaire des ouvriers de Lip, frappés une nouvelle fois par l'adversité !

LIP - Larzac

Redémarrer un conflit, au début de l'été 1976, au moment même où apparaissent les premiers signes avant-coureurs de la crise, exige un surcroît de popularisation. Des dizaines de Lips partent, tous azimuts, expliquer pourquoi Lip a sombré de nouveau. Une autre série d'échanges et de rencontres démarre avec des syndicalistes, des militants politiques, des groupes de non-violents, des chrétiens engagés. Les échanges réguliers reprennent de plus belle avec les cent trois du Larzac où, le 15 juin 1975, une cinquantaine de Lips, avec l'union locale CFDT de Besançon, concrétisent leur soutien actif par l'achat d'une parcelle. Ils profitent de la symbolique cérémonie d'inauguration de cette terre « libérée » pour donner un coup de main au percement du deuxième tronçon de la tranchée au travers de la nationale qui permet d'amener l'eau sur le périmètre d'extension du camp.

A partir de l'été 1976, des Lips participent chaque année à l'animation de stages de formation au CUN du Larzac qui, naturellement, se concluent chaque fois par de longs et fructueux échanges sur la finalité des fabrications d'armement. On voit des Lips venir soutenir des renvoyeurs de livrets militaires. Un Lip va même jusqu'à apporter son propre témoignage lors du procès d'Olivier Vial à Bonneville le 12 octobre 1979, ce qui a pour effet d'exas-

pérer un juge qui laisse échapper : « Mais qu'est-ce que Lip vient faire dans cette affaire ? ». Courant novembre 1979, cinq groupes de Lips se succèdent et parcourent avec les amis du Larzac une ou deux étapes de la marche sur Paris. Deux Lips participent le 17 novembre à un colloque organisé par le CEDETIM et le MDPL à Paris ; ils y rencontrent des syndiqués CFDT, CGC, FO et même CGT des principales usines d'armement proches de la capitale. Là, il fallut bien admettre que dans toutes ces entreprises et même dans les sections syndicales, les problèmes posés par la réalisation de matériel de guerre sont très peu contestés, surtout en période de crise. Une offensive des salariés de ce secteur pour une reconversion n'est pas pour demain et une telle interrogation commence à peine à pénétrer les sections syndicales.

Le départ des ingénieurs

Mais revenons à l'intérieur de l'usine. Avec la reprise du chômage, il faut bien occuper les Lips à des activités de remplacement. On fait appel à l'imagination et de petits groupes tirent maints gadgets du bois, du tissu ou de la faïence. Quelques Lips, experts en montage d'engins explosifs, ont la lumineuse idée — ô combien sympathique — de transformer une tête d'obus en une minuterie de cuisine, utile et non-violente, que des milliers de sympathisants vont s'arracher dès le printemps 77. Avec le Chômageopoly, autre trouvaille éducative originale, pour expliquer et démonter les rouages du système capitaliste, les Lips disposent de deux outils de popularisation particulièrement incisifs mais pacifiques.

Durant l'hiver 76-77, les chercheurs de Lip, aidés par les ingénieurs restés à Palente, travaillent rondement à la mise au point d'appareils à usage médical qui, lors d'un éventuel redémarrage, peuvent remplacer des engins de mort par des réalisations utiles à la vie ou à la survie. Une trentaine

de prototypes sont mis au point dont quatre sont couverts par un brevet : cristallin artificiel, pince pour curiethérapie, micropacemaker, appareils pour peser les malades dans leur lit... Après des débuts prometteurs, la marche en avant est brutalement interrompue par le départ des ingénieurs que les pressions du patronat local arrachent à Lip.

Chercher des marchés...

Très souvent aussi, des groupes de sympathisants étrangers se pressent aux portes de Palente, venant notamment des pays africains, asiatiques et sud-américains. D'où la question classique presque rituelle : « Ne pourriez-vous pas faire quelque chose pour nous et avec nous, lors d'une éventuelle reprise d'activités ? ». L'idée est creusée et le 18 avril 1977, une délégation Lip s'envole pour Alger où elle va rencontrer des représentants des industries mécaniques et électriques. Cela se concrétise ultérieurement par la passation de deux contrats et la création d'une coopérative d'études et de recherches : la SCERP (Société Coopérative d'Etudes et de Recherches de Palente) qui continue de se développer et occupera en mars 81 une dizaine de personnes. Des projets originaux sont en gestation avec plusieurs pays. Par le biais de cette coopérative, une nouvelle passerelle sera peut-être établie entre le Tiers-Monde et l'Europe. N'est-ce pas là un aspect positif trop méconnu de la longue lutte des Lips ?

Le 28 novembre 1977, les Lips décident de redémarrer en coopérative ouvrière de production. Le 26 juin 1978, ils soumettent au ministère de l'Industrie leur plan de développement dans lequel ne figurent que des activités d'horlogerie, de fabrication de boîtiers de montres, de petite mécanique et de traitement des métaux. Il faut très vite trouver des marchés, notamment pour la division mécanique : de courageux démarcheurs improvisés visitent successivement des centaines de petites et moyennes entreprises pour décrocher des contrats

de fabrication dans le domaine de la sous-traitance. On passe au peigne fin toutes les possibilités offertes par les secteurs de l'électro-ménager, de la téléphonie, du matériel agricole, de la périélectronique, du médical et des accessoires automobiles. Les résultats sont certes encourageants mais encore très insuffisants pour assurer un travail à temps plein aux quelque soixante réembauchés du secteur mécanique.

Parallèlement, on programme dès le 16 mai 1978 une soirée de réflexion sur les fabrications d'armes, où se retrouvent une trentaine de Lips (on a avancé) sur les trois cent cinquante encore dans l'usine. Le 4 janvier 1979, le nouveau député RPR de Besançon lance un ballon d'essai et propose son aide à la réalisation d'une unité d'armement avec cent emplois... On l'attend encore ! Le 7 juin 1979, le problème de l'armement est évoqué au cours d'une assemblée générale qui lui est totalement consacrée. Le 28 juin, la section CFDT et des Amis de Lip réfléchissent une partie de la nuit aux problèmes posés par la relance industrielle et, plus particulièrement, à l'attitude à adopter face à une réactivation éventuelle du secteur armement. Ce long débat est intégralement reproduit dans le numéro 16-17 de « Lip-Unité » de juillet-août 1979. Mais le temps passe et les difficiles réalités économiques environnantes contrecarrent nos projets, nous obligeant à revoir nos prétentions originelles et à réduire nos objectifs, immédiats et à long terme, en matière d'emploi.

Le 12 juillet 1979, alors qu'on avance très lentement et que le plan de relance est toujours disséqué au Ministère (il ne sera accepté qu'en juillet 1980 !), une offre de pièces détachées destinées à l'armement parvient au Directoire. Le problème est aussitôt soumis à l'Assemblée générale des travailleurs : des échanges cinglants opposent les adversaires de toute reprise d'activités guerrières à ceux qui se disent réalistes et veulent accélérer la création d'emplois. Finalement, aucune décision n'est prise... et la commande annoncée ne vient pas.

LES NOUVEAUX LIPS

Les nouveaux Lips, ce sont en mars 1981 :

- La Coopérative L.I.P. industrielle (176 réembauchés).
- La Coopérative C.A.P. artisanale (5 réembauchés + 20 ultérieurement).
- La Coopérative S.C.E.R.P. études et recherches (10 réembauchés).
- La Coopérative du Restaurant avec 5 réembauchés + 2 prochainement.
- L'association C.L.E.F., spécialisée dans la formation (3 réembauchés).

Mais il reste à résoudre le cas d'une cinquantaine de personnes dont une trentaine à reclasser à l'extérieur.

Le tournant du 28 septembre 1979

Le 28 septembre 1979, le Conseil syndical se réunit sept heures en continu avec un représentant de la FGM-CFDT : les exigences politiques à l'acceptation du plan de relance sont telles qu'il faut, soit sacrifier des dizaines d'emplois possibles, soit remplacer des activités refusées comme celle des boîtiers de montres. Après une rude empoignade, il faut trancher entre mourir purs et durs ou continuer à vivre, tenter de se développer. Pour la première fois, une majorité de syndiqués CFDT admet le principe d'une recherche de marchés dans le domaine de l'armement.

Le 19 novembre 1979, les portes de Matignon s'ouvrent enfin aux représentants de la Coopérative et de la CFDT : les véritables impositions — encore plus sévères que nous ne l'escomptions — tombent : prétentions d'emplois diminuées de moitié, abandon exigé de l'usine de Palente, séparation des activités industrielles et artisanales, reclassement à l'extérieur exigé pour une soixantaine de Lips... Sous une

Jean-Marie Muller

Stratégie de l'action non-violente

Edition revue
et augmentée

***Un ouvrage indispensable
pour celui ou celle qui
découvre la non-violence***

Editions Seuil, Point Politique n° 104

pareille douche froide, les questions d'armement passent bien évidemment au second plan...

Mais entre le principe et la réalité, le chemin est long. 1980 s'est écoulé sans que les activités à usage militaire n'aient repris. Les marchés d'armement sont chasse gardée et soigneusement distribués. Et puis, pourquoi se presser de donner du travail à des ouvriers qui occupent encore leur usine illégalement ? Fin mars, les Lips vont quitter Palente pour se réimplanter dans trois bâtiments différents. Peut-être, ensuite, de petites commandes-tests de composants d'armement leur seront confiées. Il leur faudra toutefois au préalable accomplir une douloureuse brisure et se séparer de trente à cinquante camarades, compagnons de marche de sept ans de lutte et quelquefois ardents supporters de l'idée du refus des armements. Quelques-uns avaient même sollicité une situation d'objecteur dans l'entreprise, face à ce type d'activité. Le sort ne leur permettra même pas de tester la possibilité d'une telle attitude... L'addition est lourde.

Des questions demeurent

Même si les Lips ont choisi de vivre en mettant en veilleuse certaines orientations originelles, par exemple par rapport à l'armement, leur laissera-t-on la possibilité de poursuivre leur expérience ? D'un autre côté, les personnalités extérieures imposées qu'il a bien fallu digérer et intégrer au Directoire et au Conseil de surveillance, moyennant des compensations financières et politiques, sauront-elles se mettre vraiment à l'unisson et prendre à leur compte, à plus long terme, ce qui fut une aspiration profonde d'une minorité de Lips ? Enfin, les rigueurs de l'environnement économique implacable pourront-elles être gaillardement déjouées dans les mois à venir par la jeune Coopérative ?... Un pari sur l'avenir ambitieux... Mais Lip vit.

28 février 1981.

L'expérience Lucas Aerospace :

Réflexions sur le rôle des différents acteurs

par Michel ROGALSKI (*)

Appartenant au groupe multinational « Lucas Industries », Lucas Aerospace est l'une des plus importantes entreprises au monde pour la production d'équipements destinés à l'industrie aéronautique. Après avoir acquis le leadership du marché anglais, elle a étendu son activité à l'étranger, en particulier en Europe — Joseph Lucas (R.F.A.), Société Française des Industries Lucas, Mona-Hobson S.p.A. (Italie) — ainsi qu'en Australie et en Amérique du Nord. De plus, Lucas Aerospace possède de nombreuses participations dans d'autres sociétés de ces mêmes pays auxquelles il convient d'ajouter des entreprises travaillant sous licence.

Aujourd'hui Lucas Aerospace comprend, au Royaume-Uni, dix-sept usines qui emploient dix mille travailleurs, hautement qualifiés pour la plupart (on dénombre environ deux mille ingénieurs, dessinateurs et personnels de conception) (1).

(*) Chercheur au Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (54, boulevard Raspail, 75006 Paris) et coauteur d'une étude sur **Les stratégies de reconversion des industries d'armement**. C'est une partie de ce travail que nous reproduisons avec l'accord de l'auteur et l'autorisation de l'ONU qui a commandé cette étude.

(1) Mike George, « The Lucas Aerospace Campaign » (Labour Monthly, juillet-août 1978).

Sa gamme de production inclut une grande diversité d'équipements et d'instruments nécessaires à l'industrie aéronautique : systèmes hydrauliques, électriques, électroniques, équipements pneumatiques, systèmes de contrôle, de dégivrage, de démarrage...

Son savoir-faire polyvalent lui a, en outre, permis de s'implanter dans d'autres secteurs : l'industrie de l'armement et de l'automobile, ainsi que l'équipement médical et l'industrie des machines-outils. De façon beaucoup plus marginale, elle s'est également intéressée à des produits tels que les cellules photovoltaïques, les véhicules électriques et les pompes à chaleur.

Lucas Aerospace constitue donc une entreprise déjà fortement diversifiée susceptible de mettre son savoir-faire à contribution dans des secteurs multiples ; cependant, une partie importante de ses activités reste centrée sur l'aéronautique, secteur en pleine crise. L'entreprise travaille tout de même à 70 % pour le secteur militaire.

Des activités partiellement menacées

Restructurée en 1968, avec l'aide hésitante de l'Industrial Reorganisation Corporation, la Compagnie était supposée réunir beaucoup d'avantages de production et de recherche. Depuis cette date, la direction du groupe Lucas décide de supprimer différents secteurs de sa filiale aéronautique pour la rendre « vigoureuse et efficace ». En pratique, cet effort de rationalisation à grande échelle se traduit par la suppression de toute activité qui rapporte des profits insuffisants. En d'autres termes, il s'agit de donner la priorité au secteur de l'armement qui rapporte les plus gros bénéfices.

Le climat de crise très prononcée que connaît le Royaume-Uni n'épargne pas Lucas Aerospace. Il s'est traduit par une « rationalisation » des activités qui a déjà provoqué le licenciement de cinq mille employés en 1969, à la suite de l'absorption de English Electric. La Lucas Aerospace aura vu ses effectifs se réduire presque de moitié en dix ans. De dix-huit mille en 1970 à dix mille employés aujourd'hui, c'est toute la branche qui est touchée puisque l'industrie aéronautique anglaise aura en quinze ans (de 1960 à 1975) vu ses effectifs tomber de 283 000 à 195 000.

C'est à partir de 1974 que la situation s'aggrave brutalement. En effet, au cours de sa campagne de 1974, le Parti Travailleiste suggère de placer le budget de la Défense à un niveau égal à la moyenne réalisée par les pays de l'OTAN. Ceci représente une réduction des dépenses militaires de l'ordre de 20 %. Arrivé au pouvoir, le Parti Travailleiste songe à appliquer ce programme. Ceci se traduit notamment par l'intention de retarder la participation britannique au projet européen Tornado dont Lucas Aerospace est un des principaux contractants. Ceci illustre combien le secteur armement est particulièrement sensible aux décisions de nature politique.

Face à ces menaces, beaucoup de syndicalistes de la firme aéronautique sentent la nécessité, dès 1974-75, d'élaborer une stratégie d'un type nouveau afin de sauvegarder l'emploi.

Une structure syndicale éparpillée

A ce moment-là, on trouvait dans la firme Lucas Aerospace les structures traditionnelles du syndicalisme britannique qui aboutissent dans de nombreux cas à reproduire la division entre qualifiés et non-qualifiés, entre cols bleus et cols blancs et entre travailleurs appartenant aux différents établissements de la compagnie. On comptait chez Lucas treize syndicats différents opérant dans dix-sept unités de production. Les négociations concernant le personnel administratif étaient menées par chacun des syndicats indépendamment des uns des autres au niveau de l'entreprise. Les négociations concernant les travailleurs manuels l'étaient, au niveau national, entre les syndicats des chantiers navals et de la métallurgie, d'une part, et les employeurs de la branche. Au niveau local, elles avaient lieu entre la direction, les *délégués d'atelier* (shop stewards) et les permanents syndicaux.

Cette multiplicité des syndicats, des interlocuteurs et des lieux de négociations affaiblissait la puissance syndicale malgré un taux de syndicalisation élevé dépassant 80 %. En effet, avec une telle structure syndicale, il n'était pas rare d'observer différents syndicats agir plutôt « chacun pour soi » que dans le cadre d'une action unitaire. Etant donné le caractère routinier de leur activité, ce phénomène ne surprenait pas. Cette séparation faisait d'ailleurs l'affaire de la direction car elle lui permettait d'exploiter à son profit les luttes internes des syndicats. Ainsi, les différentes formations ne pouvaient développer une stratégie coordonnée au niveau où se prenaient les décisions industrielles (investissement, production, licenciements, fermeture), c'est-à-dire au niveau du groupe.

Pour remédier à cette division, on a vu d'abord se développer des « comités d'établissement » réunissant dans chaque unité l'ensemble des délégués d'atelier. Ces comités ont permis de coordonner l'action syndicale au niveau local. Mais, compte tenu du grand nombre d'établissements (dix-sept au niveau du groupe Lucas Aerospace), les comités d'établissement se révélèrent de plus en plus insuffisants, sinon inefficaces. Cette situation a incité

les différents comités d'établissement à se rassembler au niveau du groupe, formant ainsi le *Comité Unifié de Concertation* des délégués d'atelier (Combine Shop Stewards Committee, CSSC).

Certes, cette structure syndicale n'était pas nouvelle. Elle existait déjà dans d'autres entreprises du même calibre que Lucas Aerospace (Ford, Chrysler) (2). Mais, à la différence de ces entreprises où les CSSC organisent exclusivement les ouvriers manuels, celui de Lucas Aerospace représente l'ensemble du personnel (ouvriers, contremaîtres et cadres). Cette structure originale, qui marque la rupture avec la tradition de division des forces de travail et un souci de l'ensemble du personnel de contrecarrer les projets de licenciements, résultait des politiques industrielles et de défense. Elle doit donc être considérée comme un élément fondamental du mouvement de reconversion engagée par le Comité de Concertation. Mais celui-ci ne doit pas être regardé comme une alternative du mouvement syndical traditionnel mais plutôt comme son développement logique, gardant les mêmes objectifs.

Au début, la stratégie choisie par le Comité de Concertation est relativement traditionnelle. Il demande à Sir Tony Benn, ministre de l'Industrie, de discuter avec lui de la nationalisation de Lucas Aerospace, mesure traditionnellement considérée comme pouvant éviter de nouveaux licenciements. Au cours de l'entrevue (novembre 1974), le ministre déclare que la nationalisation ne permet pas de résoudre le problème de l'emploi car, de toute façon, le gouvernement envisage de réduire l'effort de défense. Cependant, il propose à ses interlocuteurs de développer une étude sur des produits « alternatifs » pouvant être fabriqués en cas de forte récession.

La déclaration du ministre mérite d'être mentionnée pour comprendre les développements ultérieurs de la campagne de reconversion, mais elle doit être appréciée à sa juste mesure : le ministre est en effet à la tête d'un cabinet où affluent les pro-

blèmes des entreprises britanniques et son principal souci est de limiter le nombre d'entreprises candidates à la nationalisation. En d'autres termes, sa réponse lui évite de prendre des risques politiques. Cependant, sa suggestion apporte une énergie nouvelle au Comité de Concertation dans la mesure où elle donne quelques espoirs d'un appui. Une grande partie des personnels de Lucas perd de son scepticisme qui s'était développé avec le peu de résultats des études antérieures de reconversion. Le soutien moral d'un responsable des hautes sphères politiques permet de rallier les indécis. Il n'est certes pas possible d'évaluer objectivement l'importance de la recommandation ministérielle mais il est certain qu'elle a fortement joué dans la détermination du Comité de Concertation.

Ainsi, fort de la rencontre avec un ministre, le personnel syndiqué de Lucas Aerospace décide de renoncer aux actions traditionnelles (manifestations, sit in dans le siège social, pressions sur le député local pour obtenir davantage de commandes militaires...). Par son approche alternative, la stratégie du Comité de Concertation acquiert une dimension positive qui va beaucoup plus loin que l'idée initiale de nationaliser l'entreprise, comme l'explique Ernie Scarbrow, secrétaire du Comité : « Nous avons fait le bilan des stratégies défensives employées par nos organisations et nous nous sommes aperçus que se contenter de réclamer plus de travail face à une multinationale était une erreur. D'autant qu'une des plus vieilles revendications du mouvement ouvrier anglais est la réduction des dépenses d'armements. Nous ne pouvions pas, dès lors, nous battre pour plus de matériel militaire. C'est alors que nous avons pensé à une autre utilisation de nos capacités de travail et de la technologie très avancée de la firme » (3).

Ainsi naissait l'idée d'un plan de reconversion.

(3) Interview recueillie par Maurice Najman, « La Lucas, une réponse ouvrière à la crise », revue *Autrement*, n° 1, oct. 1979, Paris, hors commerce.

On pourra consulter également, du même auteur, la série de reportages publiée dans le quotidien *Libération* (10, 11 et 12 décembre 1979, Paris), sous le titre « Lucas Aerospace : les ouvriers écolos qui dessinent les plans de leur futur ».

(2) Voir « Contre-Plan pour sauvegarder l'emploi », revue *CFDT-Aujourd'hui*, Paris, janv. 1979.

Le plan de reconversion, outil des luttes syndicales

Un plan élaboré de l'intérieur de l'entreprise.

Les modalités d'élaboration du Plan constituent en soi l'un de aspects les plus intéressants de cette expérience puisque ce Plan est l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Pour accomplir cette tâche, le Comité de Concertation s'est d'abord adressé à des centres de recherche, des cabinets de conseil et à tous les organismes susceptibles d'apporter une réponse au problème de reconversion de l'entreprise. Cent dix-huit organismes ont ainsi été contactés. Mais, même lorsqu'ils se disaient intéressés par le projet, ceux-ci s'avouaient incapables d'élaborer un tel plan, faute d'une connaissance approfondie de l'entreprise et de ses capacités de productions qui s'avère indispensable pour cet exercice.

Les travailleurs étaient dès lors obligés d'effectuer eux-mêmes le travail. Le point de départ de cette élaboration fut un questionnaire envoyé à tous les délégués syndicaux. Ce questionnaire permettait le recensement de l'ensemble de l'appareil de production :

- infrastructure : taille, âge et localisation des bâtiments ;
- main-d'œuvre : qualification et effectifs, âge, etc. ;
- équipement : inventaire détaillé des machines et de leur état ;
- produits : liste de la gamme de production actuelle, des produits fabriqués dans le passé, des produits en développement.

Il demandait des propositions concernant :

- les produits susceptibles d'être fabriqués en dehors du secteur aéronautique, en insistant sur le fait que ces produits devraient être socialement utiles ;
- les possibilités d'autogestion de l'usine et la redéfinition du rôle de l'encadrement dans une telle éventualité.

Le Plan final résulte de la confrontation de ces propositions et d'investigations d'ordre plus général sur la définition de la notion d'utilité sociale. Quelques-uns des organismes extérieurs contactés ont apporté à ce niveau des contributions enrichissantes. Le reste est le fruit du travail des ingénieurs et techniciens pour l'essentiel.

Un débat interne à l'entreprise s'est instauré à l'occasion des réunions qui ont eu lieu dans les différentes usines et surtout par le canal du journal que le Comité édite à dix mille exemplaires. Ce processus a associé, aux dires des responsables du Comité, au sein des comités locaux, non seulement les techniciens et ingénieurs, mais aussi les travailleurs manuels. Cette participation a évidemment varié d'une usine à l'autre, mais le résultat semble globalement positif.

La participation des groupes de consommateurs à un tel processus, bien que considérée comme théoriquement souhaitable, suscite la méfiance des représentants ouvriers qui y voient plus un risque de perdre leur pouvoir au profit d'organismes non représentatifs qu'une réelle contribution des consommateurs. Ils considèrent en effet que les ouvriers d'une entreprise, qui constituent parfois la moitié de la population d'une ville, sont bien souvent plus représentatifs que les organisations de consommateurs.

Ainsi, ce n'est pas le moindre des mérites du Plan que d'avoir réussi à associer à son élaboration l'ensemble des travailleurs, même si ce sont les techniciens qui ont fourni la part la plus importante du travail et si les délégués syndicaux ont dû jouer, dans bien des cas, un rôle plus important que celui de simple catalyseur.

Les idées forces du Plan et les propositions

Le Plan répond à une double préoccupation :

- a) **Préserver l'emploi :** les nouveaux produits sont donc susceptibles d'être fabriqués en utilisant à la fois le savoir-faire des travailleurs de l'entreprise et une bonne part des machines existantes. Les syndicats n'excluent cependant pas que des

adaptations dans l'organisation du travail s'avèreront nécessaires, de même que l'acquisition de nouveaux outils par l'entreprise, acquisition qui sera cependant réduite au maximum.

b) **Proposer des produits « socialement utiles »** pour l'ensemble de la communauté. Cette exigence constitue une certaine assurance de la pérennité de la production. Elle correspond, de plus, au besoin ressenti par nombre de travailleurs. Ainsi, le Comité a dégagé une série de critères auxquels doivent répondre les produits. Ceux-ci doivent :

- économiser l'énergie,
- ne pas polluer,
- avoir une grande durabilité,
- être, dans la mesure du possible, d'une technologie maîtrisable par leurs utilisateurs de façon à faciliter l'entretien,
- protéger la santé et la sécurité dans la vie comme au travail,
- satisfaire des besoins sociaux.

L'idée qui est au cœur d'une telle démarche est celle de *responsabilité sociale*. Il s'agit de dépasser l'« économisme » étroit qui avait gagné l'activité syndicale dans le passé et de porter les revendications plus loin en s'interrogeant sur la nature des produits fabriqués et sur la façon dont ils le sont. Plus fondamentalement, c'est l'idée que l'homme qui produit est aussi un consommateur et donc que ses revendications et ses soucis doivent tenir compte de ce double aspect. Cette idée, d'une très grande portée, peut conduire jusqu'à inverser délibérément les termes entre valeur d'usage et valeur d'échange. Au-delà, à travers la mise en œuvre de la production sur la base d'une autre logique que le profit, avec droit de regard des ouvriers sur la nature de la production, c'est la toute puissance du patronat qui est remise en cause.

Un des autres mérites du Plan cadre est de montrer que la reconversion exige la participation active des travailleurs et que pour ce faire, elle doit combattre systématiquement toute forme d'aliénation. Pour atteindre cet objectif, le comité de concertation propose une nouvelle méthode de pro-

duction qui repose sur des équipes de travail intégrées dans lesquelles les travailleurs manuels et intellectuels conçoivent et développent ensemble les produits nouveaux. Cette réorganisation du travail permet à l'expertise scientifique des ingénieurs et des techniciens de rejoindre l'expérience et le sens commun du personnel de production. Cependant, on peut regretter que la partie du Plan cadre concernant la nouvelle réorganisation du travail soit développée avec beaucoup moins d'acuité que la partie relative aux nouvelles productions. La description de cette organisation du travail idéale reste évidemment très sommaire, en particulier rien n'est dit en ce qui concerne la hiérarchisation des différentes unités autonomes qui est l'indispensable moyen d'assurer la cohésion de l'ensemble du système. Néanmoins, ces propositions sont intéressantes dans la mesure où elles tentent d'intégrer dans un même processus de planification la gestion des ressources naturelles et les conditions de travail.

Finalement, après dix-huit mois de travail, le Comité de Concertation présente en 1976 le Contre-Plan alternatif. C'est un énorme document de plus de mille pages. Il contient cent cinquante propositions de produits décrits jusque dans le détail. En fait, pour éviter que la direction de l'entreprise ne réalise que les produits les plus rentables, seules douze propositions détaillées ont été rendues publiques. L'ensemble des propositions couvre des secteurs très variés :

- la recherche océanographique,
- les machines de télécommandes,
- les systèmes de transport,
- les dispositifs de freinage,
- les sources d'énergie alternatives,
- l'équipement médical.

Ces propositions montrent bien que la reconversion des industries d'armement vers le secteur civil est techniquement et économiquement possible.

Les négociations engagées avec la direction sur le Plan se sont heurtées à son refus pour être finalement rompues. Les causes du rejet de la Direction sont de deux ordres :

© d'une part, elle indique le refus de voir son pouvoir s'éroder en laissant les travailleurs intervenir dans la définition de la politique industrielle de l'entreprise ;

• d'autre part, la politique qui se dégage du Plan est fondamentalement différente de celle que mène l'entreprise. Celle-ci est en effet dictée par la recherche d'un profit maximal (de 14 à 15 % en moyenne), ce qui la conduit à mener une diversification financière des activités. Cette dernière est totalement opposée à la diversification à partir de l'appareil de production puisqu'elle consiste à racheter des sociétés rentables et à se dégager des activités actuelles menacées au prix de licenciements et fermetures d'usines. En outre, la société tend à mener cette diversification à l'étranger.

L'élargissement de la campagne

Le conflit entre les travailleurs de la Lucas et la Direction a connu une vague grandissante d'intérêt de la part de gens amenés à reconnaître que les mécanismes de l'économie de marché favorisent de plus en plus la production de biens qui ne remplissent pas de fonction sociale fondamentale et entraînent en plus d'énormes coûts pour la communauté.

Les initiatives du Comité de Concertation de Lucas ont permis de susciter d'autres projets de reconversion dans certaines compagnies dont Rolls Royce, British Aircraft Corporation, C & A Parson, Clarke Chapman, Vickers, etc. Le président du Comité de Concertation de cette dernière entreprise déclare notamment : « Nous reconnaissons que les contrats militaires sont profitables à notre compagnie, mais nous sommes conscients de la fragilité de l'emploi dans les entreprises d'armement. Nous voulons des emplois permettant de produire des biens qui puissent enrichir la vie des gens et non la détruire » (4). A Barrow, siège d'une des

unités Vickers, le personnel propose, entre autres, la fabrication de pompes à chaleur, d'appareils agricoles, d'équipement pour la pose de câbles, etc.

A l'étranger, les initiatives prises chez Lucas ont permis le développement de projets de reconversion chez Saab (Suède). On observe aux Etats-Unis que les travailleurs de Lockheed commencent à soulever le même genre de questions que ceux de Lucas. Un ingénieur de Lockheed déclare notamment que la diversification est probablement une bonne chose dans la mesure où elle permet à Lockheed, comme à n'importe quelle autre compagnie, d'élargir le champ d'activité de son personnel (5).

Parallèlement aux initiatives prises dans les entreprises d'armement, on observe également que la campagne du Comité de Concertation de Lucas Aerospace a permis de faire évoluer positivement les positions des grandes centrales syndicales. Initialement inquiètes de la création du Comité de Concertation dans la mesure où celui-ci remettait en cause leur pouvoir, les instances dirigeantes des syndicats se sont progressivement ralliées aux initiatives locales. Le Transport and General Workers' Union (Syndicat des Transports) adopte en 1977 un document politique soutenant le Plan Cadre : « Dans le secteur privé de l'armement, les accords de planification sont une question d'urgence : les comités centraux des délégués d'atelier peuvent prendre, dès maintenant, des initiatives et suivre l'exemple de Lucas Aerospace en établissant des plans de sauvegarde » (6).

Si les efforts du Comité de Concertation de Lucas Aerospace visent à gagner le soutien de ses homologues syndicaux des entreprises et des centrales syndicales constituent déjà en eux-mêmes un élément positif de sa campagne, on peut noter également l'intérêt que constitue l'alliance du Comité de Concertation avec le monde universitaire. Certes, depuis plusieurs années, le sujet de la

(4) Jim Murray, Assembly for Disarmament and Peace, UN Association, Londres, janv. 1978.

(5) Ploughshare Press, vol. 1, n° 2, printemps 1976.

(6) Transport and General Workers' Union, Conférence des Délégués, 1977.

reconversion faisait l'objet en Grande-Bretagne de quelques études et notamment dans les Universités du Sussex et dans l'Open University (Milton Keynes). Mais le pas décisif a été franchi en janvier 1978, par la création du CAITS (Centre pour des Systèmes Industriels et Technologiques Alternatifs) dans l'Université Polytechnique du Nord-Est de Londres (NELP). Ce Centre, qui travaille en étroite coopération avec le Comité de Concertation de Lucas Aerospace et dont le financement a été assuré au départ par une importante subvention de la société Joseph Rowntree, accumule une expertise dans le domaine des produits à utilité sociale et met les résultats de ses recherches à la disposition des syndicats. C'est une sorte de cabinet-conseil au service des travailleurs des industries touchées par la crise ou menacées par les projets de redéploiement des multinationales et la « dé-industrialisation ». C'est grâce au CAITS que certains prototypes du Plan Cadre Alternatif ont pu être élaborés. Le principal animateur du CAITS, Mike George, qui se déclare préoccupé par la liaison entre luttes de classes et luttes écologiques, présente ainsi le Centre : « C'est une affaire militante. Nous avons pour l'instant trois fonctions principales. Tout d'abord, nous fonctionnons en tant que comité de soutien et de popularisation auprès des travailleurs. Nous rassemblons et diffusons les informations à propos du « Contre-Plan », nous produisons un matériel d'explication, des tracts, des brochures et même une vidéo-cassette. Nous avons déjà organisé plusieurs conférences de solidarité et de discussions. Ensuite nous nous chargeons de recherches sur ce que nous appelons les « produits socialement utiles »... Enfin, nous aidons au développement de ce que nous appelons « l'économie communautaire »... Nous organisons aussi des programmes de formation de manière à ce que les travailleurs des coopératives ne soient pas obligés de recourir aux « professionnels » qui leur inculquent un esprit et des méthodes capitalistes... Vaste affaire ambitieuse, non ? » (7).

(7) Interview recueillie par Maurice Najman, *op. cit.*

Le CAITS a beaucoup fait pour aider la campagne des travailleurs de Lucas. C'est un Centre unique en son genre qui a déjà reçu la visite des principaux syndicats européens tellement son expérience est enrichissante. Situé dans l'enceinte universitaire de la Polytechnics du Nord-Est de Londres, il symbolise l'alliance réussie entre universitaires et monde ouvrier et fait figure de modèle dans la problématique de la reconversion.

Les travailleurs de Lucas orientèrent également leurs actions en direction du Parlement. Non sans un certain succès, puisqu'un groupe de députés travaillistes appuya leur candidature pour le prix Nobel de la Paix.

Les mouvements pacifistes, assez nombreux en Grande-Bretagne, répercutèrent les idées du Plan-Cadre Alternatif à travers de nombreuses initiatives. Des campagnes communes furent organisées avec le CAAT (Campaign Against Arms Trade).

La notion de produit alternatif concerne directement les associations de consommateurs et les mouvements écologistes et anti-nucléaires. Il faut signaler de ce point de vue l'absence de campagne conjointe entre ces mouvements et le Comité de Concertation de Lucas. Lors de l'élaboration du Plan Cadre, il avait été envisagé de consulter à travers un questionnaire les consommateurs, mais à partir du principe que les ouvriers eux-mêmes étaient des consommateurs, il fut décidé de limiter le sondage à l'intérieur de l'entreprise. Cette absence de liaison avec ces forces a certainement été préjudiciable au développement de la campagne. La responsabilité ne doit certainement pas être située uniquement du côté des travailleurs de Lucas. Au-delà, la question qui est certainement posée, c'est celle de l'alliance entre les couches qui composent majoritairement ce type de mouvement (couches moyennes) et le monde ouvrier, même quand celui-ci s'ouvre à des préoccupations nouvelles à travers une problématique qui intéresse la plus grande partie de la population. Des divisions sociales fortement marquées, une classe ouvrière très repliée sur elle-même, comme c'est le cas en

Grande-Bretagne (8) constituent autant d'obstacles à surmonter pour la mise en œuvre d'un plan de reconversion.

Pour conclure

Les travailleurs de Lucas ont montré à travers l'élaboration du Plan Cadre que les marges de libertés technologiques étaient plus grandes qu'on ne le pensait. L'obstacle de la « faisabilité » semble donc pouvoir être surmonté sans grosses difficultés.

Ils ont montré également l'importance du rôle de la base pour la recherche de produits alternatifs, révélant ainsi une somme de savoir et de créativité populaires ne demandant qu'à s'exprimer pour peu que les conditions en soient réunies. La notion de produits socialement utiles qui est au cœur du Plan Cadre suppose le dialogue horizontal avec tous ceux qui se sentent concernés par cette notion, en premier chef les consommateurs et les écologistes. Cette concertation, si elle avait pu se produire, aurait peut-être réduit la liste des produits alternatifs proposés, l'utilité sociale de certains d'entre eux étant de nature discutable. Ce contrôle de l'utilité sociale ne doit pas être négligé car il confère un poids certain aux propositions et cons-

titue une forme de la convergence entre tous les acteurs aspirant à la reconversion.

Enfin, il semble nécessaire de mettre en œuvre une stratégie globale de l'entreprise qui soit autre chose qu'une simple diversification réalisée en fonction des occasions rencontrées.

Cette stratégie globale de reconversion doit pouvoir s'insérer dans le cadre d'une planification qui pose la question d'un autre développement. Au-delà des aléas de tout conflit du travail — et de ce point de vue, la lutte des travailleurs de Lucas n'a pu empêcher les licenciements — un certain nombre d'« avancées » ont été permises par le Plan Cadre :

- le mythe, soigneusement véhiculé par le lobby militaire, selon lequel toute réduction dans les dépenses militaires entraînerait une augmentation du chômage, a été balayé. Le faux choix a été sérieusement entamé. L'argumentation est d'autant plus importante qu'elle émane des travailleurs eux-mêmes, directement concernés et donc peu susceptibles de « jouer » avec leur emploi ;

- le Plan-Cadre, résultat d'une très large concertation, a permis aux ouvriers de la Lucas de montrer qu'ils étaient capables de planifier l'avenir de leur industrie de telle sorte que leurs qualifications et leurs aptitudes soient utilisées au service de l'humanité et la technologie employée à résoudre des problèmes humains plutôt qu'à en créer.

(8) Richard Hoggart, « The Uses of Literacy » (1957, Chatto and Windus) traduit en français sous le titre « La culture du pauvre », Ed. de Minuit, 1970, Paris.

L'INDUSTRIE D'ARMEMENT EN FRANCE

L'industrie d'armement comprend les secteurs public et parapublic et l'industrie privée. Son chiffre d'affaires se répartit en 1978 comme ci-contre :

Cette industrie se caractérise par une forte concentration :

- une seule société regroupe les activités « poudres et explosifs »,
- une grande part des constructions navales est assurée par la D.T.C.N. (Direction Technique des Constructions Navales),
- en aéronautique, trois sociétés emploient 60 % des effectifs,
- en électronique, cinq sociétés emploient 50 % des effectifs,
- l'armement terrestre est réalisé à 60 % par la D.T.A.T. et trois entreprises.

La taille des entreprises concernées permet :

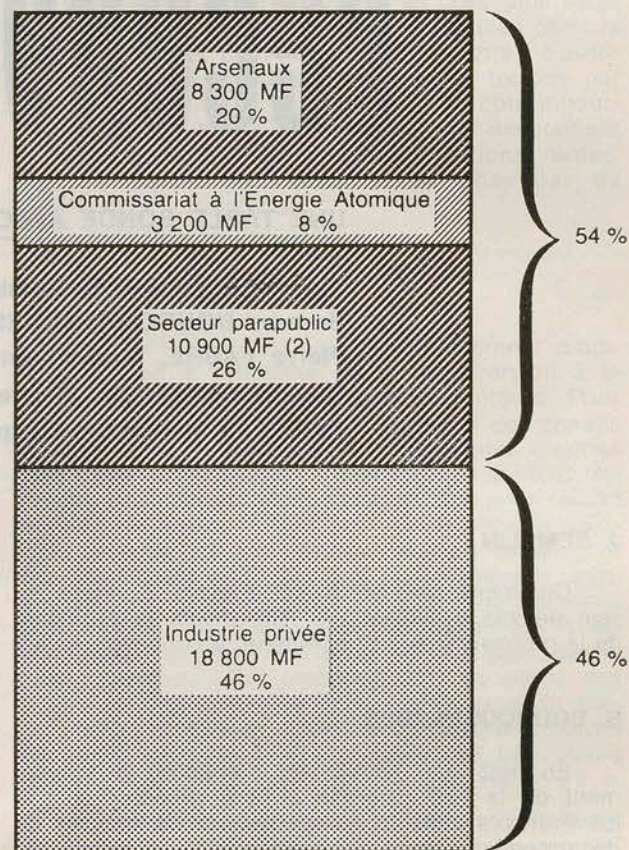
- de donner aux efforts de recherche et de développement une ampleur suffisante,
- de constituer un réseau commercial international indispensable au maintien de nos exportations.

(1) Chiffre d'affaires hors taxes, réparti au niveau des maîtrises d'œuvre des différents programmes.

(2) Chiffre d'affaires direct hors sous-traitances reçues des autres industriels maîtres d'œuvre.

Source : SIRPA.

Chiffre d'affaires (1) 41 200 MF



Quelle reconversion ?

UNE TABLE RONDE AVEC :

Tino KERDRAON, Secrétaire général C.F.D.T. Défense nationale ;
Bernard BOUDOURESQUES, Mouvement de la Paix ;
Pierre FABRE, Mouvement pour le Désarmement, la Paix, la Liberté ;
Christian BRUNIER, Mouvement pour une Alternative Non violente ;
La C.G.T., invitée à participer au débat, a décliné l'invitation.

J. SEMELIN :

Comment avez-vous été amenés à poser au sein de vos organisations respectives le problème de la reconversion ? Et comment la concevez-vous ?

B. BOUDOURESQUES :

En tant que mouvement d'opinion, le Mouvement de la Paix cherche à faire réfléchir et agir les Français dans la perspective de la paix et du désarmement. Nous nous efforçons, au moyen de conférences, de débats publics, d'actions, de sensibiliser l'opinion à ces problèmes de telle manière que, par la suite, chacun agisse à son niveau pour

la paix et le désarmement. C'est dans ce contexte d'une politique de paix que, depuis une dizaine d'années, le Mouvement de la Paix s'est posé le problème de la reconversion afin de montrer que le désarmement peut être une réalité. Par exemple, nous avons organisé voici cinq ans un colloque à La Rochelle qui abordait ce thème de la reconversion. Comme nous avons la conviction que le désarmement est possible, il est fondamental de montrer qu'**on peut reconvertir**. Or, à ce niveau, nous n'avons pas suffisamment d'éléments. Jusqu'à présent, aucune étude approfondie n'a été faite en France. On a bien l'exemple de quelques reconversions limitées après la dernière guerre. On parle encore de certaines propositions de diversifications, d'études et de réalisations élaborées par des arse-

naux, mais elles n'ont pas été acceptées par le gouvernement. En fait, il n'y a pas de projets crédibles sur les impacts économiques et sociaux d'une reconversion, même partielle dans un secteur ou une région bien précis. Ce n'est sans doute pas au Mouvement de la Paix d'entreprendre, à lui seul, ce travail. Des syndicalistes, des économistes pourraient s'y atteler aussi.

Pourquoi un tel travail ? Il ne me semble pas possible de faire progresser le problème de la paix et du désarmement, si nous n'arrivons pas à montrer que la reconversion est plausible et crédible.

T. KERDRAON :

Nous mettons en relation étroite la reconversion et le désarmement. Comment parler de reconversion si on n'envisage pas d'abord le désarmement ? On ne va pas arrêter de fabriquer des sous-marins et bateaux de guerre à Cherbourg, Lorient et Brest pour faire des paquebots ou des cargos si c'est pour construire les bâtiments de guerre dans les chantiers navals privés ou pour les acheter aux U.S.A. ou à la Grande-Bretagne ! Avant la reconversion, il y a donc la question du désarmement.

Il est effectivement trop simple de prendre pour exemple les reconversions de l'après-guerre qui se sont développées dans un contexte bien précis : celui de la reconstruction nationale. Au risque de vous décevoir un peu, je voudrais dire qu'en tant que CFDT-Défense Nationale, nous ne nous posons plus aujourd'hui le problème de la reconversion.

Nous nous l'étions posé au début des années soixante-dix parce que nous avions des problèmes de plans de charges. On enregistrait une chute des commandes, surtout dans les chantiers navals. Le gouvernement donnant la priorité budgétaire au renforcement de la force de frappe, les arsenaux fabriquaient moins de matériel conventionnel et commençaient à souffrir du sous-emploi. C'est ainsi qu'à Brest des cars-ferries ont été fabriqués pour les Britanniques. L'arsenal de Tarbes a conçu un prototype de machine-outil à commande numérique.

Mais nous n'avons pas eu l'autorisation de la produire en série, les fabricants de machines-outils s'y étant opposés en vertu du fameux décret d'Allarde (interdisant aux Etablissements d'Etat de fabriquer des productions civiles sans un accord préalable du secteur économique concerné). Ce type d'expériences est toutefois resté très limité. Mais c'est vrai qu'on a revendiqué, en tant que CFDT, la possibilité pour les arsenaux de faire de la production civile.

Depuis 1975, le problème ne se pose plus de la même manière : d'une part, les commandes dans le secteur naval et conventionnel ont repris ; d'autre part, le secteur privé est sévèrement touché par le chômage. Aussi, on a un peu mis de côté aujourd'hui l'idée de la reconversion, ou plus exactement de la diversification vers des fabrications civiles. Cela ne signifie pas qu'on ne se pose pas de questions. J'y reviendrai.

P. FABRE :

Le MDPL, qui est aussi un mouvement d'opinion, a posé le problème de la reconversion à la confluence d'un certain nombre de facteurs. Pour notre part, il faut remonter au tout début des années soixante-dix avec l'accélération des ventes d'armes françaises à l'étranger. L'exportation, surtout en direction du Tiers-Monde, amorçait une progression régulière et forte. Si bien que sur la période 1968-1980, on constate tous les trois ans un doublement des ventes d'armes. En tant que militants anti-impérialistes et tiers-mondistes, nous ne pouvions rester insensibles à ce commerce des armes. Aussi avons-nous entrepris certaines actions pour sensibiliser l'opinion à ce problème. Or, au cours des débats publics que nous organisons, revenait toujours cette question : « D'accord, vous êtes contre les ventes d'armes, mais que feront les travailleurs concernés si nous arrêtons nos exportations ? ».

Nous étions donc dans une période très différente de celle des années soixante où les mouvements pour le désarmement concentraient leurs efforts sur le problème de la bombe et envisageaient la question de la reconversion très sommairement,

en termes d'affections budgétaires ($x \text{ chars} = y \text{ hôpitaux}$).

Parallèlement, nous ne pouvions manquer de nous interroger sur les questions surgies de la « crise » : raréfaction des matières premières, développement du chômage, nouvelles tensions internationales, etc. Comment notre problématique du désarmement pouvait-elle « cadrer » avec ce qui faisait — et ce qui fait encore — la « une » des journaux ?

Enfin, il apparaissait à l'analyse que, dans le contexte de restructuration mondiale que l'on appelle « crise », la fabrication des armements tenait une place centrale. Aujourd'hui nous vendons près de la moitié de notre production à l'étranger. C'est là un apport considérable de devises dont on dit qu'elles servent à payer notre facture pétrolière. Justification bien commode ! En tout cas, il est clair que la production d'armements est devenue l'un des **leviers économiques** à partir desquels se déploie la « crise » que nous traversons.

C'est dans ce contexte relativement complexe que nous avons commencé à poser — timidement — la question de la reconversion, en nous appuyant sur les déclarations éparses de tel ou tel technocrate. Mais cela n'allait pas très loin car ces prises de position se résumaient à dire : « Le jour où l'on **voudra** reconverter, on reconvertera car la reconversion est techniquement possible ».

Puis nous avons eu connaissance de l'expérience des travailleurs de Lucas Aerospace. Dès lors, Lucas a modifié la nature de notre engagement sur cette question. En effet, nous avions là des **travailleurs de l'armement qui posaient eux-mêmes le problème de la reconversion de leur entreprise**, ce qui nous mettait beaucoup plus à l'aise pour aborder ce thème car, auparavant, nous étions quand même assez prisonniers d'un certain angélisme. Je trouve qu'on a très peu parlé de cette lutte en France, alors qu'elle semble aussi importante que celle des Lip qui, eux, ont posé la question de l'appropriation de la production.

Les Lucas ont élaboré un certain nombre de propositions industrielles très concrètes, proposi-

tions d'ailleurs assez surprenantes : démontrer qu'à partir de la même technologie, on peut passer de la fabrication du train d'atterrissage à celle du rein artificiel, c'est quelque chose que je n'aurais jamais osé dire dans un débat !

De plus, les travailleurs de Lucas ont posé un vrai problème politique : celui du droit au **travail socialement utile**.

Pour toutes ces raisons, l'expérience Lucas nous a incités à travailler sérieusement la question. C'est ainsi qu'en 1978, nous avons publié un dossier « **Convertir les industries d'armement** » (1) qui, à ma connaissance, est le premier en France. Et nous nous sommes aperçus que le thème de la reconversion intéressait des milieux assez divers, donnant tout à fait la mesure du problème que pose l'armement comme pivot économique. C'était aussi l'indice d'une nouvelle sensibilité — à relier à celles portées par les courants écologistes et des consommateurs — qui tendent à poser le problème de la **finalité de la production**.

En définitive, la problématique de la reconversion nous permet d'aller beaucoup plus loin que, par exemple, « arrêtons les ventes à l'Afrique du Sud ». Elle pose ce problème politique essentiel dans la perspective d'un changement économique et social.

C. BRUNIER :

Je ne voudrais pas reprendre les points développés par Pierre Fabre. Toutefois, je crois que si nous aboutissons aux mêmes analyses, nous abordons ce sujet un peu différemment. En tant que mouvement politique non-violent, nous posons le problème de la reconversion à travers la mise en œuvre d'une défense populaire non-violente, celle-ci s'articulant avec le projet du socialisme autogestionnaire. Si l'objectif du désarmement est bien le

(1) Dossier Alerte n° 61-62, 6 francs. À commander à MDPL, B.P. 2135, 34026 Montpellier.

nôtre, pour l'atteindre une **stratégie du transarmement** est nécessaire, c'est-à-dire une **stratégie de transition du système de la défense actuelle à celui d'une défense populaire non-violente**. Pour nous, le transarmement est non seulement une transformation de l'outil de défense mais aussi un transfert de technologies et de crédits du militaire au civil. C'est dans cette perspective que la reconversion prend tout son sens. La reconversion est l'un des moyens du transarmement.

Nous posons ainsi le problème en 1976 dans notre texte d'orientation « **Une non-violence politique** » (2), au chapitre consacré à la défense. Depuis environ deux ans, nous avons pris conscience qu'il fallait approfondir cette question en tant que telle.

Pour nous, la reconversion ne signifie aucunement la diversification de la production. Elle n'est pas plus une réforme du capitalisme qui le dégrèverait des effets économiques néfastes de la production d'armements. Pour le MAN, la reconversion est l'un des moyens du contrôle ouvrier sur la production dans la perspective du socialisme autogestionnaire. C'est dire que nous avons une vision essentiellement politique de la « reconversion ».

Plus ponctuellement, le MAN pose le problème de la reconversion à travers une campagne contre la course aux armements et l'exploitation du Tiers-Monde. A ce niveau, les ventes d'armes nous semblent un scandale que l'on ne dénonce que trop peu. On sait l'effet destructeur que le commerce des armes produit sur les économies du Tiers-Monde, accroissant leur endettement vis-à-vis des pays producteurs d'armements, et par là, leur dépendance à l'égard des impérialismes. C'est en ce sens que nous entendons sensibiliser l'opinion et interpeller les organisations syndicales et politiques.

(2) A commander au MAN, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis (10 F port compris).

T. KERDRAON :

Tu viens de parler de ventes d'armes. Il est certain que c'est un problème qui nous préoccupe : comme tout le monde ici, on n'est pas fier d'être le troisième marchand de canons. Je vais assez souvent aux Etablissements de Roanne qui sont actuellement les plus gros exportateurs de chars vers l'étranger et je discute avec les travailleurs : il est clair qu'ils éprouvent un certain malaise devant ce qu'ils produisent. Et ils abordent difficilement le sujet.

Mais que faire ? La production de la Direction Technique des Armements Terrestres (DTAT) dont dépendent les Etablissements de Roanne (3 200 personnes) est, pour 40 %, vendue à l'étranger.

En tant que centrale syndicale, nous condamnons bien évidemment le commerce des armes. Malheureusement, ce n'est pas demain que les choses changeront.

Il reste que, dans le cas cité, nous cherchons à savoir la destination des chars. C'est quand on les recouvre de peinture que nous savons à quel théâtre militaire ils sont destinés. Pour nous, Etablissements d'Etat, rien que ce **droit à l'information** n'est pas une mince affaire. Dans le secteur privé, c'est encore plus difficile à cause de la **diversification de la production**. Lors du débat parlementaire sur le budget de la Défense pour l'année 1981, le ministre de la Défense, répondant à une question d'un député sur les ventes d'armes, a déclaré que le contrôle gouvernemental était total pour les ventes d'armes assurées par les Etablissements d'Etat mais qu'il était limité pour celles réalisées par l'industrie privée. Pourtant, il existe une commission interministérielle qui est chargée de ce contrôle. Nous savons de plus que les armes peuvent transiter par un ou deux pays avant d'arriver à leur véritable destination.

On est évidemment contre la vente d'armes aux pays racistes et fascistes. Mais comment s'y opposer ? Au Pays-Bas, je crois qu'ils ont refusé de faire des sous-marins. C'est l'Italie ou l'Espagne qui a repris le contrat. Est-ce la solution ?

D'ailleurs, la Fédération Européenne des Métallurgistes va tenir un colloque pour réfléchir et prendre position sur toutes ces questions (voir encadré).

J. SEMELIN :

Il y a quand même une question de cohérence de la gauche. Prenons l'exemple de l'arrêt des ventes d'armes aux pays racistes et fascistes. Ce point était inscrit dans le Programme Commun et se retrouve aujourd'hui dans les programmes séparés du PC et du PS. Or, arrêter l'exportation d'armes à ces pays ne nuit aucunement à la crédibilité de notre défense, ce qui évacue tout le débat désarmement-reconversion. Cependant, cela concerne quand même 15 à 20 % de nos exportations d'armements, ce qui risque de mettre en chômage partiel les travailleurs concernés. Alors où sont les programmes de reconversion pour parvenir à cet objectif, au demeurant très limité ?

T. KERDRAON :

Ce n'est pas aussi simple, car on ne peut pas dire que telle entreprise fabrique des armements pour le Chili, par exemple. L'organisation de la production est beaucoup plus subtile car ce sont souvent plusieurs entreprises qui réalisent des pièces différentes d'un matériel donné. De plus — je l'ai déjà dit — on est loin de toujours savoir la destination des engins.

C'est là un problème de **choix politique** et si la gauche parvient au pouvoir, nous demanderons certainement des comptes. Mais c'est aussi une question de **planification démocratique**, car on voit bien que le problème se pose de façon globale. On a pu s'apercevoir, à la CFDT, que, lorsque nos unions régionales ont élaboré des propositions concernant le développement économique et l'emploi, la plupart ont « mis le paquet » sur la machine-outil ! Il faut donc bel et bien une planification démocratique qui fonctionne correctement et à tous les niveaux.

B. BOUDOURESQUES :

Lorsqu'on discute avec des travailleurs de l'armement — et je l'ai fait à maintes reprises — on s'aperçoit que la substitution de production est toujours possible. Les travailleurs savent qu'ils pourraient faire autre chose, et d'ailleurs les exemples ne manquent pas. Aussi, je ne crois pas que le problème principal soit celui de la substitution à l'échelle de l'entreprise locale. C'est pourquoi les expériences de type Lucas Aerospace ne suffisent pas. Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'un **plan cohérent de reconversion**. Je me rappelle une discussion dans une entreprise où je proposais aux travailleurs de faire telle production ; on s'est aperçu que c'est justement ce que faisait une usine à dix kilomètres de là ! Dans ce cas précis, la reconversion des uns aurait signifié le chômage des autres...

P. FABRE :

Effectivement, une planification globale est nécessaire. Cela dit, elle n'a pas de sens si elle est conçue **sans les organisations ouvrières**, sinon on aboutit à un travail technocratique coupé des réalités des travailleurs. Encore faudrait-il aussi que s'instaure une réflexion sur la **nature profonde de l'industrie d'armement**, car celle-ci n'a pas du tout les mêmes caractéristiques que les autres branches de l'activité économique. Dans la mesure où elle est en situation de monopole, la production d'armements — qu'elle soit privée, publique ou parapublique — n'a que faire de **minimiser ses coûts**. Etant en rapport privilégié avec l'Etat, elle cherche au contraire à **maximiser ses coûts** de façon à maximiser les subventions de l'Etat. A titre d'exemple, cinquante-cinq des programmes majeurs américains du Pentagone ont subi des dépassements de prix de plus de 70 %, par rapport aux budgets initiaux. En France, le Mirage IV a vu son prix de fabrication multiplié par vingt. La tendance est donc de faire quelque chose de cher pour avoir toujours plus d'argent.

LES EXPORTATIONS D'ARMES NE PROCURENT PAS UNE MEILLEURE SÉCURITÉ DE L'EMPLOI

Dans de nombreuses déclarations et décisions, les syndicats et particulièrement les syndicats de la métallurgie ont exprimé leur volonté de détente et de désarmement.

Toutefois, la détérioration de la situation internationale semble indiquer que nous nous trouvons plutôt devant une recrudescence de la course aux armements.

Afin de donner une approche concrète aux objectifs des syndicats métaux, le Comité exécutif de la Fédération Européenne des Métallurgistes (F.E.M.) a créé fin 1980 un groupe de travail ayant pour tâche « de rassembler les informations nécessaires et de confronter les positions des organisations affiliées en matière d'exportation d'armes et ce, en vue d'arriver à une prise de position commune des syndicats métaux d'Europe, contribuant ainsi concrètement au désarmement et à la paix ».

Ce groupe de travail s'est réuni pour la première fois les 11 et 12 mars 1981 à Bruxelles.

Pour des raisons politiques et morales d'une part, économiques et sociales d'autre part, les syndicats métaux d'Europe estiment que les exportations d'armes doivent être limitées. Parallèlement, il conviendrait de réduire au maximum les dangers de pertes d'emplois pour les travailleurs occupés dans l'industrie de l'armement.

Jusqu'à présent, trop peu de discussions ont été menées pour savoir dans quelle mesure les exportations d'armes ne contribuent pas plutôt à augmenter les dangers de guerre, de quelle manière celles-ci sont utilisées en tant que moyen de politique étrangère, dans quelle mesure elles servent effectivement de moyen pour maintenir la stabilité économique et pour garantir les emplois existants ou pour en créer de nouveaux.

De nombreux exemples indiquent que les emplois dans l'industrie de l'armement ne sont pas stables. L'irrégularité des commandes nationales et les marchés internationaux instables conduisent régulièrement à des fluctuations de l'emploi dans pratiquement toutes les branches de l'industrie de l'armement.

Etant donné que la majorité des travailleurs de l'industrie de l'armement, par crainte pour leur emploi, se montrent plutôt sceptiques face aux revendications concernant le désarmement et la limitation des exportations d'armes, les syndicats doivent s'efforcer de concilier leurs propres décisions et conceptions dans le domaine du désarmement avec les intérêts spécifiques de ces travailleurs.

La tâche des syndicats consiste donc à contribuer, d'une part à la conscientisation de l'opinion publique dans le domaine de la détente et du désarmement et, d'autre part, à améliorer la sécurité de l'emploi des travailleurs directement concernés.

En ce qui concerne le premier point précité, il faudrait essayer de défendre activement les conceptions syndicales concernant la paix, le désarmement, la limitation et le contrôle des exportations tant au niveau national vis-à-vis des responsables politiques, qu'au niveau européen (une première approche à ce sujet pourrait être faite au sein du Parlement européen). Par une intensification du travail d'information et de formation à l'intérieur des organisations syndicales, il faudrait s'efforcer de défendre d'une manière offensive les décisions et conceptions auprès des adhérents.

Des mesures possibles pour enrayer les dangers pour l'emploi dans l'industrie de l'armement pourraient être :

- une planification à plus long terme des capacités et des plans de charge en matière de recherche, de développement et de production, pour mettre fin au caractère cyclique des commandes ;

- des aides pour maintenir et augmenter la part de la production civile ;

- la reconversion progressive de la production militaire en production civile à partir des technologies avancées existantes.

A la mi-juin 1981 sera soumis au Comité exécutif de la F.E.M., pour discussion et approbation, le projet d'une première « prise de position commune des syndicats métaux d'Europe en vue de la limitation des exportations d'armes ».

Bruxelles, le 13 mars 1981.

(*) La Fédération Européenne des Métallurgistes (F.E.M.) réunit sept millions de travailleurs groupés au sein de trente-deux organisations nationales issues des dix pays de la Communauté Européenne, plus la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Espagne.

Cette logique a aussi pour cause une autre caractéristique de l'industrie d'armement : la **recherche de la performance** (toujours plus loin, toujours plus vite, toujours plus précis, etc.) indépendamment du coût que celle-ci entraîne.

On est là à l'opposé de cette autre logique économique qui insiste sur les économies d'énergie, la simplicité d'usage des produits, leur durée de vie, etc. En tout cas, la logique de la production militaire apparaît bien distincte de celle de l'économie civile. Ce qui fait dire à une économiste comme Mary Kaldor que l'on a **détourné**, à travers le mythe de l'industrie d'armements comme industrie de pointe, la notion de **progrès technique**. On pense aujourd'hui que le progrès technique est représenté par des produits « incorporant le plus de brevets techniques », alors que le progrès technique devrait être beaucoup plus lié au type d'utilisation du produit et donc à sa finalité.

Ch. BRUNIER :

Considérez-vous que la production d'une automobile est de même nature que la production d'une arme ?

T. KERDRAON :

Sur ce point, on s'interroge assez peu. On est dans une situation où la société fabrique des armes. Le problème qui nous est posé est de savoir **qui va les fabriquer**, et non pas : faut-il les fabriquer ?

Nous, syndicalistes, sommes d'abord et avant tout pragmatiques. Nous constatons que le créneau de l'armement est stable — pour ne pas dire prospère — ce qui entraîne une certaine sécurité de l'emploi...

Cependant, cette sécurité tend à être remise en cause par la **privatisation de l'industrie d'armements**. C'est ce processus qui nous pose problème aujourd'hui. Un exemple récent : le nouveau fusil d'assaut des armées françaises qui devait être

fabriqué (quatre cent mille exemplaires) par l'établissement de Saint-Etienne (dépendant de la Délégation générale pour l'Armement) (3), sera en définitive réalisé en partie (cent mille exemplaires plus l'exportation) par une entreprise du groupe Matra. C'est là une décision prise au plus haut niveau. C'est un cas parmi des dizaines d'autres qui vont tous dans le même sens : on réduit la production du secteur public ou para-public au profit du secteur privé.

Nous entendons combattre cette privatisation. D'une part, parce que étant CFDT-Défense Nationale, ce sont les travailleurs que nous représentons qui sont directement menacés. D'autre part, parce que sur le fond, nous pensons que la production d'armements doit rester sous le **contrôle strict de l'Etat**. Je ne conteste pas que la production d'armement soit d'une nature différente de celle de la production civile. En attendant, il est probable que, dans le contexte international actuel, on continuera malheureusement à produire des armes pendant encore longtemps. C'est pourquoi nous demandons la **nationalisation** de l'industrie privée d'armements afin que ce secteur soit vraiment considéré comme un **service public**. Cette décision appelle évidemment un **changement politique**.

Dans l'immédiat, nous nous battons pour que les Etablissements d'Etat aient priorité sur les recherches, études, fabrications, entretien du matériel militaire. Cela ne signifie pas pour autant que nous nous fermions les yeux sur les conséquences économiques et politiques du marché de l'armement.

(3) DGA : Délégation Générale pour l'Armement, qui regroupe les Etablissements et Arsenaux de l'Etat (45 Etablissements, 70 000 personnels).

Ch. BRUNIER :

Mais n'allez-vous pas être confrontés de toute façon au problème de la reconversion ? D'abord à cause de la tendance très nette à la privatisation qui entraîne depuis plusieurs années la réduction des effectifs des travailleurs de la Défense Nationale. Ensuite, le marché de l'armement ne me semble pas extensible à l'infini. Les matériels coûtent de plus en plus cher, ce qui freine la demande et même la mise en œuvre des projets. On sait aujourd'hui les hésitations de l'Allemagne à se lancer dans un projet de char avec la France. On voit aussi les gros industriels frapper aux portes de l'Etat pour lui demander de commander plus de Mirage, leurs directeurs et sous-traitants n'ayant pas assez de travail. Enfin, on peut se demander si on ne va pas atteindre un plafond au niveau des ventes d'armes à l'étranger, la tendance actuelle étant désormais de construire des usines d'armements clés en main. La production d'armements commence à être prise en charge par les pays qui étaient auparavant commanditaires : le Brésil, Israël, etc. Alors, tôt ou tard, il me semble qu'il y aura des problèmes d'emploi et que les premiers touchés seront les Arsenaux et les entreprises para-publiques. Ne serait-il pas temps d'avoir une stratégie syndicale plus offensive, visant précisément à devancer cette évolution ?

B. BOUDOURESQUES :

Il y a quand même deux aspects dans la production d'armements : tout ce qui concerne notre propre défense où la force de frappe tient une grande place. Et puis, il y a la production de matériels conventionnels dont une grande part va à l'exportation. Je ne suis quand même pas sûr qu'on observe une baisse du marché...

P. FABRE :

Je crois qu'effectivement il n'y a pas trop de soucis à se faire. Malheureusement ! Cette « émancipation » des pays du Tiers-Monde est intéressante à faire ressortir ; mais ils sont loin de pouvoir entrer en compétition avec nous. Pourquoi ? Parce qu'ils ne pourront prendre que des créneaux de matériel léger. Sur ce seul plan, on peut craindre une concurrence plus dure : il est certain que le Brésil qui se met à vendre des automitrailleuses — avec de surcroît le label « Tiers-Monde » — va poser de sérieux problèmes à Panhard Levassor. Mais tout ceci restera encore très limité pour longtemps. Et d'ailleurs, en partie pour parer à d'éventuelles difficultés dans le secteur, on assiste depuis deux ans au développement d'une stratégie de la peur, manipulée par les industriels de l'armement dont l'objectif est justement de maintenir une croissance soutenue.

Je voudrais revenir sur la notion de stabilité de l'emploi dans l'armement. On peut effectivement analyser l'armement comme ayant procuré des emplois stables, mais on ne peut s'empêcher non plus de regarder l'armement comme un secteur particulièrement instable. Les contrats sont dépendants des remous politiques, ou même du bon vouloir de tel ou tel chef d'état-major, ou bien encore de pots-de-vin qui accompagnent la commande. On est donc dans un secteur qui est fondamentalement instable. C'est très net aux USA qui ne bénéficient pas de lois sociales comme en France : on embauche, on débauche, on embauche, on débauche, etc.

Et c'est donc bien un des points forts de la reconversion vers des produits socialement utiles, dont la demande ira en s'accroissant ou en se modifiant mais de façon prévisible. Avec les transports en commun, par exemple, on est certain que la demande n'est pas liée aux manipulations de telle ou telle négociation. C'est une demande qui existera tant que la société elle-même existera.

Par ailleurs, pour reprendre, de façon volontairement provocante, la fin de l'intervention de Ch. Brunier, on peut se demander si la stratégie syndicale n'est pas sur une ligne trop défensive. Car

**Poids de l'Armement dans le chiffre d'affaires
des Arsenaux de l'Etat
et des principales sociétés
travaillant dans ce secteur en 1978**

Secteurs	Sociétés	C.A. total en millions de francs hors taxe	% Armement France	% Armement total (y compris exportation)	Effectifs Armement totaux (y compris exportation)
Aéronautique	DGA (AIA)	323	100 %	100 %	50 300
	SEP	854	59 %	60 %	
	SNECMA	2 653	36 %	83 %	
	TURBOMECA	948	35 %	53 %	
	SNIAS	9 519	29 %	70 %	
	MATRA	2 207	27 %	59 %	
	AMD/BA	6 321	22 %	91 %	
Armements Terrestres	DGA (GIAT)	3 634	57 %	99,5 %	22 500
	MANURHIN	729	19 %	79 %	
	LUCHAIRE	1 100	13 %	34 %	
	THOMSON-BRANDT	4 391	1 %	12 %	
	PANHARD	759	1 %	100 %	
Armements navals	DGA (DTCN)	5 568	91 %	96 %	31 700
	CMN	495	1 %	97 %	
Electronique	EMD	789	26 %	77 %	19 400
	THOMSON-CSF	6 996	18 %	53 %	
Poudres et Explosifs	SNPE	1 148	42 %	64 %	3 900
Nucléaire	CEA	7 420	47 %	47 %	12 000

A.I.A. : Ateliers industriels de l'Aéronautique.
D.T.C.N. : Direction Technique des Constructions Navales.
G.I.A.T. : Groupement Industriel des Armements Terrestres.
S.E.P. : Société Européenne de Production
S.N.P.E. : Société Nationale des Poudres et Explosifs.

Source : SIRPA

que constate-t-on ? En 1952, deux cent mille travailleurs de l'Etat, en 1980 : cent quarante mille. Est-ce que cette stratégie défensive a réellement permis le maintien des emplois ?

A ce niveau, les Lucas ont fait le constat que cette stratégie défensive ne suffit plus. Elle suffit d'autant moins qu'on est en période de crise, c'est-à-dire de restructuration économique où les travailleurs savent qu'on ne leur fera pas de cadeaux.

T. KERDRAON :

On s'oriente certainement vers une compétition plus importante, notamment avec l'Allemagne et le Brésil. Il est possible que le Japon se lance aussi vers l'exportation d'armement. Mais les pays industrialisés garderont un large avantage du fait de la sophistication toujours plus poussée des armements faisant appel aux technologies de pointe.

A propos de la bataille défensive que nous mènerions, je ne sais pas si elle est comme vous dites ; en tout cas je peux vous dire que si nous ne l'avions pas menée, je ne serais pas là aujourd'hui. Le secteur étatique aurait disparu totalement. Il resterait une instance étatique avec quelques ingénieurs qui traceraient les grandes lignes de la production d'armement, laquelle serait entièrement réalisée par le secteur privé, comme cela se passe aujourd'hui en Allemagne.

Si on a perdu soixante mille emplois, notre lutte a quand même été positive parce qu'il y a les cent quarante mille restants.

Il faut être clair : nous n'entendons pas réaliser aujourd'hui la reconversion des Etablissements d'Etat. On n'est pas naïf. Si on allait voir le ministre de la Défense pour lui dire « on veut se reconvertir », il serait d'accord ! Il serait même capable de nous faire faire des expériences dans lesquelles on se coulerait lamentablement.

Là-dessus, on est beaucoup plus que vigilant. Et on sait que le maintien des arsenaux gêne la politique de la droite. C'est la raison pour laquelle le

pouvoir actuel tente par différents moyens de réduire les effectifs et de modifier le statut d'Etat de nos établissements et celui des personnels.

P. FABRE :

Je suis tout à fait d'accord pour dire que les armements sont à produire sous la forme du service public. Ma réflexion précédente portait sur la restructuration de l'industrie d'armement. Sur ce problème, la FIM (Fédération Italienne de la Métallurgie) a lancé une grande consultation depuis un an et demi auprès des délégués d'atelier, sur le thème : comment restructurer l'industrie d'armement ? Cette consultation est faite dans une optique bien particulière : « Il vaut mieux qu'on réfléchisse aujourd'hui à la restructuration avant qu'elle ne nous tombe dessus ». C'est aussi la perspective de Lucas, ce qui rend cette lutte très différente de celle de Lip. Lip est entré vraiment en lutte quand le patronat eut décidé de fermer boutique. En ce sens, la stratégie de Lip n'avait rien d'offensif : c'était « le bateau coule, et que fait-on pour récupérer les morceaux ? »

La stratégie offensive consiste à combattre les licenciements avant même qu'ils soient là, car alors il est souvent trop tard. C'est en fait prévenir le processus de restructuration capitaliste en faisant des contre-plans dans le cadre de la reconversion. Ce phénomène a d'ailleurs dépassé le registre de la production d'armements en Angleterre pour s'appliquer à l'activité économique en général. Et de fait, nombre d'entreprises après Lucas ont emboîté le pas et élaboré des contre-plans.

Ch. BRUNIER :

Nous ne souhaitons pas culpabiliser les travailleurs de l'armement. Mais quand sera-t-il opportun de poser le problème de la reconversion ? Car, à vous entendre, pour les Etablissements d'Etat, la reconversion ne se pose pas. Quant au secteur privé, c'est déjà la diversification, ce qui signifie que la reconversion ne se pose pas vraiment.

T. KERDRAON :

A notre avis, les Etablissements de l'Etat ont été créés et conçus pour fabriquer des armements. Tant que la France se dotera d'armements pour assurer sa défense, les Etablissements d'Etat devraient avoir la priorité de leur réalisation et de leur maintenance. C'est ce que nous revendiquons, mais c'est de moins en moins le cas.

Cela est grave car les sociétés privées, toujours avides de plus de profits, favorisent la course aux armements lorsqu'elles sont concernées par leur fabrication.

Comme je l'ai déjà dit précédemment, la situation catastrophique de l'emploi dans de nombreux secteurs d'activités rend difficile, présentement, la diversification des activités des Etablissements d'Etat vers les fabrications civiles. Toutefois, cette idée n'est pas abandonnée, notamment par la CFDT. La diversification est le moyen le plus sérieux de préparer une éventuelle reconversion. C'est pourquoi le problème du secteur privé se pose différemment de celui des Etablissements d'Etat.

Je voudrais ajouter ceci : la reconversion de l'industrie d'armements est directement liée au désarmement dans le monde. Pour la CFDT, lutter

contre l'exploitation du Tiers-Monde plongé dans la faim et le militarisme, agir pour relancer le dialogue Nord-Sud afin d'aboutir à des échanges égaux entre pays industrialisés et pays sous-développés, c'est œuvrer pour l'établissement d'un nouvel ordre économique international, condition nécessaire pour avancer vers le désarmement. Pour la France, cela implique une autre politique que celle de droite, une autre conception des relations et des échanges internationaux.

B. BOUDOURESQUES :

La reconversion n'est pas un obstacle au désarmement. Le problème est le **comment** du désarmement. De même que des écologistes ont fait des propositions alternatives dans le domaine de l'énergie en proposant un plan Alter non basé sur l'énergie nucléaire, de même il nous faudrait un plan Alter de la reconversion des industries d'armement. La reconversion donne une nouvelle dynamique au désarmement.

Table ronde enregistrée à Paris
le 10 mars 1981.

Un groupe de travail "RECONVERSION" en Belgique

par Robert POLET

Depuis 1977, le MIR-IRG (1) se préoccupe concrètement de la « reconversion des industries d'armement » et consacre une part significative de ses ressources humaines, financières et matérielles à un travail de recherche, de formation et de popularisation dans ce domaine.

Nous tenterons ici de situer le cadre politique de ce travail « RECONVERSION » avant de rappeler nos réalisations et de présenter nos travaux et projets en cours.

LE CADRE POLITIQUE DE NOTRE PROJET

Développement mal maîtrisé de la course aux armements

Sur le plan économique, les budgets absorbés et les ressources englouties dans cette course s'accroissent sans cesse et alimentent l'inflation.

En effet, la production d'armes engendre une masse monétaire, distribuée en salaires des travailleurs notamment, sans produire de biens d'équipement ou de consommation pour équilibrer sur le marché cette masse monétaire. La production d'armements est typiquement inflationniste.

Sur le plan politique, la course aux armements engendre méfiance, détérioration, crise des relations internationales.

Sur le plan stratégique enfin, l'on aboutit à des perspectives apocalyptiques. Même si le développement technologique ouvre les possibilités de « contrôler » le nucléaire « tactique » ou « de théâtre », grâce à la miniaturisation en particulier ; malgré ce développement — ou à cause de lui ! — les risques de déclenchement et d'escalade de conflit nucléaire n'en sont que plus réels.

Crise économique et chômage

La situation ambiante de crise économique, avec son cortège de fermetures d'entreprises et de déficits budgétaires des Etats, n'est apparemment

(1) Mouvement International de la Réconciliation - Internationale des Résistants à la Guerre. Secrétariat national belge : 23, place du Buzet, 5750 Floreffe.

pas un moment propice pour avancer nos propositions de reconversion des industries d'armement. Au niveau de l'opinion publique, des travailleurs concernés, comme chez les responsables syndicaux et politiques, nous rencontrons partout la crainte de perdre des emplois dans « le seul secteur qui continue de bien marcher » !

Incertitudes et contradictions dans le mouvement ouvrier

Dans les organisations — politiques et syndicales — du mouvement ouvrier, on se débat comme on peut dans ses contradictions : contradictions entre les *principes d'action* et le *réalisme pratique*. Au plan des principes, la solidarité internationale et l'opposition au militarisme sont rappelés périodiquement. Mais, par réalisme pratique, la défense de l'emploi conduit souvent à soutenir, parfois même à solliciter des commandes de la Défense nationale ou des marchés d'exportation, même si ceux-ci vont consolider des régimes très contestables.

Caractère chimérique des propositions classiques du désarmement et du pacifisme

Les perspectives de désarmement négocié entre Etats ou blocs d'Etats, comme les protestations pacifistes sans propositions alternatives, sont condamnées à l'échec — l'histoire nous le confirme depuis 100 ans ! C'est pourquoi nous avons voulu affronter les problèmes de société que pose une inversion souhaitée de la course aux armements. C'est selon nous la seule voie qui offre une issue à cette folle course à la mort collective.

C'est donc dans un cadre « critique », au sens du mot « crise » :

- crise économique,
- crise politique,
- crise stratégique,
- crise budgétaire,

— crise du pacifisme et de la Paix elle-même, que se sont élaborés les projets et propositions de *Reconversion des industries d'armement*.

LES REALISATIONS DU GROUPE DE TRAVAIL RECONVERSION

En 1977, par le réseau de contacts de notre internationale WRI (IRG), nous prenons connaissance de plusieurs projets de reconversion aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. L'expérience des travailleurs de Lucas Aerospace (exposée par ailleurs par Michel Rogalski) est particulièrement stimulante.

En mars 1978, nous publions un premier dossier (vingt pages stencillées) rassemblant une présentation de la lutte des travailleurs de Lucas pour la réduction du budget de défense de Grande-Bretagne et la reconversion de leur entreprise pour des « productions socialement utiles », et un texte d'une centrale syndicale britannique, la Transport and General Workers' Union (TGWU), qui précise ces revendications. Ce petit dossier est présenté et diffusé lors des « Assises du Désarmement ». Cette manifestation est organisée par la « Concertation Paix et Développement », organisme de coordination regroupant dix-sept organisations et mouvements progressistes belges francophones, représentant les grandes tendances socio-politiques belges : socialiste, ouvrière chrétienne, communiste, pacifiste et tiers-mondiste. Les « Assises » s'inscrivaient elles-mêmes dans la grande campagne nationale « Désarmer pour survivre », visant à sensibiliser l'opinion sur la première session spéciale de l'ONU consacrée au Désarmement qui devait se tenir en juin 1978 à New York.

En mai 1978, un second dossier est publié : « *Armements, Emploi et Crise* ». Il présente une analyse syndicale britannique et une première description du « complexe militaro-industriel » belge.

A l'automne 1978, nous adaptions, en français, au cadre belge, le « guide organisationnel de la

reconversion » (2) qui donne des indications très pratiques sur l'organisation de campagnes et projets de reconversion d'entreprises d'armements. C'est à cette époque également que nous établissons des contacts plus serrés avec des permanents et délégués des deux grandes Confédérations Syndicales belges : la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) et la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB). C'est à Charleroi, l'un des deux grands bassins industriels wallons et centre nerveux de l'aéronautique militaire, que les rapports les plus proches sont établis.

En mars 1979, nous publions, dans la collection des « Monographies de la défense civile » du MIR, une étude sur la « Reconversion ». Elle comprend un texte d'analyse économique de Guido Grunewald (l'un des responsables de la section allemande de l'IRG), qui met à l'épreuve le *dogme* de la création (voire du maintien) d'emplois par le secteur de l'armement.

Il montre au contraire l'effet négatif sur l'emploi des crédits publics affectés aux armements par rapport au taux d'emploi créé par des crédits publics équivalents affectés à d'autres secteurs. Une analyse politique de l'expérience Lucas complète la monographie.

En 1979, notre groupe prépare les « Assises de la Concertation Paix et Développement » qui seront centrées sur la reconversion et qui se tiendront le 20 octobre à Charleroi, avec la participation d'un syndicaliste de Lucas. C'est à cette occasion que nous publions notre livre : *Le Droit au Travail « Utile »* (contrôle et développement de l'emploi par la reconversion des industries d'armements). Le fait qu'il soit *édité* par la Concertation Paix et Développement et *postfacé* par deux dirigeants syndicaux, l'un du service d'études de la CSC, l'autre de la Centrale des Métallurgistes FGTB, assure son ancrage dans le mouvement ouvrier et son impact sur le monde du travail.

(2) Repris dans notre ouvrage *Le Droit au travail utile*.

Depuis, un groupe de travail coordonné par Pierre Arcq, permanent du mouvement, et rassemblant des objecteurs de conscience en service civil, des travailleurs CST (3) et des membres volontaires du mouvement, poursuit le travail de recherche, d'application et de promotion de la reconversion.

NOS TRAVAUX ET PROJETS EN COURS

Ils sont organisés autour de plusieurs axes.

1) *Recherche socio-économique sur la production d'armements* en Belgique, et singulièrement en Wallonie. Géographie des entreprises, types de productions, infrastructures industrielles, outils et capacités de production, nombre d'emplois et qualifications professionnelles, etc. Une attention particulière est accordée au « triangle aéronautique » de Charleroi (Sabca, Sonaca, Dassault) et à la Fabrique Nationale (FN) de Herstal-Liège.

2) Travaux sur le *Cadre juridique* de la reconversion. Notre recherche porte ici sur la liaison entre le contrôle du commerce des armes et la reconversion (un accroissement du contrôle entraînant une réduction de production) ; sur le type d'incitations légales (fiscales, par exemple) favorables à la reconversion économique du secteur militaire au secteur civil, et sur les organes institutionnels à mettre en place pour organiser les études et investissements publics nécessaires à cette reconversion.

Nous réunissons en ce moment les éléments nécessaires à une proposition de loi portant sur ces divers objectifs (4). Une campagne de promotion politique devra suivre.

(3) Le *Cadre Spécial Temporaire* permet à des promoteurs publics ou privés d'engager, pour une durée déterminée et pour la réalisation de projets spécifiques agréés, des chômeurs qualifiés qui, pendant la durée du projet, reçoivent du ministère de l'Emploi et du Travail un salaire complet dont le montant est fixé selon leur qualification. Nous avons pu ainsi bénéficier du concours de sociologues, économistes, documentalistes et dactylographes.

(4) Voir le numéro 10 des « Fiches Documentaires pour une Autre Défense », MIR-IRG, Charleroi, avril 1981.

3) *Projets technologiques et industriels alternatifs*. Notre recherche vise ici des projets répondant aux critères suivants :

- niveau industriel et technologique comparable à celui des productions militaires à remplacer ;
- utilité sociale des productions alternatives ;
- priorité aux besoins collectifs ;
- taux d'emploi supérieur au taux d'emploi dans l'armement.

Dans notre dernier dossier, « *Réduction des dépenses militaires et relance de l'Emploi* », nous avons pu montrer que des investissements publics dans le domaine de la rénovation du logement social et de l'isolation thermique permettaient d'atteindre un taux d'emploi de 1,5 à 5 fois plus élevé que celui du secteur armement, par rapport aux mêmes crédits publics d'investissement.

4) *Formation syndicale*. Avec le soutien pédagogique et financier du CEFAC (Centre expérimental pour la formation à l'action culturelle, du ministère de la Communauté française de Belgique), nous préparons pour le second semestre 1981 un cycle de cinq journées de formation sur la reconversion des industries d'armements. Cette formation s'adressera à des militants ouvriers et syndicaux engagés eux-mêmes dans l'animation et la formation à la base. Elle portera sur tous les aspects de la reconversion : économiques, sociaux, juridiques, alternatives de production, contrôle ouvrier. Elle visera à donner aux participants (une quinzaine) les moyens de reprendre eux-mêmes cette formation à la base dans les centres de formation syndicale.

CONCLUSIONS

Dans nos projets « Reconversion », nous poursuivons deux objectifs démocratiques complémentaires :

1. Le contrôle de la politique internationale et de défense.

La reconversion constitue le volet économique et social du *transarmement*, passage graduel et programmé de la politique militaire de défense à la politique de défense civile et populaire non-violente.

2. Le contrôle de la politique économique.

Le contrôle des travailleurs doit englober l'ensemble du processus économique : de la décision d'investir à la finalité et à l'utilité sociale du produit, en passant par l'organisation du travail et de l'emploi dans les entreprises.

Nous pensons enfin que les mouvements de paix n'atteindront jamais leurs objectifs — enrayer la course aux armements et établir des relations de coopération et de complémentarité entre les peuples — s'ils en restent à une attitude contestataire par rapport au politique comme à l'économique et au social et s'ils ne s'engagent pas dans la recherche et l'élaboration concrète de solutions aux énormes problèmes collectifs de société posés par la course aux armements et la politique de défense en général.

C'est à une partie de ces problèmes que notre groupe de travail tente de trouver des réponses et c'est en dialogue constructif avec les forces vives du monde ouvrier que nous y travaillons.

Les expériences gouvernementales de reconversion

par Philippe PEPIN (*)

A première vue, les problèmes économiques résultant d'un désarmement apparaissent comme virtuellement insurmontables. Baisse du produit national brut (PNB) et montée du chômage sont les deux spectres qui viennent alors à l'esprit. Pourtant, une réduction des dépenses militaires, compte tenu des conséquences des dépenses d'armement élevées (1), devrait être considérée comme un moyen de rendre utiles des ressources jusqu'ici gaspillées de façon improductive et de les incorporer dans le processus de production au profit du domaine social.

La crainte souvent exprimée des conséquences économiques du désarmement ne peut être dépassée que si le processus de changement de la

production d'armement en production civile (reconversion) est soigneusement préparé. La réduction des dépenses d'armement entraîne des pertes de commandes gouvernementales qu'il faut compenser, si l'on veut maintenir l'ensemble des demandes. De plus, il faut que des mesures soient prises afin d'ajuster les ressources (jusqu'à présent réservées à la production d'armements) aux modifications de la demande. Or la démonstration est faite qu'un changement de production d'armement en production civile est possible sans que la catastrophe redoutée ne se produise.

Après la Deuxième Guerre mondiale

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, certains pays ont opéré une énorme et complexe réorientation de leur activité économique. Après cinq années d'effort de guerre, les industries qui s'étaient converties à la fabrication des armes se sont reconverties dans une production civile.

L'exemple le plus connu est probablement celui de l'industrie automobile américaine, qui a produit

(*) Membre du groupe belge « Reconversion ».

(1) Voir notamment :

— **Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires**, Secrétariat général des Nations Unies, A-32-88 rev. 1, New York, mars 1978 ;

— Kurt W. Rotschild, « Military expenditure, Exports and Growth », in *Kyklos*, XXVI, 1973, p. 804 et suiv. ;

— Ron Smith, « Military expenditure and the economy », in Dan Smith, etc., **Alternative works for military industries**, London, 1977 (Richardson Institute for Conflict and Peace Research), p. 5 et suiv.

des blindés en grand nombre à partir de 1941 et qui, en 1945, s'est remise à fabriquer des voitures. Quant aux dépenses d'armement, elles ont été réduites de 75,9 milliards de dollars en 1945 à 18,8 milliards de dollars en 1946 et jusqu'à 11,4 milliards de dollars en 1947 ; le nombre des militaires recula de onze millions en 1945 à moins de deux millions en 1947. Le P.N.B. tomba d'abord de 224 milliards de dollars au deuxième trimestre 1945 à 198 milliards de dollars au premier trimestre 1946, puis reprit une montée continue pour atteindre au premier trimestre 1947 son niveau initial. De même, le taux de chômage se tenait, avec une moyenne inférieure à 4 % dans les années 1945-1946, dans des limites acceptables. Pourtant le taux d'inflation, avec 8 % en 1946 et 14 % en 1947, était relativement élevé, ce qui correspondait toutefois à la suppression du contrôle des prix (2).

En Grande-Bretagne, la situation était comparable. Il y avait en juin 1945 dans les Forces Armées britanniques 5,1 millions de soldats et 3,9 millions de personnes engagées dans la production militaire, soit neuf millions de personnes participant à l'effort de guerre.

Pour décembre 1945, il était prévu une diminution de 1 500 000 militaires et de 1 400 000 travailleurs dans l'armement, soit une diminution réelle de 3 374 000 personnes, en tenant compte de celles qui avaient quitté l'industrie de leur plein gré, et ce, en six mois. En décembre 1946, la démobilisation était achevée : 4 290 000 soldats étaient revenus à la vie civile, et les travailleurs dans l'armement avaient été réduits de 3 500 000, soit en dix-huit mois une diminution de 7 790 000 personnes engagées dans l'effort de guerre. Tous ces hommes et femmes, littéralement propulsés sur le marché de l'emploi, retrouvèrent très vite du travail, comme le prouve le taux de chômage relativement bas des années 1946 et 1947 (3).

(2) Roger E. Bolton, « Defence Spending, Burden or Prop? », in Ders. (Hrsg), *Defence and Disarmament. The Economics of Transition*, Englewood Cliffs, New Jersey, 1966, p. 7 et suiv.

(3) Economist Intelligence Unit, « The economic effects of disarmaments », 1963, chap. II, p. 117.

« Du point de vue de l'emploi et de la production, le programme de désarmement à la fin de la guerre 1939-1945 s'accomplit avec un minimum de frictions et de désorganisation. De plus, cette transition vers une économie principalement pacifique s'est réalisée sans que le gouvernement ne doive prendre des mesures pour faciliter ce transfert ni pour soutenir la demande. Les taxes sur le revenu furent réduites, des remboursements de taxes excessives eurent lieu, des versements extraordinaires et substantiels furent réalisés sous la forme de compensations pour dommage de guerre et une politique de monnaie bon marché fut adoptée, mais dans une large mesure le gouvernement utilisa son pouvoir considérable pendant cette période à canaliser la demande dans des secteurs particuliers. De nombreuses difficultés furent évidemment rencontrées durant cette période, mais elles n'incombaient qu'indirectement au programme de démobilisation. » (4)

Il est vrai que ces expériences de reconversion pouvaient s'appuyer sur une série de facteurs qui conditionnèrent la réussite de ces opérations :

— l'accumulation de la demande durant les années de guerre ;

— l'accumulation des ressources « en liquide » durant la guerre (il y avait donc de l'argent immédiatement disponible pour acheter) ;

— la nécessité de reconstruire ce qui avait été détruit (Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, Europe) ;

— certains travailleurs dans l'armement pendant la guerre se retirèrent spontanément du marché du travail lors de la cessation des hostilités ; il s'agit essentiellement de travailleurs plus âgés, de femmes ou de travailleurs en âge de poursuivre leurs études ;

— l'esprit d'optimisme qui régnait après la guerre.

Des reconversions eurent également lieu en Allemagne et au Japon après la guerre 1940-1945

(4) *Ibid.*, p. 119 et 121.

et les facteurs favorables cités ci-dessus, liés à l'interdiction pour ces pays de se réarmer, sont certainement à la base de leur puissance industrielle actuelle.

L'expérience de la guerre de Corée et de ses suites aux Etats-Unis met bien en valeur les éléments les plus importants qu'un Etat doit mettre en œuvre dans une opération de reconversion d'une ampleur nationale. Après la guerre de Corée, en 1953, le gouvernement américain réduisit de 7,5 milliards de dollars ses dépenses d'armement (à peu près un septième du budget de la Défense). Cette mesure contribua à l'aggravation de la récession économique de 1953-1954 dont la conséquence fut l'augmentation du chômage à 5,6 %. Or, aucune demande publique de remplacement n'était venue compenser la demande d'armement réduite et même, circonstance aggravante, les dépenses d'Etat non militaires étaient également diminuées (5)...

La Grande-Bretagne peut, elle, se référer à une reconversion partielle favorable. Le gouvernement conservateur réduisit, dans les années 1953 à 1957, le budget de la Défense d'un tiers (1 650 millions de livres en valeur 1976) alors que le taux de chômage descendait de 1,5 % en 1953 à 1,4 % en 1957 (6).

Les premiers enseignements

Les expériences de réduction des dépenses d'armement permettent de tirer des enseignements qu'il est possible de résumer en deux points :

1. Les réductions des commandes de Défense pourraient conduire à des dépressions économiques si elles n'étaient pas compensées par des commandes privées ou autonomes, ou des commandes résultant d'une réduction d'impôts et d'augmentation de transferts, ou d'autres commandes publiques. Le volume des com-

pensations provoquées par la politique de l'Etat dépend des forces motrices naturelles des autres secteurs économiques. Sans doute, à l'avenir, des conditions favorables comme celles qui suivirent la seconde guerre mondiale ne se représenteront plus. Des programmes directs de compensation seront donc nécessaires.

2. Même si les ressources utilisées pour la production d'armements étaient moins spécialisées qu'elles le sont maintenant, une réduction des dépenses d'armement aurait une action inégale sur les différentes branches de l'industrie ou sur les régions. La stabilité de l'emploi et des prix dépend de la composition de la demande remplaçant la demande d'armements, ainsi que des facilités d'aiguiller les ressources (7).

C'est en partant de ces enseignements qu'un chercheur allemand est capable d'envisager les possibilités de reconversion dans la République fédérale allemande (8).

Si on considère les possibilités de désarmer en RFA tout en maintenant la demande globale et en réclamant un changement de structure, écrit-il, on n'aperçoit aucun obstacle économique déterminant.

La reconversion des industries d'armement y est favorisée du fait que la production militaire, contrairement à la situation aux USA, ne représente qu'une part relativement faible de la production industrielle totale ; peu d'entreprises sont exclusivement des usines d'armement ; dans la plupart des firmes engagées dans la production militaire, la proportion de production civile l'emporte (9).

(5) Roger E. Bolton, *op. cit.*, p. 30 et suiv.

(6) *Sense about Defence*. The report of the Labour Party Defence Study Group, London, 1977, p. 82 et suiv.

(7) Roger E. Bolton, *op. cit.*, p. 35.
(8) Guido Grünewald, « Désarmement et sécurité de l'emploi », in *Les monographies de la Défense civile*, n° IX, MIR-Belgique, 11 avenue des Alliées, 6000 Charleroi, Belgique, mars 1979.

(9) Carola Bielfeld, « Rüstungsaufgaben und Staatsinterventionismus ». *Das Beispiel der Bundesrepublik Deutschland*, 1950-1971, Frankfurt/M., 1977, p. 88 et 213.

Jörg Hufschmid a prouvé qu'en cas de gel de l'économie de Défense et ensuite de réduction graduelle des dépenses militaires, la création d'une demande gouvernementale alternative correspondant aux montants devenus disponibles, était possible (10). Le seul non renouvellement des places devenues vacantes dans l'appareil de l'Etat par suite des départs naturels représentait en 1976 une économie de 470 millions de DM — environ 1,8 % de la dépense générale pour le personnel de la RFA.

De cette façon, en cinq ans, on pourrait orienter 9 % des dépenses fédérales de personnel, sans difficultés de transition, vers la création d'emplois socialement utiles, et améliorer les services de l'Etat là où ce serait le plus urgent (11).

Ceci est également valable, continue Guido Grünewald (12), pour les demandes de biens assimilables aux biens civils (biens qui sont utilisables dans le domaine civil, par exemple les bâtiments militaires, les aliments, les vêtements, etc.) où la reconversion produirait peu de difficultés. La proportion de ces biens dans le chiffre d'affaire total des branches qui les fabriquent est relativement faible et représentait en 1967 pour la construction de véhicules routiers 3,8 %, pour l'industrie du cuir 0,8 %, pour l'industrie textile 1,1 %, pour l'industrie alimentaire 0,9 % et pour le bâtiment 2,7 % (13).

Réduirait-on, selon la demande des Nations-Unies, les dépenses militaires de 10 % que le recul de la demande dans les branches concernées serait minime : la construction de véhicules routiers reculerait de 0,38 %, l'industrie du cuir de 0,08 %. Mais ce serait seulement le cas si la demande de matériel militaire ne trouvait pas de compensation. De fait, il y aurait assez de possibilités de créer, dans les mêmes branches et, éventuellement, dans les mêmes entreprises, une alternative par les com-

mandes gouvernementales : des écoles supplémentaires pourraient remplacer les casernes, l'alimentation pour les cantines remplacerait le ravitaillement militaire, des vêtements et des chaussures pour les économiquement faibles remplaceraient les uniformes et les bottes pour la troupe, et tout cela sans problème. De fait, il n'y aurait pas d'effets modérateurs ni pour l'économie générale ni dans chaque branche ; par contre l'approvisionnement d'importants secteurs de la société serait amélioré sans que les commandes soient retirées à d'autres entreprises, ou que des services gouvernementaux aillent à des gens qui auraient pu les acheter dans des établissements privés (14).

Des difficultés pourraient se présenter dans certains secteurs de l'économie comme dans la construction aéronautique et maritime. Mais en Grande-Bretagne, il a été démontré que, même pour des usines d'armements reconnues, des alternatives de production réalisables pourraient être développées (15).

Et en RFA elle-même, pour ce qui concerne le trust « Messerschmitt-Bölkow-Blohm », qui a 60 % de son chiffre d'affaires dans le domaine de l'armement, Peter Krause a établi que ce trust disposait d'une gamme diversifiée de productions et qu'il était en mesure de trouver, avec une relative facilité, des projets alternatifs si les commandes d'armements venaient à faire défaut (16).

Par contre, la reconversion de la production militaire en production civile semble causer des difficultés considérables là où l'économie locale dépend en grande partie de firmes d'armement ou d'installations militaires (casernes, terrains d'avia-

(10) Jörg Hufschmid, « Ökonomie der Abrüstung », *Blätter*, 5-1977, p. 532 et suiv.

(11) *Ibid.*, p. 540.

(12) Guido Grünewald, *op. cit.*, p. 12.

(13) Carola Bielfeldt, *op. cit.*, p. 124 et suiv.

(14) Hufschmid, *op. cit.*, p. 542.

(15) On lira avec profit *Le Droit au travail utile*, Concertation, Paix et Développement, Bruxelles, 1979.

(16) Peter Krause, *Möglichkeiten und unternehmenspolitische Konsequenzen der Umstellung von Rüstungsgütern — auf zivilwirtschaftliche Produktion, dargestellt am Fall der Messerschmitt — Bölkow — Blohm GmbH*, Diss., Hamburg, 1977 (non publié, peut être obtenu auprès du DGFK).

(17) « Antimilitarismus - Information », 2-1974, *Themenheft Wirtschaft und Rüstung*. Cf. la page 49 où un tableau illustre en partie comment la demande d'une région est déterminée par l'importance des unités qui y sont stationnées.

tion et de manœuvres...). Dans les régions de Munich, de Kassel et des territoires côtiers du Nord de l'Allemagne, ce sont essentiellement les commandes militaires qui influencent l'économie, tandis que dans certaines parties de la Rhénanie-Palatinat, de la Basse-Saxe, du Schleswig-Holstein et de la Bavière, ainsi que dans d'autres régions structurellement faibles, ce sont les demandes des installations militaires qui dominent l'économie locale (17).

Des expériences américaines de fermeture d'installations militaires démontrent cependant que, pour des régions semblables, un désarmement est plutôt une chance qu'une charge. « Le fait en apparence désastreux de fermer des installations militaires ne peut que devenir un catalyseur pour une amélioration de la situation locale, ce qu'on n'aurait jamais cru possible auparavant » (18). C'est ainsi que l'Office of Economic Adjustment (OEA) du ministère de la Défense américain résume les expériences réalisées à ce jour.

Aux USA : l'Office of Economic Adjustment

L'O.E.A. a vu le jour en 1961 dans le but d'aider les communes, touchées par la fermeture d'installations militaires ou par la suppression ou la fin de commandes d'armements, à surmonter leurs difficultés économiques (19 et 20). Dans l'ensemble, il était démontré que, malgré quelques difficultés de transition, et avec un engagement correspondant des communes touchées, la perte des commandes militaires était plus que compensée par la création

de nouvelles demandes civiles. La situation économique se stabilisait effectivement dans la mesure où les communes, par l'implantation d'autres entreprises, pouvaient élargir leur base économique et devenir de cette façon plus indépendantes des décisions d'un gros commanditaire.

« Abstraction faite de quelques rares exceptions, la poussée et le développement économique des communes se maintenaient longtemps après l'immédiate période de changement (21). Le chômage redouté ne se montra pas et des emplois supplémentaires furent créés, comme le montre le récapitulatif suivant qui résume des expériences de reconversion dans soixante et une communes dans les années 1961-1974 (22) :

- Le nombre des emplois nouvellement créés fut presque deux fois plus grand que la perte d'emplois résultant de la suppression des postes civils du ministère de la Défense. La perte de 81 968 emplois civils du secteur de la Défense fut plus que compensée par la création de 161 693 nouveaux emplois dans les soixante et une communes.

- Des installations militaires excédentaires offrent un potentiel de création d'emplois alternatif. La perte de 58 095 emplois dans le secteur de la défense dans cinquante-quatre anciennes installations militaires fut plus que compensée par la création de 69 008 emplois civils dans les installations militaires mêmes et de 45 493 nouveaux emplois en dehors de ces installations.

- Dans trente-cinq des cinquante-quatre anciennes installations militaires ont été créées des écoles nouvelles ou des institutions de formation professionnelle qui ont en ce moment 52 870 élèves. Ces programmes de formation ont contribué au succès des « community economic development programmes ».

(18) Economic Recovery, O.E.A., 1975, p. 4. D'après Dan Smith, « Community planning and base conversion », in *Alternative Work for Military Industries*, London, 1977 (Richardson Institute for Conflict and Peace Research), p. 58.

(19) Cf. John E. Lynch, *Local Economic Development after Military Base Closures*, New York, 1970, chap. 2.

(20) Exemple de problème rencontré dans une région : le complexe de missiles anti-balistiques (ABM) de Safeguard, à Malmstrom, dans le Montana (USA), date d'environ 1970. Il occupait 1 423 personnes. Or, ce complexe était condamné du fait de la ratification en 1972 du « Strategic Arms Limitation Agreement » par les Etats-Unis et l'Union soviétique... Cf. Preliminary Re-Use Plan for Malmstrom Safeguard Complex, Montana, Report prepared by the O.E.A., Washington, D.C. 20301, avril 1974.

(21) Summary of Completed Major Economic Adjustment Projects, 1961-1973, Office of the Assistant Secretary of defence, mars 1974, p. 2.

(22) *Ibid.*, p. 2-3 et suiv.

• Le processus de reconversion était également couronné de succès là où aucune installation militaire excédentaire n'existait. Dans sept cas où des commandes d'armement se terminaient et où des commandes de jonction faisaient défaut, les communes ont réussi à créer 47 192 emplois nouveaux, alors qu'elles en perdaient 23 873.

Ce sont les efforts des communes concernées qui furent en fin de compte déterminants pour le résultat positif des « Programmes de développement économique locaux » (23).

L'O.E.A. est venu seulement en aide lorsque les communes l'ont demandé. Sans planification locale minutieuse, il n'aurait presque pas été possible d'amortir sans friction une telle réduction de la demande et de l'emploi et de les équilibrer dans beaucoup de cas par la création de demandes et d'emplois alternatifs. La stratégie observée par les communes consistait en six démarches :

1. identification des postes actifs dans la commune (personnel, établissements, terrains, équipements) ;
2. analyse de marché, développement prévisible des demandes, habitudes de consommation ;
3. identification de nouveaux produits ;
4. identification d'obstacles (exemple : moyens de transport) ;
5. aplanissement des obstacles (exemple : construire une route) ;
6. reconversion des anciennes installations militaires (24).

Compte tenu qu'une même ancienne installation militaire pouvait recevoir plusieurs nouvelles affectations, quarante-six anciennes installations militaires furent réutilisées de la manière suivante : à des fins industrielles : quarante ; pour la formation : vingt-trois ; comme terrain d'aviation : vingt-sept ;

comme centre de loisir : vingt-cinq ; comme logements : vingt et une ; par l'administration : vingt ; pour le commerce : treize ; comme hôpitaux : onze ; pour l'agriculture : neuf ; à d'autres fins : deux (25).

Tous ces exemples démontrent d'une façon impressionnante que, même pour les communes dépendantes des industries d'armement, des mesures de désarmement ne véhiculent pas avec elles des problèmes économiquement insolubles.

C'est également valable pour des régions dépendantes en grande mesure des commandes d'armement, comme l'ont prouvé de nombreuses études d'ordre économique (26).

Le but de cette relation d'expériences gouvernementales étrangères et d'enquêtes était de montrer qu'une reconversion de la production d'armement vers le secteur civil était techniquement et économiquement réalisable. La condition déterminante est une planification rigoureuse du processus de reconversion sur le plan national ainsi que local.

Sur le plan local, seule l'élaboration d'une stratégie concrète de développement a pu amortir le choc économique provoqué par la réduction des dépenses d'armement (27). Dans un cadre national, il faut garantir par la planification que le processus du changement se fera graduellement, pour éviter que des établissements ferment du jour au lendemain avec les suites que l'on devine et pour s'assurer que l'accroissement des investissements de l'Etat profitera réellement aux secteurs de l'industrie et aux régions qui sont particulièrement touchées.

(25) Dan Smith, *Community planning and base conversion*, op. cit., p. 61.

(26) Voir notamment :

— Roger H. Bedzek, « The 1980 Economic Impact-Regional and Occupational », of *Compensated Shifts in Defence Spending*, in *Journal of Regional Science*, vol. 15, 1975 ;

— Walter P. Reuther, président de l'UAW pour la commission sénatoriale de l'emploi et du bien public, *Swords into Plowshare : a proposal to promote orderly conversion from defence to civilian production*, déc. 1969.

(27) Voir John E. Lynch, op. cit., chap. 16.

(23) Cf. Lynch, op. cit., chap. 16.

(24) *Sense about Defence*, op. cit., p. 81.

Production d'armements = Inflation

Sans vouloir directement lier dans une relation de cause à effet **inflation** et **production d'armements**, on constate que la guerre de 1939-1945 a entraîné, à partir de 1944, des augmentations de salaires et de prix très fortes. Ce processus s'arrête en 1949 et l'Occident peut croire à un phénomène exceptionnel. Cependant, en 1950, avec la guerre de Corée, les Etats-Unis relancent leur industrie d'armements, très ralentie depuis 1945. L'appel fait à leurs propres producteurs de matières premières et sur le marché mondial provoque une hausse brutale de l'ensemble des cours des produits primaires.

Le démarrage de l'inflation chronique actuelle se situe au moment des incidents de la baie du Tonkin en 1964 et donc avec la guerre américaine au Vietnam. Les dépenses militaires passent aux Etats-Unis de cinquante milliards de dollars en 1965 à quatre-vingts milliards en 1968. Le déficit budgétaire des Etats-Unis atteint quinze milliards et les prix montent de 5 % chaque année entre 1967 et 1970. Depuis, les taux d'inflation frôlent ou dépassent les 10 % par an dans presque tous les pays du monde et les réserves monétaires doublent tous les quatre à cinq ans.

A partir de là, peut-on dire que l'industrie d'armement **constitue** un facteur d'inflation ? Comme facteurs d'inflation, les économistes retiennent notamment :

L'innovation permanente :

Les armements majeurs (ceux nés pendant et après la Deuxième Guerre mondiale : chars, avions et bâtiments navals de guerre) sont de plus en plus sophistiqués. Ils sont l'objet d'une course incessante pour la mise au point de nouveaux matériels plus « performants » qui, une fois entrés en service dans les armées, se trouvent vite remplacés par « meilleurs » qu'eux. Ces innovations (surtout dans l'électronique et l'informatique) doivent être amorties de plus en plus rapidement et les taux de croissance des coûts, parfois de 150 % par an pour certains matériels, obligent à un autofinancement accéléré. **L'obsolescence accélérée** des armements majeurs est donc facteur d'inflation.

Les situations de monopole :

Les entreprises d'armement se trouvent parfois, pour certains matériels (surtout les plus modernes), dans une situation de monopole. L'effet de concurrence ne joue donc pas pour modérer les prix et leur fixation s'attache à recycler les pétrodollars soutirés par le Moyen-Orient. Les ventes d'armes (la moitié au Moyen-Orient) participent à la compétition entre la volonté des pays producteurs de pétrole de « valoriser » leurs ressources et celle des pays industrialisés de récupérer leurs liquidités. La concurrence

entre pays européens (l'Italie et la France pour le matériel militaire naval par exemple) est souvent contrebalancée par les effets de cette course génératrice d'inflation.

Le rôle de l'Etat :

L'Etat joue un rôle actif dans la demande de matériels militaires (41 % de ses commandes en 1977). Bien plus, l'Etat finance des recherches et de nouveaux équipements militaires, souvent au profit du secteur privé, lequel s'accapare de nombreuses commandes par le biais de la sous-traitance. Les hausses du budget militaire creusent le déficit de l'Etat et alimentent l'inflation.

Le déséquilibre des cours des matières premières :

Les armements absorbent des quantités croissantes d'énergie et de matières premières et les militaires s'inquiètent de leur pénurie. Les Etats sont en concurrence ouverte pour l'accaparement des minerais « stratégiques » (surtout titane, cobalt, cuivre, germanium, grenat et, de plus en plus, aluminium), ce qui perturbe l'approvisionnement des marchés civils, ajoutant à l'instabilité générale. Cette instabilité se répercute dans toute l'industrie manufacturière, acheteuse de ces minerais. On voit ainsi à chaque regain de tension, dans quelque partie du monde que ce soit, une flambée des prix des matières premières, due en partie à l'accroissement de la demande en armements.

Tous ces facteurs d'inflation (l'innovation permanente, les situations de monopole, le déficit des budgets de l'Etat, le déséquilibre du cours des matières premières) constituent autant de caractéristiques des industries d'armements. On peut donc avancer l'hypothèse que la **production d'armement favorise l'inflation.**

L'existence d'un secteur permanent et croissant d'armements au sein de l'économie capitaliste explique — pour certains économistes comme Ernest Mandel — la tendance permanente à l'inflation monétaire. En effet, la production d'armements a, du point de vue monétaire, une caractéristique particulière : elle accroît le pouvoir d'achat en circulation (paiement des rémunérations des personnels) sans créer en même temps un flux supplémentaire de marchandises en contre-valeur. Même lorsque ce pouvoir d'achat accru provoque le réemploi de machines et d'hommes préalablement au chômage, il crée une inflation à terme. Les revenus des travailleurs et les bénéfices des sociétés réapparaissent sur le marché en tant que demandes de biens de consommation et de biens de production sans que la fourniture de ces biens ait été augmentée.

Le coût de la fabrication des armes n'a cessé d'augmenter depuis le début du siècle, à cause de leur sophistication croissante et des bénéfices en flèche qu'en attendent les constructeurs. Les coûts de la catégorie la plus complexe des avions de combat sont multipliés par dix tous les dix-huit ans, estiment les auteurs de **La guerre civile mondiale** (J. Grepin et J.-B. Pinatel). La hausse des prix industriels dans le secteur de l'armement a été la plus forte de l'économie : 5,3 % en 1971, 11,3 % en 1975. Le secteur des armements est celui où la différence entre le coût prévisionnel et le coût réel est la plus forte. Il est toutefois difficile de faire des comparaisons de prix, ceux-ci étant secrets et inclus dans des commandes globales. Une étude sérieuse permettrait d'établir l'impact des coûts des armements (que l'on sait énormes) sur l'évolution des prix.

Dans le rapport sur « **les conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires** », les experts des Nations Unies déclarent : « Il y a tout lieu de croire que l'industrie d'armement offre moins de résistance que la plupart des autres industries aux augmentations du coût de la main-d'œuvre et des autres facteurs de production. Ceci en raison de « sa forte intensité de capital et de technique » et de la facilité relative avec laquelle il est possible, dans ce secteur, de faire supporter les augmentations de prix par le client.

« Les augmentations du coût des facteurs de production se communiquent ensuite à d'autres secteurs de l'économie, y compris les secteurs où le taux de croissance de la productivité est plus faible, ce qui provoque également une montée des prix. (...) Le détournement de moyens financiers considérables et de la capacité de recherche-développement du secteur civil empêche la productivité d'augmenter à long terme, ce qui rend l'économie plus vulnérable aux pressions inflationnistes. (Elles) tendent à se propager à l'extérieur, affectant d'autres pays. (...) L'effet inflationniste des dépenses militaires sur les prix du matériel militaire exporté vers les pays en voie de développement se traduit pour eux par une détérioration des termes de l'échange. »

Dans leurs conclusions, les experts des Nations-Unies indiquent que « la guerre, les responsabilités militaires extérieures et la ponction qu'impliquent inévitablement pour l'économie de grosses dépenses militaires figurent parmi les facteurs qui ont contribué à désorganiser le système monétaire international et à alimenter l'inflation dans nombre de pays, rendant ainsi la récession actuelle plus étendue et plus difficile à résorber ».

Gilbert GIRONDEAU.

Une solution au chômage

Selon plusieurs études sur l'économie américaine

par Liberat NTUNWENIMANA (*)

Nombre d'observateurs, économistes ou autres, sont de plus en plus convaincus qu'il existe des moyens très sérieux pour créer des emplois, juguler l'inflation et réduire les importations de pétrole ! Comment ? Par la reconversion des industries d'armement.

La reconversion, loin d'être une utopie propre aux pacifistes rêveurs comme certains le prétendent, est devenue une réalité économique accessible et susceptible d'apporter des réponses à la crise actuelle. Notamment, plusieurs études américaines et anglo-saxonnes montrent que la reconversion des industries de guerre en industries produisant des biens utiles à la communauté constitue une alternative crédible au problème du chômage. Nous nous attacherons ici à évoquer certaines d'entre elles, sans aborder le cadre dans lequel les mesures de reconversion doivent se développer. Toutefois, il est clair qu'une transformation structurelle profonde s'impose pour les mener à bien. C'est là le débat fondamental sur le choix de société.

(*) Membre du groupe belge Reconversion.

Pour lutter contre l'inflation et créer des emplois

Un spécialiste du contrôle des armements, Sanford Gottlieb, a suggéré de créer 2 100 000 emplois en réduisant de 30 % les dépenses militaires pour allouer les ressources financières ainsi débloquées à des programmes spécifiques de productions utiles à la communauté, comme l'énergie solaire, les transports en commun et la récupération des déchets domestiques. En consacrant les crédits militaires à des projets socialement utiles, on libère ainsi des capacités de recherche qui pourraient contribuer à restaurer la productivité dans des secteurs-clé (acier par exemple), à trouver des alternatives au pétrole. Dans le même sens, le **Washington Spectator** (janvier 1979) affirme que l'amputation de 40 % du budget du Pentagone ne nuirait aucunement à la défense des Etats-Unis et permettrait la création de 2 millions d'emplois nouveaux si cette somme était consacrée aux produits socialement utiles.

D'ailleurs, le succès japonais d'après guerre renforce l'idée qu'une économie libérale bien struc-

turée peut mener au plein emploi sans dépenses militaires élevées. Toujours aux USA, l'Union Nationale des Contribuables en arrive même à dire que si l'économie américaine avait connu un taux de croissance aussi rapide que le Japon ou l'Allemagne, pendant ces 25 dernières années, l'Américain moyen serait aujourd'hui deux fois plus riche ! En fait, pas un dollar destiné à la fabrication des armements ne produit des biens achetable par les citoyens ordinaires. Les armements n'ont économiquement aucune valeur d'usage : une bombe ne peut que, soit exploser (détruire), soit être stockée.

Parallèlement, le caractère inflationniste de la production d'armements a été plusieurs fois démontré, notamment par l'économiste Seymour Melman de l'Université de Columbia. En effet, les dépenses militaires induisent dans l'économie une spirale inflationniste en procurant un pouvoir d'achat supplémentaire (par la paie des travailleurs de l'armement) sans augmenter pour autant l'offre des biens de consommation (produits ménagers, autos, machines-outils...), ce qui provoque l'augmentation du prix de ces produits. De plus, la surélévation du coût des contrats militaires tend à renchérir le prix des ressources et du travail qualifié, ce qui induit à un emballement des prix venant alimenter la pression inflationniste sur toute l'économie.

Le cas du bombardier B 1

On peut dire que les dépenses militaires suppriment ou gaspillent des emplois. Ainsi, une étude économique et financière sur le programme de fabrication du bombardier B1 montre qu'avec des investissements équivalents, on pourrait créer beaucoup plus d'emplois civils sur une période de 10 ans. Pour chaque milliard de dollars investi dans le projet B1, 22 000 personnes (de l'armement) auraient été engagées contre 76 000 enseignants. Le tableau ci-dessous donne d'autres comparaisons par professions :

EMPLOIS CREEES POUR UNE DEPENSE DE UN MILLIARD DE DOLLARS

Ouvriers	145 000
Enseignants	76 000

Infirmières	85 000
Policiers	73 000
Pompiers	70 000
Défense (personnel militaire)	58 000

William W. Winpisinger ajoute qu'une autre étude du PIRGRIM (Public Interest Research Group In Michigan) démontre que chaque fois que le budget militaire augmente de un milliard de dollars, les Américains perdent 11 600 emplois.

Dans les 26 Etats comprenant 60 % de la population totale américaine, cette étude constate une perte importante d'emplois chaque fois que le budget militaire augmente. Les auteurs expliquent ce phénomène par le fait que la dépense militaire a comme caractéristique d'être plus gourmande en capitaux que toute autre dépense. Parce que la production militaire fait appel à des technologies très complexes, elle exige de grandes quantités de matériaux de base fort coûteux, et des équipements encore plus onéreux. On comprend alors plus aisément pourquoi les dépenses militaires gaspillent des emplois. En d'autres termes, on crée beaucoup moins d'emplois dès lors que l'argent du contribuable sert à acheter ou à fabriquer des équipements militaires plutôt qu'à payer des travailleurs produisant des biens socialement utiles.

Pour sa part, la **Coalition pour une nouvelle politique militaire et étrangère** n'hésite pas à déclarer : « Les Américains payant de lourds impôts pour les crédits militaires, leur pouvoir d'achat s'en trouve diminué, et par là, le nombre d'emplois. Autrement dit, nous construisons moins de maisons, nous achetons moins de voitures, nous dépensons moins pour la nourriture et l'habillement que dans le cas où cet argent resterait dans nos poches. »

Le détournement de l'innovation scientifique et technique

Une des raisons principales de la crise de l'acier aux USA tient au fait que cette industrie n'a pas eu suffisamment d'investissements pour moderniser ses équipements et améliorer ses technologies alors que, dans le même temps, des crédits

importants étaient consacrés à la recherche militaire. En fait, le phénomène est bien connu : l'innovation scientifique et technique a été concentrée sur la recherche militaire.

Une étude rapportée par le **New York Times** montre que les fortes dépenses consacrées à la recherche et à la fabrication des armements depuis la dernière guerre, sont dues à un véritable détournement de l'innovation technique et scientifique et de ses intérêts propres en matière industrielle (notamment la réduction des coûts de fabrication et de production, la recherche de l'efficacité). De même, les gros budgets du Pentagone et les contrats militaires de sous-traitance à l'industrie privée ont « inoculé » aux industriels américains des concepts et des pratiques militaires. Concevoir un produit pour une performance maximum indépendamment de son coût de fabrication (puisque le Pentagone paiera...), établir des contrats fixant des profits considérables (puisque les armes n'ont pas de prix...), telles sont les conséquences de l'alliance entre les militaires et les industriels privés de l'armement.

En remettant en cause la technologie au service des armes pour l'orienter vers la production socialement utile, on restaurerait la compétitivité et on créerait de nouveaux emplois. D'autant plus que l'emprise du budget militaire sur l'ensemble du budget de l'Etat fédéral comprime les autres secteurs (l'emploi, la réforme fiscale, la santé, l'environnement, la rénovation urbaine, etc.).

Un exemple de reconversion possible : un plan de rénovation ferroviaire.

Le réseau ferroviaire des Etats-Unis est aujourd'hui très vétuste. La reconversion vers un système moderne de chemins de fer créerait un nombre énorme d'emplois. Selon les estimations faites en 1977 par le Département des Transports, il faudrait dépenser 38 milliards de dollars, d'une part, pour étendre le réseau (afin de satisfaire l'augmentation attendue de la demande de frêt) et 78 milliards, d'autre part, pour remplacer les rails. On pourrait

envisager un vaste projet à plus long terme qui révolutionnerait les moyens de transport entre les grandes villes américaines (New York - Washington, San Francisco - San Diego, Chicago - New Orléans) les reliant à tout moment et, de surcroît, avec un système sûr et écologique (moins de gaz carbonique dans l'air). Actuellement, les Etats-Unis sont le seul pays à ne pas disposer d'un système de chemin de fer à grande vitesse. Si un tel programme était engagé, il développerait 500 000 nouveaux emplois dans les chemins de fer, et 500 000 autres pour la fabrication des wagons. Mais aujourd'hui, il n'y a pratiquement pas de recherches ou de mesures de développement dans ce secteur. Pourtant, il pourrait employer bien des scientifiques et des ingénieurs de l'industrie militaire. Les mêmes techniques qui ont permis d'envoyer un vaisseau spatial sur Vénus pourraient contribuer à mettre sur pied un système modèle de trains à grande vitesse. Un tel projet permettrait de décongestionner massivement les autoroutes, de diminuer la pollution ambiante et de réduire les importations de pétrole. Il se justifie d'autant plus que le Département des Transports prévoit en 1990 une multiplication par deux du trafic sur autoroutes et du trafic aérien.

Un programme de chauffage solaire

L'Association des Fournisseurs des Feuilles de Métal et d'Air (Sheet Metal and Air Contractors Association) avance que 12,2 millions d'heures de travail par an pendant 10 ans seraient créées si l'on adaptait 3 millions de maisons individuelles actuelles au chauffage par énergie solaire. De même, si on mettait ce type d'installations dans 2,3 millions de maisons à construire, on créerait également plus d'une dizaine de millions d'heures de travail pendant 10 ans. D'autres emplois pourraient encore être créés si les bâtiments commerciaux, les immeubles, les administrations étaient équipés du chauffage solaire. Chaque année, et sur une période de 20 ans, la **Lockeed Missile and Space Co** reçoit un milliard de dollars pour son programme du Missile Trident, employant 16 000 personnes. Avec ses 20 milliards, si elle se reconvertissait à la production

de 74 millions de mètres carrés de collecteurs solaires, elle donnerait du travail à 200 000 personnes. Tous ces emplois feraient appel aux compétences respectives des artisans, des ouvriers, des ingénieurs et des architectes des régions concernées. La plupart des travailleurs de Lockheed pourraient aisément trouver leur place dans ce programme de construction de chauffages solaires, avec un minimum de stages de formation pour certains.

La récupération des déchets domestiques

La récupération des déchets domestiques solides est une nouvelle forme de reconversion possible, source de nouveaux emplois. En effet, les travailleurs de la défense pourraient être recyclés dans la production d'énergie à partir de ces déchets. La technologie nécessaire est disponible et ne demande qu'à être utilisée. Le **Centre américain pour les Alternatives Economiques** affirme que, d'ici 1990, en dépensant de 12 à 21 milliards de dollars pour récupérer 45 % des déchets domestiques, on créerait 86 000 à 194 000 emplois nouveaux.

L'enseignement

Un autre exemple suggestif est celui des enseignants au chômage. Il nous montre la relation directe qui existe entre les somptueux budgets de la défense et les dizaines de milliers d'enseignants qui se trouvent aujourd'hui sans travail.

Les administrations locales et d'Etat ont le droit de percevoir 12,8 % des dépenses militaires du Pentagone, soit 10 milliards de dollars environ. Comme ils ne sont pas perçus, c'est environ 1 000 000 d'emplois publics perdus. Environ 220 000 de ces emplois pourraient être destinés à des enseignants. Or, l'**association Nationale de l'Education** estime qu'il faudrait engager 363 000 enseignants pour faire baisser à 24 le nombre d'élèves par classe dans l'enseignement primaire.

La reconversion : une question d'actualité

Tous ces exemples montrent combien la question de la reconversion est d'actualité. La crise économique avec son cortège de drames (fermetures d'entreprises, croissance continue du chômage) ne serait peut-être pas vaincue, mais en tout cas fortement atténuée si les responsables politiques et les chefs d'entreprises se détournent résolument de la production d'armements et adoptaient une stratégie de reconversion bien planifiée en accord avec tous les intéressés.

Du point de vue de l'emploi, l'intérêt de la reconversion est parfaitement clair : le secteur armement, gros consommateur de capitaux et par conséquent maigre demandeur de travail humain, est le plus faible pourvoyeur d'emplois par unité d'investissement. Aussi, la résorption du chômage dépend-elle de la reconversion dans le cadre d'un nouvel ordre économique international donnant la priorité aux besoins individuels et collectifs sur la recherche du profit.

(*) Sources :

- Réduction des dépenses militaires et relance de l'emploi, Dossier MIR-IRG.
- L'inflation et le chômage : deux produits d'une économie de guerre ou l'intérêt des syndicats pour la reconversion économique, Seymour Melman.
- The Conversion Potential of Military Research and Development Expenditures, Milton Leitenberg, Swedish Institute of International Affairs.
- The Washington Spectator and between the lines, « Conversion, The answer to inflation and recession », Tristan Coffin Editor, 1979.
- Le droit au travail utile, Concertation Paix et Développement, 1979.

Un autre développement

par Gilbert GIRONDEAU

Depuis quelques années, les militants pacifistes et non-violents commencent à parler de la reconversion des usines d'armements comme un moyen de travailler en même temps au désarmement (au transarmement) et à la transformation de la société. Ces reconversions ne fournissent certes pas des recettes pour une révolution, mais leur **dynamique sociale peut transformer profondément l'attitude des travailleurs**, non seulement face à l'armée mais aussi **face à leurs outils de travail**.

Sous la menace de perdre leur emploi ou conscients des conséquences de la fabrication d'armes, des **travailleurs** — que ce soit ceux de Lucas Aerospace (Grande-Bretagne), de la Mid-Peninsula (U.S.A.) ou de Montecenisio (Italie) (1) — ont élaboré des plans alternatifs de production de biens socialement utiles. Il s'agit là d'une tentative de prise de pouvoir — sur la nature de la production — intolérable aux propriétaires actuels des moyens de production et en cela, elle peut constituer un grand pas vers une transformation sociale de grande ampleur.

A l'heure où la division capitaliste du travail a

fini par entraîner une déqualification des ouvriers et des employés, au moment où « les travailleurs ressentent le travail comme une aliénation et où la majorité d'entre eux cherchent à s'en libérer, refusant tout à la fois la nature, le contenu, la nécessité et les modalités du travail » (2), l'action des employés de Lucas Aerospace comme celle des chercheurs de l'Université de Californie permettent d'entrevoir de **nouvelles dynamiques** qui inverseraient les processus actuels de la militarisation de notre société.

Capitalisme et militarisation

Si la problématique de la reconversion des usines d'armements et, plus largement, des activités militaires en activités civiles préoccupe seulement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale les pacifistes et certains syndicalistes, celle-ci s'est effectuée à maintes reprises, sous la pression des événements, bien antérieurement, à chaque fin de guerre. Que ce soit à la fin des « épopées napoléo-

(1) **Le Droit au travail utile**, Concertation Paix et Développement (Maison des Huit-Heures, place Fontaine, 9-11, 1000 Bruxelles).

(2) **Adieu au prolétariat**, « Au-delà du socialisme », André Gorz, Editions Galilée. Voir aussi la recension de Jacques Sémelin, in A.N.V. n° 39 : « **Au-delà de la militarisation** ».

niennes » ou au terme de la guerre de 1914-1918, les hommes et les matériels ont dû se reconvertir à des fins civiles.

Mais jusque-là, ces reconversions se situaient **dans le cadre du fonctionnement du système économique capitaliste** et n'entraînaient pas un processus de démilitarisation au sens plein du terme.

En effet, sans vouloir faire un usage trop extensif du concept de militarisation pour expliquer tout le capitalisme, de nombreux faits historiques nous montrent des corrélations précises entre, d'une part, le **développement du modèle militaire et, d'autre part, celui du modèle d'organisation sociale**.

Que ce soit à l'occasion de l'essor des activités minières entre 1460 et 1530 en Europe Centrale où des dizaines de milliers d'hommes furent concentrés sous terre, que ce soit les ateliers de charité ou les internats industriels installés dans les hôpitaux au XVII^e siècle, les « workhouses » abritant des ateliers de cordage, de filature et de bonneterie dans la banlieue de Londres vers 1650, ou « mieux », les manufactures seigneuriales de la Russie vers 1750, c'est une véritable organisation militaire du travail qui s'expérimente et qui prélude à « l'organisation scientifique du travail » des usines des XIX^e et XX^e siècles. La soumission du travailleur au rythme de la machine, de même que celle du soldat au rythme de la caserne et de la guerre, est le fruit d'un processus de militarisation de la vie sociale. « La révolution technicienne concentra et militarisa la main-d'œuvre, pénalisant l'instabilité (...) des travailleurs qui voudraient entrer et sortir à leur guise, retourner aux champs pour de grands travaux ou chômer de façon prolongée après les jours de fête (...), primant à l'inverse l'assiduité et le rendement et la poursuite d'un salaire accru. Le factory system, c'est avant tout le factory-discipline, longueur du travail, régularité horaire et journalière du rythme du travail, fixation au lieu du travail et à l'emploi » (3).

(3) *Histoire Economique et Sociale du monde*, Pierre Léon, t. III, « Inerties et révolutions », Armand Colin.

Guerre, capitalisme et militarisation

Le lien entre **militarisation** et **capitalisme** devient clair si l'on examine les relations entre **guerre** et **capitalisme**. A chaque fois que la guerre s'étendit, l'Etat accrut son pouvoir et étendit davantage la guerre (4). Et à chaque fois que les grandes guerres se terminèrent, le capitalisme en ressortit revigoré comme d'un sang nouveau. Cette évolution fut frappante lors des deux dernières guerres mondiales.

Après la guerre de 1914-1918, les industriels et dirigeants politiques s'élancèrent vers une expansion sans limite du capitalisme. Cette volonté expansionniste provenait directement des nouvelles caractéristiques de la guerre. Pendant quatre ans, en effet, la guerre économique et l'économie de guerre se sont entretenues pendant que l'intendance prenait pour la première fois une tournure industrielle. L'initiative privée fut remplacée par la direction gouvernementale de l'activité économique, entraînant une emprise croissante de l'Etat. Dans le même temps montaient les industries mécaniques avec l'essor des avions de guerre et des blindés. Le rôle des matières premières s'accrut dans la même proportion et les transferts de technologie causés par les besoins de guerre bouleversèrent les échanges commerciaux. Par la suite, les productions énergétiques (électricité et pétrole) et les industries qui leur sont liées (électrotechnique, automobile, chimie organique) devaient entraîner le reste de l'économie.

De cette période date la structure actuelle de l'industrie d'armements, ramifiée dans tout le corps économique. L'Etat intervient dans la fabrication et le commerce des armes. Tout se fait en grand secret dans ses ateliers et ses arsenaux militaires. L'industrie privée travaille plus pour l'exportation que pour les besoins nationaux et sous-traite une importante part de la production militaire.

Ainsi, les bouleversements des structures industrielles introduisirent à la fin de la Première Guerre

(4) Voir les analyses de Bertrand de Jouvenel, in « *Du Pouvoir* », Le Livre de Poche, coll. Pluriel.

mondiale de nouvelles perspectives. « La guerre avait laissé entrevoir la possibilité de gains de productivité à condition de procéder à une restructuration industrielle à l'intérieur de chacune des nations. Cette refonte (...) réclamait des organismes de recherche plus étoffés (...) De part et d'autre de l'Atlantique, l'effort se faisait pour utiliser à la restructuration, l'intégration et la reconversion des entreprises. (...) On assista à la naissance des war-babies, ces nouveaux échelons de sociétés. Le mouvement avait commencé pendant la guerre avec la prise de participation de la Dupont sur la General Motors (1918) puis s'était poursuivi vers 1919-1920 avec la formation du groupe allemand Stinnes, l'expansion française de Schneider en Europe (...) ou encore d'ITT aux USA » (5).

La reconversion industrielle, doublée d'une recomposition financière, se fit donc au bénéfice du capitalisme. Plus, la militarisation, au sens de l'organisation militaire de l'économie, y trouva l'aboutissement d'une évolution séculaire. Le conflit « avait fait naître l'idée d'une rationalité globale de l'économie dans la mesure où le pouvoir central avait su imprimer un but collectif à la production de guerre ; cet idéal s'est perpétué confusément après-guerre sous le couvert d'un nationalisme aussi vif » (5).

Après la guerre de 1939-1945, on assista au même mouvement de renaissance et de croissance de l'économie capitaliste. La fin des hostilités a été l'occasion pour certains gouvernements de réaliser une réforme du système économique, fondée sur des « nationalisations » et un élargissement du rôle de l'Etat dans la direction de l'économie. Ce fut le départ de la croissance « autoentretenu » qui ne s'arrêtera que dans les années 70, avec la « crise ». L'organisation scientifique du travail se perfectionne au point de devenir une véritable discipline organique, avec ses méthodes, ses unités de mesure et son contrôle strict des gestes du travailleur, placé

dans une « frénésie productiviste » conduite par des chronométrateurs. Cette atomisation du travail en de multiples tâches spécialisées répétitives entraîne des réactions de colère, des troubles psycho-somatiques de grande ampleur et des crises existentielles dans la population. Avec au bout du processus une « allergie au travail industriel ».

Une militarisation en profondeur

Ces faits nous amènent à voir dans l'évolution historique une conjonction entre **le développement de production de guerre et l'organisation de la production sur le mode militaire. L'économie de guerre**, puis actuellement les différents **complexes militaro-industriels** qui fonctionnent en temps de paix, constituent des moteurs de l'évolution de la société vers une **militarisation**, une « **disciplinarisation** » des individus au service d'une structure aliénante, une **mise au pas des esprits et des corps** en faveur du développement du système capitaliste (6). L'industrialisation s'est constituée à partir de modèles militaires, d'abord grossiers, puis affinés par les diverses révolutions scientifiques dont, entre autres, la taylorisation. La mobilisation industrielle des énergies s'est effectuée suivant le mode de la mobilisation militaire. Le surdéveloppement des capacités industrielles a lui-même entraîné l'accumulation des destructions pendant la dernière guerre, et rien ne nous dit que nous sommes au bout du processus dramatique de la militarisation. Il est inutile de dire que le déchaînement des armements produits aujourd'hui laisserait sans doute bien peu d'entre nous en vie pour en voir l'aboutissement.

Ainsi les reconversions des activités du temps de guerre en activités de temps de paix (dont certaines gardent leur aspect directement militaire) se sont accompagnées jusque-là d'une **diffusion de la militarisation dans tous les organes de la société** et non — comme on pourrait le croire hâtivement — d'une démilitarisation en profondeur.

(5) *Histoire Economique et Sociale du monde*, Pierre Léon, t. V « Guerres et crise », Armand Colin.

(6) Voir les analyses de Michel Foucault, notamment dans « *Surveiller et Punir* », N.R.F., Editions Gallimard.

Production de biens de destruction et de biens utiles :

Par ailleurs, la production des armements est souvent considérée comme une production de biens improductifs. Beaucoup d'économistes analysent les dépenses militaires de l'Etat comme des **dépenses improductives** (7). Il semble que l'on puisse aller plus loin. La production de **biens de destruction** représente l'aboutissement et le « sommet » d'une économie basée sur la production de biens d'échanges, même si les crises du capitalisme ne peuvent se résoudre par un accroissement de production militaire (8).

Dès lors que l'on se mit à produire des **valeurs d'échange**, des biens exclusivement en vue de l'échange sur un marché, et non plus seulement des **valeurs d'usage**, la voie était ouverte à la production de biens nuisibles, les producteurs ne voyant que la valeur d'échange — et seulement celle-là — dans le calcul économique. Ceci ne signifie pas que la production d'armements était inexistante avant le capitalisme mais que cette production était limitée à l'usage des militaires. C'est à partir du moment où les marchands s'en mêlèrent vraiment que cette production de biens de destruction est devenue intensive. Tant et si bien que, lorsque les pacifistes ou les non-violents posent aux fabricants la question de leur utilisation, ils s'entendent répondre des justifications non pas sur les problèmes de défense ou de sécurité, mais bien sur les devises et sur les bienfaits que leur vente procurerait à l'économie en général.

Ainsi la dynamique du capitalisme est porteuse d'une dynamique de militarisation **dans son principe même**. Or les théoriciens du socialisme ont toujours affirmé la nécessité de produire en fonction des besoins (valeur d'usage) et non plus, selon les critères de l'économie marchande (valeur d'échange). Cette position théorique du socialisme revient à une négation radicale de la production des biens de destruction que sont les armements. Si nous voulons donc être cohérents avec les objectifs du

socialisme, force est d'affirmer : **sans reconversion des usines d'armements, nous ne pourrions avancer dans la voie du socialisme.**

De même que nous envisageons, dans une période de transition vers le socialisme, un **trans-armement** (9), une transformation d'un système de défense armé en un système de défense non armée, de même nous devons envisager une phase de transition vers un **développement économique qui implique une dynamique de démilitarisation.**

Si nous voulons changer de système socio-économique, nous devons nous attaquer « au noyau dur » du capitalisme, le complexe militaro-industriel où se concentrent à la fois **les moyens** de défense du capitalisme (la production d'armements) et les **fonctionnements** de ce capitalisme (surveillance totale des personnels (10), discipline plus forte demandée, secret militaire de fabrication, qualification technologique la plus forte requise du travailleur spécialisé, etc.).

A chaque fois qu'il y a eu reconversion, celle-ci s'est faite **contre** les travailleurs **par une militarisation accrue**. Le plan de reconversion présenté par les travailleurs de Lucas Aerospace, notamment, nous donne un exemple de ce que serait une reconversion faite **par** et **avec** les travailleurs : **une démilitarisation réelle.**

La revendication du droit au travail utile prend tout son sens lorsqu'il s'agit de modifier à la fois le **produit**, le **résultat** du travail et le **fonctionnement** de la production. Elle constitue une véritable prise de pouvoir sur le travail.

Militarisation dans les pays du Tiers-Monde

Cette démilitarisation n'est pas seulement nécessaire dans les pays industrialisés mais aussi dans ceux que l'industrialisation atteint aujourd'hui. En effet, l'urgence de cette démilitarisation se ressent vivement dans les ex-colonies qui croulent

(7) *Traité d'Economie marxiste*, Ernest Mandel, Editions 10/18.

(8) *Les trois âges du Capitalisme*, Ernest Mandel, Editions 10/18.

(9) *Texte d'orientation politique du M.A.N.*, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.

(10) Le développement récent et foudroyant de l'informatisation de certaines entreprises (Rhône-Poulenc par exemple) semble aller dans ce sens.

aujourd'hui sous le poids de leur sous-développement. Elles subissent les conséquences néfastes d'une évolution vers un type d'organisation sociale dans lequel nous retrouvons le même phénomène de militarisation : militarisation des rapports de production et fabrication d'armements.

Pour un développement rapide, beaucoup de pays du Tiers-Monde prennent l'exemple de l'Occident. Ils comptent sur l'**industrialisation** pour résoudre leurs problèmes dramatiques et il faut craindre qu'ils suivront — s'ils continuent ainsi, le même chemin que nous avec le handicap de la désarticulation de leur économie entre secteur traditionnel et secteur tourné vers le commerce international.

Les transferts de technologie des années 60 ont favorisé effectivement une accélération de la croissance des pays acquéreurs, mais ceux-ci étaient déjà avancés (Brésil, Singapour, Hong-Kong, Algérie, etc.) dans ce processus d'industrialisation. Et même dans ces cas, « pour assimiler une technologie spécifique et éphémère — du fait de la croissance exponentielle des découvertes techniques — l'exigence d'apprentissage contraint à rémunérer longtemps des services d'ingénierie et une assistance technique qui doivent former leurs remplaçants » (11).

Un capitalisme dépendant se forme donc dans ces pays. Dans les autres cas, la persistance des modes de production précapitaliste, utilisant des procédés techniques simples et variés — crée une expansion artificielle qui se paie par un appauvrissement en profondeur.

Le développement de techniques de pointe dans ces pays provoque des effets déstabilisants : notamment l'**implantation d'industrie d'armement** crée un véritable « kyste technologique » (11). Tel est le cas des pays du Moyen-Orient qui, enrichis par le pétrole, fabriquent des matériels militaires alors qu'ils ne possèdent pas d'industries électriques et électroniques ou de matériels d'optique et de transmission. On leur a suggéré que cela serait très « industrialisant » mais de nombreux experts doutent de la possibilité du transfert des techniques

(11) Le mimétisme technologique du Tiers-Monde, Denis Clair-Lambert, Economica.

non-violence

POLITIQUE

MENSUEL DU MOUVEMENT POUR
UNE ALTERNATIVE NON-VIOLENTE (MAN)

MENSUEL d'information et de réflexion sur la non-violence en France et dans le monde, N.V.P. constitue un outil indispensable pour qui, constatant l'impasse du système actuel basé sur le profit, la course aux armements et l'exploitation du Tiers-Monde, recherche d'autres moyens à mettre en œuvre pour inverser ces tendances ruineuses et dangereuses.

Mensuel du Mouvement pour une Alternative non-violente, N.V.P. reprend les grands axes d'activité des groupes du mouvement : actions de désobéissance civile ; luttes populaires, anti-nucléaires, ouvrières, luttes contre la militarisation ; luttes pour les droits de l'homme et notamment pour la reconnaissance des droits des Immigrés.

N.V.P. propose également une analyse de l'actualité nationale et internationale, tout en assurant un rôle de formation par la publication de dossiers sur des luttes non-violentes historiques.

Ainsi est en préparation un numéro « Spécial Gandhi » qui sortira en juillet-août prochains.

NON-VIOLENCE POLITIQUE est diffusé uniquement par abonnements. Abonnement 1 an : 60 F. NVP, 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis (Chèque à l'ordre du MAN sans numéro de compte). Exemple gratuit sur demande.

aux industries civiles. Loin de favoriser un développement harmonieux, cette **militarisation les enfonce davantage dans le sous-développement.**

La dynamique de militarisation touche profondément les pays du Tiers-Monde à travers leur industrialisation forcée. Les conditions de travail de la main-d'œuvre (que l'opinion sait sous-payée et sans protection sociale) n'ont pas encore fait l'objet d'études systématiques. Mais on peut supposer que les efforts contre la « mobilité sociale », à l'instar de ce qui avait été fait dans les pays européens aux XVIII^e et XIX^e siècles — l'absentéisme est extrêmement élevé en Afrique par exemple — prennent la forme de la discipline militaire. L'exploitation physique des travailleurs du Tiers-Monde, surtout dans le Sud-Est asiatique, est effrayante. L'exemple du Japon — même s'il ne fait pas partie officiellement du Tiers-Monde — où les rapports au sein de l'entreprise reposent sur des conceptions quasi féodales (12) est significatif d'un pays neuf ayant « décollé » et « fait un miracle économique »...

L'industrialisation passe par une militarisation d'autant plus franche et brutale que les individus ne sont pas passés dans le moule d'une éducation planifiée de masse qui enseigne la discipline sociale comme dans les pays industrialisés.

Un autre développement est nécessaire

Ne plus faire dépendre le développement économique d'une industrialisation forcée, accélérée par la restructuration économique au niveau mondial, enrayer le processus de dépendance de ces pays de l'hémisphère Sud, **suppose un changement radical du développement dans les pays du Nord.**

Dans une perspective de réorientation de l'économie des pays du Tiers-Monde, une démilitarisation des pays industrialisés s'impose. D'autant plus que nombre de transferts de technologie

militaire (13) ont pour but avoué la rentabilisation des industries d'armements des pays « développés », donc l'alimentation du capitalisme occidental.

Inverser la dynamique du mal-développement — sur-développement militarisé et sous-développement chronique — à l'échelle de la planète suppose la reconversion des complexes militaro-industriels.

Les liens entre capitalisme et militarisation nous obligent à repenser nos conceptions du socialisme et à renouer en même temps avec toute une tradition libertaire qui, d'intuitive, pourrait devenir véritablement crédible en s'appuyant sur le résultat de nombreuses études historiques et économico-sociales. Elles jettent une lumière crue — et cruelle — sur les avatars d'un socialisme réduit à une mécanique économique. Dans ce sens, l'évolution de l'Union soviétique marquée par « le communisme de guerre » après la Révolution d'octobre 1917 nous ouvre les yeux. « La militarisation des organismes travaillant dans les villes, la nécessité d'utiliser les ouvriers d'usine dans des tâches de surveillance (...) contribuent à façonner un nouveau visage aux entreprises russes. (...) Les spéculations sur le renversement du tout jeune régime, les multiples sabotages contre la production et la circulation des marchandises obligent dès 1918 le gouvernement à renforcer le centralisme et l'autorité de l'Etat » (14). Nous savons maintenant que ce « communisme de guerre » **militarise autant** qu'un capitalisme « bon teint »...

Parce que nous ne voulons pas renouveler les erreurs du bolchevisme, parce que nous ne devons pas laisser restructurer le capitalisme autour d'une discipline sociale accrue et d'une production d'armements accélérée, nous avons à creuser la voie tracée aujourd'hui par les travailleurs de Lucas Aerospace et tant d'autres.

Nous retrouvons ici, avec la revendication du droit au travail utile, **la préoccupation fondatrice de l'idée de socialisme.** A nous de préciser davantage les éléments d'un **autre développement économique et social et d'une démilitarisation de notre société.**

(12) *Histoire Economique et Sociale du monde*, Pierre Léon, t. VI, « Le second XX^e siècle », Armand Colin.

(13) Les importations de technologie des pays du Tiers-Monde peuvent s'élever jusqu'à la moitié de leurs importations ; voir à ce propos « Tiers-Monde, trois quarts du monde ».

(14) *Histoire Economique et Sociale du monde*, Pierre Léon, t. V, « Guerres et crise », Armand Colin.

COMMENT ARRÊTER LA COURSE AUX ARMEMENTS

par Seymour MELMAN (*)

La quasi-totalité des gouvernements actuels se sont engagés dans une recherche effrénée de l'avantage politique par des moyens militaires. Cette propension d'un nombre croissant d'Etats à entretenir des armées toujours plus puissantes et à fabriquer des armes nucléaires ou conventionnelles accroît l'insécurité de tous. Il n'existe désormais aucune science qui permette de prédire l'impossibilité absolue d'une guerre nucléaire. Sans aller jusqu'à la pire des catastrophes, la tendance actuelle mène à la dégradation économique, tant dans les pays industrialisés que dans ceux en voie de développement.

Si nous voulons renverser cette tendance, il ne faut pas se polariser sur les idéologies qui ont été élaborées par les intellectuels de chaque Etat pour justifier des politiques ou des actions particulières. Il n'est pas non plus très nécessaire de définir des utopies en proclamant que, si seulement nous étions tous d'accord pour nous comporter d'une manière définie, alors les problèmes disparaîtraient. Le défi intellectuel et politique consiste à définir des **étapes concrètes** qui contribueraient, d'une part à résoudre le problème posé, d'autre part à renverser cette tendance à l'insécurité et au désarroi économique croissants.

Mon opinion est que la possibilité pour de telles avancées stratégiques existe dans trois secteurs, dont l'un va être tout particulièrement approfondi ici.

1. Analyser les limites de la puissance militaire. Il s'agirait de réévaluer les principes généralement admis pour la mise en œuvre d'une force militaire victorieuse.

2. Concevoir de façon détaillée les étapes selon lesquelles les forces armées et les armes elles-mêmes pourraient être réduites tout en continuant à remplir les conditions de la sécurité militaire.

3. Concevoir des stratégies pour l'utilisation civile alternative du personnel et des ressources de l'industrie d'armement, et les procédures pour effectuer une telle reconversion.

Bien que chacun de ces trois aspects soit essentiel pour renverser la course aux armements, le facteur de conversion économique comporte un intérêt politique particulier.

L'existence déjà longue de l'actuelle course aux armements a conduit à un nouveau développement institutionnel tant dans les pays industrialisés que dans les pays en voie de développement. Une élite « économico-socio-occupationnelle » est née qui se consacre de manière fonctionnelle à la recherche, la conception, la production et l'utilisation d'un armement toujours plus sophistiqué.

(*) Professeur à l'Université de Columbia (New York), auteur de plusieurs ouvrages sur les problèmes économiques de la production d'armements et de la reconversion, notamment de « **The permanent War Economy** » (Simon and Schuster, 1974) aujourd'hui épuisé et jamais traduit en français (Cf. la présentation de ses thèses par Pierre ARQ dans *Alternatives Non-violentes* n° 37, **Surarmement et sousdéveloppement**, p. 78). Nous présentons ici les extraits d'une conférence que Seymour MELMAN a donnée lors d'une rencontre internationale en Norvège sur le thème « Désarmement et Développement », en mai 1980.

Un grand nombre d'hommes et de femmes d'un très haut niveau et bien payés existent maintenant dans les pays dotés d'une économie militaire (1). Ils profitent totalement des privilèges de premier plan associés à leur travail et sont opposés à tout changement.

Les mécanismes précis de cette situation varient de pays en pays, de système en système, mais un effet commun est clairement perceptible. Aucun des gouvernements qui participent actuellement à la course aux armements ne comprend un personnel administratif spécialisé dans l'élaboration de plans détaillés pour la reconversion de l'économie militaire à l'économie civile, ou pour effectuer un renversement de la course aux armements. L'absence de plans prévoyant la reconversion économique signifie que tout changement par rapport à la tendance actuelle pénaliserait automatiquement les employés de l'économie militaire. Si cette menace était remplacée par la perspective d'un avenir économique alternatif, alors il y aurait forcément une attitude plus ouverte pour envisager les façons d'améliorer la sécurité en renversant la tendance actuelle.

Une société qui y serait prête, avec des plans de reconversion, deviendrait automatiquement plus crédible sur cette question. De plus, une telle stratégie économique aurait d'autres avantages :

- la planification d'une reconversion économique peut être réalisée de façon autonome au sein de toute économie à dominante militaire. Aucun accord international n'est indispensable pour entreprendre les recherches nécessaires et la planification industrielle ;

- la détérioration économique due à l'industrie militaire a des conséquences douloureuses sur de grandes populations et constitue donc un facteur politique que l'on peut mettre en avant ;

- le fait de s'engager dans une planification de la reconversion économique a des implications politiques moindres que le fait d'éliminer carrément telle ou telle arme ou formation militaires.

FACTEURS DE MOTIVATION ECONOMIQUE

Dans les pays industrialisés, le rythme de la croissance économique est ralenti et l'augmentation de la production est faible. Par ailleurs, la notion d'efficacité dans les opérations industrielles est remplacée par des

(1) Pour S. MELMAN, l'économie militaire (ou l'économie de guerre) caractérise les pays qui ont une industrie importante d'armements et/ou qui sont dotés d'une grande armée et dont l'élite est tournée vers la recherche militaire.

méthodes très coûteuses, rendant inaptés au travail civil ceux qui les mettent en pratique (les ingénieurs et les directeurs des programmes militaires). Enfin, les monnaies sont dépréciées comme réserve de valeurs et comme instrument stable d'échanges.

Les conséquences de l'économie militaire pour les **pays en voie de développement** sont encore plus graves. Privés de l'accumulation des ressources en capital et de la richesse consommatrice des pays développés, les pays du Tiers-Monde, surtout ceux pourvus d'une industrie militaire et d'importantes forces armées, se trouvent impliqués dans une dynamique qui entraîne un sous-développement continu.

Les gouvernements du Tiers-Monde, en 1979, ont dépensé quatre-vingts-dix milliards de dollars pour leurs propres budgets militaires. Cette somme est à mettre en parallèle avec les trente à quarante milliards définis par l'UNIDO en janvier 1980 comme étant le montant de l'aide financière additionnelle nécessaire pour accélérer l'industrialisation des pays du Tiers-Monde jusqu'à la fin de ce siècle.

Pour comprendre les implications du militarisme des pays du Tiers-Monde, il est primordial d'analyser un budget militaire moderne comme l'équivalent économique d'un fonds financier (capital fund). Car le budget militaire de forces armées modernes met en branle le genre de capital fixe (fixed capital) et de ressources de fond de roulement (working capital resources) qui, habituellement, sont nécessaires pour les secteurs-clés des investissements industriels modernes. Dans les pays du Tiers-Monde :

- les services et produits militaires n'apportent rien qui soit utile sur le plan économique pour la consommation et pour davantage de production ;

- les pays du Tiers-Monde sont devenus le point de départ de migrations majeures de personnes formées techniquement (capital humain), vu le manque de capitaux disponibles pour utiliser leur potentiel productif. Ceci renforce le sous-développement ;

- les autres trouvent dans des emplois gouvernementaux un semblant de travail qui leur sert de faire-valoir mais qui, en fait, est une forme néfaste d'assistance ;

- les économies militaires sont conduites par des technocrates d'Etat avec les mêmes ambitions démesurées que celles qui caractérisent les technocrates des pays industrialisés ;

- l'accès prioritaire au capital et aux technologies dans les pays du Tiers-Monde font de leurs économies militaires des îlots d'affluence de richesses dans une mer de pauvreté ;

— les économies militaires des pays du Tiers-Monde institutionnalisent l'inefficacité de la même manière que dans les pays industrialisés ;

— la priorité donnée aux organisations militaires, par rapport à toute autre secteur dans les économies du Tiers-Monde, attire des jeunes très capables et ambitieux, renforçant ainsi l'effet de contre-développement produit par l'économie militaire.

Cette énumération sous-estime l'effet négatif de l'existence de forces armées et d'industries militaires importantes sur les perspectives de développement des pays du Tiers-Monde. En dénonçant cela, je ne veux pas nier que les leaders des pays du Tiers-Monde puissent prendre modèle sur les pays industrialisés. A de rares exceptions près, c'est un modèle national et politique dans lequel l'économie militaire, l'organisation et les méthodes militaires sont dotées de la plus haute priorité.

CONDITIONS POUR LA PLANIFICATION DE LA RECONVERSION

Dans un rapport pour le Centre de Désarmement des Nations Unies (avril 1980) sur les obstacles pour la reconversion d'une industrie militaire à une industrie civile, j'ai défini les conditions de la reconversion pour les économies militaires dans le capitalisme occidental (USA, Grande-Bretagne, RFA), l'URSS et les pays en voie de développement (Egypte, Israël, Inde). J'ai découvert que :

1) Aucun des gouvernements étudiés ne jouit d'une capacité institutionnelle de reconversion sous la forme de personnels désignés et assignés à une telle tâche.

2) Aucun de ces gouvernements n'a formulé de plan qui exigerait de la part des entreprises de production militaire de développer des produits civils alternatifs.

3) Dans les économies de marché du capitalisme occidental, l'économie interne des entreprises militaires se caractérise par un maximum de coût (cost maximising) et de subvention (subsidy maximising). Cela les différencie de l'économie civile adjacente et conduit à des problèmes de formation, dans l'éventualité d'une reconversion, pour les directeurs et ingénieurs de l'industrie d'armement. Les règles de décision qui font le succès de l'industrie militaire provoquent la faillite dans le domaine civil.

4) En URSS, les entreprises de l'économie militaire se distinguent de celles de l'économie civile par leur position élevée dans le système de priorités qui contrôle l'accès à toute sorte d'approvisionnements pour les opérations industrielles. Les directeurs et ingénieurs des entreprises militaires soviétiques sont donc dans une position de privilège et de puissance par rapport à ceux de l'industrie civile. Ces différences de statut conditionnent le comportement professionnel.

5) Les économies militaires des pays en voie de développement pratiquent aussi la maximalisation du coût et des subventions, et mettent en œuvre aussi des systèmes de hiérarchie prioritaire pour l'approvisionnement.

De ce que l'on sait sur les caractéristiques de l'industrie militaire et d'une reconversion efficace, on peut déduire les paramètres suivants :

— le capital fixe de l'industrie militaire tend à se spécialiser ;

— un budget militaire moderne constitue un fonds de « capital équivalent » ;

— une planification nationale est nécessaire pour redistribuer le capital et les ressources de technologie utilisées par et pour le secteur militaire ;

— la reconversion de produits civils alternatifs est différente de la diversification des actions entreprises par une firme ;

— la reconversion économique exige une planification avancée à tous les niveaux ;

— il faut au moins deux ans pour planifier une production civile alternative ;

— la décentralisation de la planification de la reconversion apporte beaucoup d'efficacité ;

— il y a des limites sévères à la capacité d'opérer une planification de la reconversion qui soit centralisée ;

— le recyclage et le regroupement des directeurs et ingénieurs de l'industrie militaire constituent un aspect fondamental de toute planification de la reconversion. Ce recyclage doit mettre l'accent sur la conception et les critères de production civils. Le regroupement de l'organisation est nécessaire pour remodeler les schémas de travail.

La constance de ces caractéristiques permet de définir un effort de reconversion qui soit efficace. L'inverse est également vrai.

QUELQUES PREMIERS PAS

J'aimerais proposer quelques modestes étapes pour mettre en œuvre les conditions de reconversion, là où elle est actuellement absente... c'est-à-dire partout. Aucun gouvernement n'a actuellement un personnel capable de planifier l'usage civil alternatif des ressources militaires. Une telle institutionnalisation de personnel exige des groupes organisés, soutenus officiellement avec une responsabilité établie pour l'élaboration d'un projet alternatif au sein de l'économie nationale.

Par conséquent, je donne la première priorité à des mesures internationales ayant comme objectif de parer à ce manque et, ce faisant, de contribuer à la capacité de reconversion économique partout dans le monde.

Des études pour la reconversion industrielle financées par l'ONU.

Un groupe désigné par les Nations Unies inviterait les gouvernements de tous les pays ayant des industries d'armement employant vingt-cinq mille personnes ou plus à nommer de petites équipes qui formuleraient des plans alternatifs pour des entreprises spécifiques de l'industrie d'armement (chaque équipe comporterait des ingénieurs, des économistes, des comptables, des hommes de marketing et des directeurs). Leurs études auraient d'importantes conséquences allant dans le sens de l'élaboration d'un « noyau dur » de personnes compétentes dans chaque pays.

Traduction Francis WHYTE.

UNE ASSOCIATION FRANÇAISE DE RECHERCHE SUR LA PAIX

Créée en mai 1979 à l'initiative de chercheurs de diverses disciplines, de journalistes, de syndicalistes, d'animateurs, etc, l'Association Française de Recherches sur la Paix (ARESPA) (1) se donne pour objectifs:

— d'une part de regrouper les chercheurs et autres personnes qui, en France, étudient les problèmes économiques, sociaux, politiques, culturels, juridiques (droits de l'homme, droit international humanitaire), militaires, scientifiques, et de relations internationales, dans les termes de la « recherche sur la paix et les conflits », telle qu'elle est pratiquée par les organisations regroupées au sein de l'« International Peace Research Association » (I.P.R.A.) ;

— d'autre part, de fournir par tous les moyens adéquats des instruments d'information et d'analyse efficaces et concrets aux forces qui œuvrent en faveur du désarmement international, de la démilitarisation de la société, du développement économique et social, et contre toutes les formes de domination, d'oppression et d'exploitation.

L'ARESPA est membre de l'International Peace Research Association.

Plusieurs raisons ont présidé à la création de l'ARESPA.

• En premier lieu, les courants de pensée les plus divers reconnaissent maintenant le caractère extraordinairement déformant qu'ont pris la course mondiale aux armements et l'aggravation des inégalités entre pays développés et pays sous-développés, et le danger réel de conflit mondial qui accompagne l'approfondissement de la « Crise » économique.

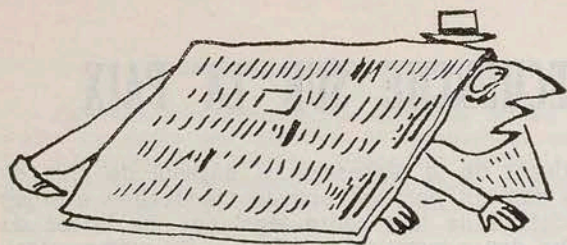
• Dans le même temps, les mécanismes de la domination qu'exercent les grandes puissances sur un grand nombre de peuples deviennent de plus en plus complexes. Ainsi, aux formes traditionnelles de « violence directe » (interventions militaires, guerres localisées, etc.) se conjuguent des formes plus sophistiquées de « division inter-

nationale de la répression », passant de plus en plus souvent par une activité clandestine exercée en dehors de tout cadre légal par les forces de l'ordre des « terrorismes d'Etat ». De même, parallèlement au maintien des formes classiques de « violence structurelle » (apartheid, pillage des ressources naturelles, sous-alimentation), se développent des formes beaucoup plus élaborées et moins spectaculaires (domination économique et politique par le biais du contrôle de la technologie, des réseaux d'information et de commercialisation, destruction progressive de l'identité culturelle) qui sont associées toujours plus étroitement dans l'exercice de la domination. D'où une nécessité impérieuse d'approfondir la connaissance de ces mécanismes et d'analyser leurs causes, pour contribuer à l'effort de tous ceux qui cherchent à y mettre fin.

• Or, si les recherches menées en France sur ces thèmes sont nombreuses, la diffusion de leurs résultats reste en général limitée au cercle restreint des spécialistes, à la fois producteurs et consommateurs exclusifs : ils sont bien souvent inaccessibles aux forces sociales qui, en France et à l'étranger, œuvrent en faveur du désarmement et du développement et contre toutes les formes de domination. De plus, ces recherches sont menées en ordre dispersé au sein des disciplines les plus diverses (droit, relations internationales, économie politique, sociologie politique, études stratégiques, études politiques et économiques de défense, etc.). Les confrontations interdisciplinaires restent l'exception, et il n'existait jusqu'à présent en France aucune association de chercheurs correspondant au regroupement interdisciplinaire connu dans les pays anglo-saxons, les pays nordiques et les pays du tiers-monde sous le nom de « recherche sur la Paix ».

(1) Pour renseignements : ARESPA, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris cedex 06.

L'ARESPA devrait publier prochainement un livre sur le thème : « L'Europe, la crise, la guerre ».



Nous avons lu...

STRATEGIE DE L'ACTION NON-VIOLENTE, par Jean-Marie MULLER, 256 p. Editions Seuil, Collection Point Politique, 1981.

Les éditions du Seuil ont eu l'heureuse initiative de rééditer cet excellent essai dans la collection « Point Politique », très lue et accessible financièrement. C'est là une nouvelle petite percée de la non-violence dans ce qu'il est convenu d'appeler le livre de poche.

Jean-Marie Muller en a profité pour augmenter son manuscrit de quelques soixante pages ajoutant des passages sur la lutte du Larzac, celle de César Chavez, l'écologie, l'objection de conscience, etc., citant d'ailleurs à plusieurs reprises notre revue.

Stratégie de l'action non-violente offre une synthèse indispensable des grandes luttes non-violentes (Gandhi, King, Chavez...) en montrant à quelles conditions l'action non-violente peut être efficace. En définitive, s'appuyant sur ses affirmations et sur de multiples exemples, Jean-Marie Muller nous propose un manuel de l'action non-violente, sinon de la révolution non-violente.

Celui ou celle qui découvre la non-violence se doit de lire ce livre en priorité et de le faire connaître.

J. S.

LA MOBILISATION GENERALE, par Jean-Paul de Gaudemar - 268 p. - 1979 - Editions du Champ Urbain.

Depuis l'avènement de la société industrielle, les grands mouvements de population ne sont pas tant dus à des causes économiques, mais plutôt au politique et à ses prolongements militaires. L'exode rural, la mobilité professionnelle, l'immigration étrangère, n'ont pas provoqué des déplacements

forcés aussi importants que les conflits entre les Etats, les guerres et les exodes qu'elles produisent. Cette mobilité forcée, les Etats se sont de tout temps attachés à l'utiliser à leur profit, militaire ou économique. Ainsi apparaît la question-clé de ce livre : la guerre ne fournit-elle pas un modèle de mobilité — donc de disponibilité — parfaite des hommes ? Il n'y aurait plus dès lors qu'une différence de degré entre le grand mouvement de mise au travail du XIX^e siècle, et les phénomènes du XX^e perçus comme abominables, les camps de travail et le STO, qui seraient la forme la plus réussie — pour le capitalisme — de la mise au travail industriel.

Mobilisation générale et enrôlement des civils en temps de guerre, mobilisation générale face à « la crise », enrôlement social sur le lieu de travail : le langage est le même, la vie économique continue la guerre par les moyens de la société civile. Face à cette mobilisation forcée, les conflits sociaux sont le pendant des conflits militaires.

J.-F. B.

SOCIALISME ET MODE DE PRODUCTION (pour reciviliser les sociétés industrielles) par Jean-Louis Beau - 192 p. - 1980 - Collection Economie en liberté - P.U.F.

Dans la société socialiste autogestionnaire que nous voulons construire, la conservation du mode de production capitaliste ne pourrait que conduire à la conservation des perversions qu'il a forgées en fonction de ses intérêts. Alors, quel mode de production ? et, d'abord, peut-il et doit-il y avoir un mode de production propre au socialisme tel que nous l'entendons ?

J.-L. Beau répond par l'affirmative et développe les problèmes que pose cette exigence essentielle. Il dégage aussi les perspectives qu'elle ouvre : un type de société entièrement nouveau, parce que fondé sur une remise en cause générale de toutes les divisions des tâches et des fonctions sociales qui entravent la vie quotidienne.

J.-F. B.

LARZAC

Rencontres internationales

POUR LA PAIX

17 au 23 août 1981

appel

Le blé fait vivre, les armes font mourir : en 1974 nous appelions à une fête de la moisson, contre le commerce des armes, et en solidarité avec les populations du Sahel acculées à la famine. La guerre semblait bien lointaine alors, et la crise que connaissent aujourd'hui les sociétés occidentales ne faisait que commencer.

Aujourd'hui, les risques de conflits sont devenus plus sérieux et la guerre même, imminente, nous dit-on. Mais des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, pionniers dans l'affrontement des grandes puissances, la subissent déjà. La France, quant à elle, joue sa partie en envoyant ses paras en Afrique et en manœuvrant ses troupes d'élite. Par ailleurs, le développement de la crise renforce la guerre économique que se livrent les puissances. Ce climat, s'ajoutant à l'aggravation des tensions Est/Ouest et Nord/Sud, a redonné de l'audience aux militaristes. Il sert en outre de prétexte pour étouffer toutes les protestations, revendications et initiatives des peuples et des individus qui subissent la crise et veulent vivre autrement.

Dans ce contexte, la lutte du Larzac se voit après dix ans confirmée dans ses choix : une résistance populaire contre les logiques de guerre. C'est pourquoi nous ne cédon rien, malgré les pressions de toutes sortes que nous subissons, et les soit-disant « accords » négociés dans notre dos. Nous défendons un mode de vie et de travail, une terre dont nous avons retrouvé la richesse, le droit pour une contrée de décider de son propre sort.

Le Larzac est depuis dix ans un lieu de rencontres et de solidarité. Dans la situation actuelle, nous proposons une nouvelle initiative de Paix.

A la différence des précédentes manifestations d'été, il ne s'agit pas de réaliser un rassemblement de masse, mais de promouvoir des rencontres de travail, permettant à la fois confrontation, recherche et échanges, à partir des luttes quotidiennes, sur les moyens de s'opposer à la course à la guerre.

C'est pourquoi nous invitons les mouvements sociaux, forces syndicales et associations culturelles, religieuses et politiques et les individus qui, en France et dans les autres pays, désirent mettre en commun leurs réflexions, leurs pratiques, leurs expériences et leurs recherches d'alternatives.

Pour permettre un travail approfondi, ces rencontres internationales pour la Paix se dérouleront pendant une semaine, du lundi 17 août à partir de 17 h au dimanche 23 août au soir.

Il y a bien des raisons de s'opposer à la guerre, bien des moyens possibles de renverser la situation. Nous proposons trois axes de débat, trois axes parmi ceux qui nous ont mobilisés depuis dix ans :

1. La course aux armements, nucléaires en particulier, la militarisation de la société, et les menaces de guerre, chantage des puissants dans la crise.

Comment faire entendre la voix de celles et de ceux qui, comme au Larzac contre l'extension du camp militaire, entendent s'opposer à la logique d'Etat ? Et comment rendre à chaque individu sa responsabilité de citoyen ?

2. La faim dans le monde, l'utilisation des ressources naturelles et la survie de l'homme.

Comment se battre pour construire un monde solidaire ? Ne s'agit-il pas aujourd'hui de multiplier et de confronter les initiatives qui s'opposent à la logique du profit, de la guerre et du pillage des pays dominés ? Quant à nous, nous poursuivons l'aménagement d'un plateau qui ne doit pas servir de terrain d'essai pour de nouvelles armes à vendre au tiers-monde, mais doit produire des denrées permettant de combattre la faim dans ces pays.

3. Les atteintes aux libertés et à la démocratie.

Face à des Etats qui disposent de nos vies sans nous consulter, qui envoient ici leurs forces de répression et là-bas leurs troupes d'intervention ou d'occupation, de nombreux mouvements comme le nôtre ont dû, par delà l'individualisme et les clivages traditionnels, créer des communautés de résistance et inventer de nouveaux moyens de lutte. Il nous a même fallu, à certains moments, transgresser la loi, sans pour autant alimenter la spirale de la violence, pour défendre la liberté et la justice étouffées par l'ordre établi.

Paysans du Larzac,
Mouvement du Larzac.

Pour préparer les Rencontres, pour y participer, renseignements :

— Rencontres Internationales pour la Paix, Paysans du Larzac, Ferme de Potensac, 12100 Millau.

— Rencontres Internationales pour la Paix, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris ; ☎ : le mercredi, 531.43.38.

Supplément à Gardarem lou Larzac,
directeur de publication : Léon Maillé. Imprimeurs Libres.
IMP. SPÉ.

alternatives non violentes

Chers (ères) lecteurs (trices) et amis (ies),

Une revue comme la nôtre, qui ne se vend pas en kiosque, ne peut tirer son équilibre financier que des abonnements.

Or, actuellement, un tiers seulement de nos ventes se fait par abonnement, ce qui rend très difficile pour nous l'élaboration de budgets prévisionnels. Le reste des ventes se fait par dépôt en librairie, ou par commandes individuelles qui nous obligent à conserver longtemps en stock chaque numéro.

Nous vous demandons donc de nous aider :

— en vous abonnant si, pour l'instant, vous achetez la revue au numéro,

— en offrant un abonnement à 1 ou 2 de vos ami(e)s (abonnement 4 numéros : 60 F, soit le prix de 3 places de cinéma).

et, pour accroître notre diffusion, de nous signaler les personnes de votre entourage à qui nous pourrions envoyer une exemplaire de la revue.

Le travail de l'équipe d'ANV ne pourra continuer dans de bonnes conditions que si vous acceptez de nous aider, ce dont nous vous remercions à l'avance.

L'EQUIPE D'ANV.

A RENVoyer A ANV, 3, RUE DUMENGE 69004 LYON

ABONNEMENT : 60 F ETRANGER : 75 F SOUTIEN A PARTIR DE 90 F
REGLEMENT PAR CCP (2915-21 U LYON) ou CHEQUE BANCAIRE

Je m'abonne pour 1 an (4 numéros) NOM :

ADRESSE :

J'abonne pour 1 an (4 numéros) les personnes suivantes :

NOM : **NOM :**

ADRESSE : **ADRESSE :**

.....

Personnes à qui peut être envoyé un exemplaire d'ANV :

.....

.....

NUMÉROS DISPONIBLES

N° 33 DEFENSE POPULAIRE NON-VIOLENTE

Peut-on se défendre sans armes ? Diverses expériences historiques (Prague 68) permettent de penser que oui. Et des gouvernements commencent à y penser... (6 F).

N° 34 DESOBEISSANCE CIVILE

Le droit de désobéir - Apprendre à l'organiser collectivement contre tous les arbitraires (réédition mise à jour) (15 F).

N° 35 LA POLITIQUE DE LA PEUR

Comment l'Etat gère la peur pour mieux administrer sa sécurité (10 F).

N° 36 CHRISTIANISME ET VIOLENCES

L'hypocrisie des Eglises face aux différentes formes de violences (militaire, politique...). Débats sur la non-violence avec René GIRARD (15 F).

N° 37 SURARMEMENT ET SOUS-DEVELOPPEMENT

Sous les termes officiels de désarmement et de développement, la réalité : course aux armements, militarisation sociale, exploitations économiques du Tiers Monde... On en parle comme des plaies à guérir, on s'en sert comme outils de domination (15 F).

N° 38 VIOLENCES BANALES

Mieux comprendre ces « petites violences » quotidiennes dont nous sommes les témoins, les victimes... ou les acteurs.

Un dialogue Michel Bosquet et Serge July (15 F).

N° 39 LA DEFENSE CIVILE EN QUESTION

Diverses études françaises et étrangères sur la défense civile et la militarisation. Un dossier essentiel sur la grève de la faim en Bolivie en 1978 (15 F).

N° 40 FEMMES ET VIOLENCES

Les violences que les femmes subissent ou celles qu'elles exercent : les femmes et la guerre, les femmes et le pouvoir, une approche historique de l'oppression des femmes (15 F).

AUX PRIX INDIQUES AJOUTER 2 F DE FRAIS
DE PORT PAR NUMERO.

PROCHAINS NUMEROS

● GREVES DE LA FAIM

● QUEL AVENIR
POUR LA NON-VIOLENCE ?

alternatives non violentes

3, rue Dumenge
69004 LYON

COMITE D'ORIENTATION

Jacques-Yves BELLAY
Guy BOUBAULT
Michel de CERTEAU
Yves-Bruno CIVEL
Pierre FABRE
Roger GARAUDY
Patrick GIROS
Jacques MARCHAND
Christian MELLON
Jean-Marie MULLER
Hervé OTT
Laurent SAMUEL
Marlène TUINGA
Jean VAN LIERDE
Anne-Marie de VILAINE
Paul VIRILIO
Patrick VIVERET

COMITE DE REDACTION

Béatrice ARNOULD
Lydie BONNET
Christian DELORME
Thérèse VIAL-MANNESSIER
Jacques SEMELIN

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Christian DELORME

REDACTEUR EN CHEF

Jacques SEMELIN,
15, rue du Commerce, 75015 PARIS

sommaire

EDITORIAL - A quand une Commission Nationale « Reconversion » ? Jacques SEMELIN	1
LES TRAVAILLEURS ET LA RECONVERSION Jo DJIVELEKIAN	3
LA RECONVERSION EST POSSIBLE Michel LUCAS	9
DES TRAVAILLEURS DE L'ARMEMENT PARLENT	14
LIP 1973-1981 : COTÉ ARMEMENTS Michel JEANNINGROS	18
L'EXPERIENCE LUCAS AEROSPACE : réflexion sur le rôle des différents acteurs. Michel ROGALSKI	23
QUELLE RECONVERSION ? Table ronde CFTD, MDPL, MAN et Mouvement de la Paix	32
UN GROUPE DE TRAVAIL « RECONVERSION » EN BELGIQUE Robert POLET	43
LES EXPERIENCES GOUVERNEMENTALES DE RECONVERSION Philippe PEPIN	47
UNE SOLUTION AU CHOMAGE Liberat NTUNWENIMANA	55
UN AUTRE DEVELOPPEMENT Gilbert GIRONDEAU	59
COMMENT ARRETER LA COURSE AUX ARMEMENTS Seymour MELMAN	65

numéro 41
Eté 81